

# L'Observateur<sup>ocde</sup>

N° 233 - Août 2002

[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

Énergies : le dilemme  
Le revers des transports  
Sécurité alimentaire  
Point de vue des ministres

## Un jeu trop risqué

OCDE



Sommet de Johannesburg  
Pollution • **Peuples** • Pauvreté • **Progrès**



**“As we enter the new Millennium we must make trade work for the poor.”**

Kofi Annan, UN Secretary General



# Trade Justice

Following the success of the Jubilee 2000 campaign, many organisations are coming together in a new global campaign for trade justice.

We call for new trade rules to promote sustainable developing by guaranteeing:

- protection and support for poor producers
- fairer markets for poor countries' products
- effective regulation of international companies.

For more information

[www.christianaid.org.uk/campaign/trade](http://www.christianaid.org.uk/campaign/trade)

**ChristianAid**  
We believe in life before death

# Sommaire

N° 233 - AOÛT 2002

## COURRIER DES LECTEURS

- 2 Travail temporaire ; La taxe Tobin

## ÉDITORIAL

- 3 Le développement durable, notre avenir à tous  
*Donald J. Johnston*

## EN BREF

- 4 Échanges stabilisés ; Les TI en lice ; Éthique de l'entreprise ; Verbatim ; Reprise agricole en vue ; Un Russe à Paris ; Perspectives de l'aide

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 8 Retour à l'essentiel  
*Simon Upton*  
10 Risques insoutenables  
14 Table ronde : Ce que font les ministres Afrique du Sud : Peuples, planète et prospérité ; États-Unis : Choisir une vie plus saine ; Finlande : Un principe directeur de notre société ; France : Un gouvernement « éco-responsable » ; Mexique : Instituer la gouvernance environnementale

## AGRICULTURE & ALIMENTATION

- 17 Restaurer la confiance  
*Renate Künast*  
19 Agriculture durable et biodiversité  
*Kevin Parris*

## ÉCHANGES & DÉVELOPPEMENT

- 21 L'après Rio et le développement  
*Comité d'assistance au développement*  
23 Nourriture pour tous  
*Tom Arnold*  
25 Aide au développement : Statistiques et réalités  
*Jan Vandemoortele*  
27 Adapter les stratégies de développement  
*Kenichi Ohno*  
28 Démarche sociale  
30 Commerce et environnement : trouver un équilibre  
*Ronald Steenblik et Dale Andrew*  
32 La pêche en crise  
*Carl-Christian Schmidt*  
34 Pavillons de nuisance



Les clés du développement durable, page 8



Valli Moosa, Ministre de l'environnement en Afrique du Sud, page 14



Crise alimentaire et développement, page 23



Énergies renouvelables, page 41

## ÉNERGIE

- 35 Changement climatique : L'après Kyoto  
*Burton Richter*  
38 Négocier la pollution  
39 Le rôle de l'énergie nucléaire  
Entretien avec *Luis Echavarrí*  
41 Quel avenir pour les énergies renouvelables ?

## SOCIÉTÉ

- 43 L'asphyxie des transports  
*Peter Wiederkehr et Nadia Caïd*  
46 Transports écologiquement viables  
47 Des bâtiments écolos  
*Takahiko Hasegawa*

## POINT DE VUE

- 50 Cuisiner la croissance  
*Douglas Worth*

## OCDE.ORG

- 52 Fiscalité verte ; Coopération avec le NPDA ; Europe en transport ; Les grands enjeux ; Le financement du terrorisme ; Une administration plus ouverte ; L'AEN s'élargit  
54 Réunion 2002 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres : Partenariat pour la croissance et le développement  
55 Calendrier  
56 Éducation : la porte de l'espoir  
Extraits du discours de *Laura Bush*

## LIVRES

- 57 Freiner les excès ; De meilleurs bus pour changer la ville ; Énergie à l'indienne ; Esprits plus vifs  
59 Nouvelles publications

## BANQUE DE DONNÉES

- 61 Vers un soutien plus vert ? ; Habitudes à bannir ; Travail au féminin ; Semiconducteurs en peine  
62 Indicateurs



## L'Observateur<sup>ocde</sup>

www.observateurocde.org  
© OCDE 2002

Abonnement 2002 :  
€45 - US\$50 - £30 - ¥5 900  
ISSN 0304-3390  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00  
Télécopie : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962  
Le magazine de l'Organisation de coopération  
et développement économiques

Les éditions de l'OCDE  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris, cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.oecd.org

Publié en français et en anglais  
par l'OCDE et Financial Times Business Ltd,  
Maple House, 149 Tottenham Court Road,  
London W1T 7LB. Tél. : +44 (0)20 7896 2525

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J Clarke  
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :  
Sue Kendall-Bilicki  
RÉDACTEUR STATISTIQUES : Eileen Capponi  
ASSISTANTES :  
Marie Perrin, Carine de Barbeyrac,  
Alison Benney  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Silvia  
Thompson  
VERSION INTERNET :  
Rory Clarke, Sue Kendall-Bilicki  
MARKETING : Jill Colonna  
LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE :  
Café Crème, Peggy King  
CHEF DE PRODUCTION (FTB) : Mhairi Swann  
MISE EN PAGE (FTB) :  
Celine Bijleveld, Kay Burton  
RESPONSABLE D'ÉDITION (FTB) :  
Angus Cushley

RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ (FTB) :  
Adrian Northey, +44 (0)20 7896 2109

IMPRESSION :  
St Ives

Les demandes de reproduction ou  
de traduction totales ou partielles  
des articles de l'Observateur de  
l'OCDE doivent être adressées au  
chef des éditions de l'OCDE :  
2 rue André-Pascal,  
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment  
l'opinion de leurs auteurs et non pas  
nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent  
être accompagnés de la mention  
« Reproduit (ou traduit) de l'Observateur  
de l'OCDE » et de la date du numéro.  
Les articles signés ne peuvent être  
reproduits ou traduits qu'avec leur  
signature. Deux exemplaires significatifs  
doivent être envoyés au rédacteur en  
chef. Toute correspondance doit être adressée  
au rédacteur en chef. La rédaction n'est  
pas tenue de rendre des manuscrits non  
sollicités.

FT Business  
FINANCIAL TIMES

## Travail temporaire

L'article intitulé « Travail  
temporaire : dissiper quelques  
mythes » (*L'Observateur de l'OCDE*  
N° 231/232), tente de rétablir la  
vérité d'un débat dont vous  
estimez qu'il a été faussé par des  
assertions non fondées.

Le postulat, semble-t-il, est que  
personne n'a jamais rien dit de  
positif sur le travail temporaire. Au  
contraire : on entend souvent que  
le travail temporaire présente  
certains avantages, au moins pour  
les employeurs. Comme vous le  
notez, le travail temporaire accroît  
la flexibilité du marché du travail  
car il permet aux employeurs  
d'embaucher et de licencier plus  
facilement en fonction de  
l'évolution de la demande. Vous  
observez aussi que les employeurs  
peuvent utiliser le travail  
temporaire pour mettre à l'épreuve  
des travailleurs qu'ils recruteront,  
éventuellement, à long terme.

Cependant, la question plus  
générale qui se pose est de savoir  
si ces avantages pour les  
employeurs sont suffisants pour  
contrebalancer les inconvénients  
du travail temporaire. S'ils étaient  
tous supportés par les employeurs,  
on pourrait laisser à ceux-ci le soin  
de prendre leurs propres décisions,  
sans intervenir par la  
réglementation. Mais, bien que  
vous vous efforciez de minimiser  
les inconvénients du travail  
temporaire pour les travailleurs, ils  
sont loin d'être négligeables.

On peut en dresser rapidement  
une liste : rémunération plus  
basse ; accès limité aux congés  
payés, aux congés maladie, à  
l'assurance chômage et à la  
formation ; et – naturellement –  
précarité inhérente.

Il y a une certaine duperie à  
affirmer que l'écart en termes de  
satisfaction globale dans l'emploi  
entre travailleurs temporaires et  
travailleurs permanents est tout à  
fait limité alors que les travailleurs

temporaires font état (dans  
d'autres contextes) d'un degré de  
satisfaction bien moindre à l'égard  
de leur rémunération et de la  
sécurité de leur emploi. Les  
travailleurs temporaires déclarent  
aussi, plus souvent, devoir se  
conformer à des horaires de travail  
rigides et accomplir des tâches  
monotones. Il est vrai que le travail  
temporaire est un moyen de sortir  
du chômage ou de l'inactivité pour  
certains travailleurs. Mais ce n'est  
pas, en soi, un argument définitif  
en faveur du travail temporaire. Il  
faudrait encore prouver que ces  
travailleurs n'auraient pu accéder  
au marché du travail autrement.

David Foden  
Bruxelles, Belgique

## La taxe Tobin

Votre article « Taxe Tobin : une  
solution viable ? » (*L'Observateur de  
l'OCDE*, N° 231/232) part du  
principe que cette taxe serait  
appliquée au niveau de la  
négociation, ce qui créerait  
d'énormes problèmes  
administratifs et la rendrait  
impraticable. Le marché des  
changes présente deux aspects à  
cet égard. Selon Rodney Schmidt,  
économiste canadien de l'Institut  
Nord-Sud, alors que la négociation  
n'est pas organisée, le règlement,  
qui intervient deux jours plus tard  
par l'intermédiaire des services de  
suivi administratif (back office), est  
quant à lui très réglementé,  
centralisé et organisé – le  
cheminement des fonds y est  
étroitement retracé. M. Schmidt  
propose d'utiliser les systèmes  
centralisés de paiement pour  
collecter la taxe. Ces systèmes ont  
été récemment modernisés et  
permettent de cerner facilement  
une opération de change. Il est très  
facile de programmer un  
ordinateur afin de prélever un  
certain pourcentage de chaque  
opération. La banque centrale peut  
le faire ou désigner un système de  
paiement à cet effet. Le coût

d'administration serait donc nul et  
l'évasion fiscale pratiquement  
inexistante pour les monnaies  
appartenant à la zone d'application  
de la taxe Tobin. En ce qui  
concerne les devises imposables,  
toutes les monnaies ne font pas  
l'objet d'échanges entre elles et  
quelques devises, comme le dollar,  
l'euro et le yen occupent une  
position dominante. Convertir des  
rupiahs indonésiennes en roubles  
russes nécessite de recourir à une  
devise tierce. En conséquence, si  
ces grandes devises étaient  
concernées par la taxe Tobin, on se  
trouverait pratiquement dans un  
dispositif de portée mondiale. En  
outre, si une seule des grandes  
monnaies se trouve en dehors du  
dispositif, même celle des États-  
Unis, pour peu que les autres soient  
couvertes par la taxe, les opérations  
de change sur le dollar américain  
seraient également imposées.

Vous indiquez en outre que la  
taxe Tobin provoquerait une  
diminution de la liquidité. Mais si  
cette taxe, en régulant les flux,  
parvenait à éliminer la crise d'une  
monnaie ou tout au moins à en  
limiter l'ampleur, cela se traduirait  
en fait par une augmentation de la  
liquidité à long terme pour cette  
monnaie.

Matti Kohonen  
Londres, Royaume-Uni

## À la une

Dans *Un jeu trop risqué*, David  
Rooney donne

sa vision du  
jeu à haut  
risque qui se  
joue autour  
du système  
permettant  
la vie sur  
Terre, un  
jeu qui doit  
cesser si  
nous voulons  
parvenir à un développement  
durable. M. Rooney est un  
illustrateur régulier du quotidien  
*The Irish Times*, de l'hebdomadaire  
*Wirtschaftswoche* et de plusieurs  
magazines de grande diffusion. Il  
peut être contacté à :  
lofthouse@eircom.net.





# Le développement durable, notre avenir à tous

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE

**L**a signification concrète du « développement durable » semble donner lieu aujourd'hui à de multiples définitions et interprétations. On serait même parfois tenté de penser qu'il y a dans la notion de développement durable une bonne part de subjectivité.

Il y a une quinzaine d'années, dans son rapport *Notre avenir à tous*, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Gro Harlem Brundtland a défini le développement durable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Comme la Commission Brundtland avait accordé une place importante aux besoins des pauvres dans les pays en développement, beaucoup d'observateurs ont alors estimé que son message portait sur la lutte contre la pauvreté et les éléments susceptibles d'y contribuer : accès des pays en développement aux marchés, éducation, mesures élémentaires de santé publique, etc. D'autres, principalement dans les pays industrialisés, ont également vu dans le rapport l'évocation de leurs propres besoins de maintenir de génération en génération un niveau de vie élevé, impliquant aussi un environnement propre.

À l'heure des derniers préparatifs pour le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, le débat international sur notre avenir à tous semble prisonnier d'une logique qui oppose développement et environnement. Si l'opinion publique des pays en développement s'attend fort logiquement à ce que le développement durable soit mesuré à l'aune de la diminution de la pauvreté, le débat dans les pays de l'OCDE tourne en revanche autour de l'environnement. En réalité, à l'image de l'interdépendance qui existe entre les pays en développement et industrialisés, ces aspects sont indissociables. Même si les pays en développement créent les conditions nécessaires à l'éradication de la pauvreté en termes de politiques et de bonne gouvernance, leurs efforts resteront vains s'ils ne s'accompagnent pas d'une intégration dans l'économie mondiale. Cela signifie que les pays industrialisés doivent ouvrir leurs marchés, et sans doute aussi apporter diverses formes d'aide. Les pays riches, qui sont à l'origine de la plupart des problèmes d'environnement, doivent faire le maximum pour remettre la biosphère de la planète sur la voie de la viabilité – mais des progrès durables ne sauraient se réaliser sans la coopération des pays en développement. Le dialogue de Johannesburg peut-il aboutir à un dénominateur commun, à un terrain d'entente entre les pays développés et en développement, duquel découleront des politiques cohérentes et mutuellement acceptables ? Voilà bien une question épineuse.

Dans le rapport de la Commission Brundtland, on pouvait lire : « Au strict minimum, le développement durable signifie ne pas mettre en danger les systèmes naturels qui nous font vivre : l'atmosphère, l'eau, les sols et les êtres vivants. »

Il est inutile de préciser qu'en l'absence de l'un de ces éléments, l'avenir de la planète en tant que foyer du développement humain serait condamné, car tous ces éléments constituent ensemble la plate-forme à la base de tout le reste. Dans le monde industrialisé, moderne

et dynamique que représente l'OCDE, nous avons mis à profit cette plate-forme, mais ce faisant, nous l'avons aussi affaiblie par l'érosion des sols, la pollution de l'air et de l'eau, le réchauffement planétaire et les changements climatiques qui l'accompagnent, l'épuisement des stocks de poissons, etc. Si le monde développé a connu un progrès matériel et social prodigieux, en particulier ces dernières années, le revers de la médaille a été la dégradation continue et de plus en plus rapide de la biosphère elle-même. La plate-forme peut-elle continuer à soutenir le développement de la planète ? Le défi du développement durable consiste, selon la formule des experts, à « découpler » progrès matériel et environnement, en les mettant sur le même plan, en les rendant complémentaires et, on l'espère, en assurant une parfaite osmose entre l'un et l'autre. Dit plus simplement, il s'agit de maximiser en même temps la croissance économique et l'amélioration de l'environnement. Pour les pays de l'OCDE, dont les activités restent les principales sources de pressions sur l'environnement, il est urgent de relever ce défi.

Dans l'industrie, certains feront valoir que les mesures de protection de l'environnement ont stimulé la mise au point de technologies qui favoriseront le découplage et que l'éco-efficience, loin d'être un concept abstrait, fonctionne réellement. J'attends avec impatience de pouvoir débattre de ces perspectives avec les responsables du monde de l'entreprise qui assisteront au Sommet de Johannesburg.

En raisonnant selon cette logique, on s'aperçoit à quel point sont inséparables la problématique du progrès économique et social de l'humanité et la protection du milieu physique. Aussi, comme le soulignait déjà le rapport de la Commission Brundtland, ce serait une grave erreur de limiter le débat à l'une ou l'autre de ces facettes : « L'environnement n'existe pas en tant que sphère indépendante, isolée des actions, des ambitions et des besoins humains ; les tentatives de le défendre indépendamment des préoccupations humaines lui ont donné une connotation naïve dans certains milieux politiques. De même, le mot 'développement' a vu son sens ramené par certains à une acception très limitée – 'ce que devraient faire les nations pauvres pour accéder à la richesse' – si bien qu'il est lui aussi systématiquement rejeté par beaucoup sur la scène internationale comme intéressant les seuls spécialistes qui s'occupent des questions de 'l'aide au développement'. »

Pourtant, aussi bien les pays riches que les pays pauvres ont besoin d'une biosphère saine pour croître, et tous deux doivent œuvrer de conserve pour y parvenir. Il s'agit là d'un impératif qui doit être intégré dans tous les objectifs de développement, y compris ceux destinés à sortir de la pauvreté. Espérons que le Sommet de Johannesburg sera l'occasion d'une convergence de vues sur le développement durable, un développement qui ne mette pas en danger l'atmosphère, l'eau, les sols et les êtres vivants, mais qui consolide la plate-forme sur laquelle toutes les générations à venir pourront réaliser leurs rêves. ■





• En bref •

# Échanges stabilisés

Après neuf mois consécutifs de chute de plus en plus rapide, les échanges de marchandises des pays de l'OCDE ont vu leur niveau se stabiliser au premier trimestre 2002, les chiffres restant cependant nettement inférieurs à ceux de l'an dernier. La valeur en prix courants des exportations de marchandises a augmenté de 1,1 % entre le dernier trimestre 2001 et le premier trimestre 2002, tandis que les importations baissaient de 0,4 %. En glissement annuel, le repli a été encore

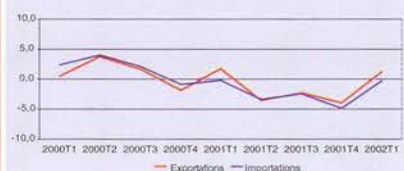
plus sensible. Comparées aux trois premiers mois de l'année précédente, les exportations au premier trimestre 2002 avaient diminué de 8,9 % et les importations de 11,0 %.

En volume, les échanges ont chuté tant d'un trimestre à l'autre que d'une année à l'autre, les exportations des pays du G7 s'inscrivant en baisse de 5,8 % par rapport à l'année précédente avec une chute de 7,0 % au cours du dernier trimestre 2001, les chiffres correspondants pour les importations étant de 5,1 % et de 4,5 %. Les données comparées d'un trimestre à l'autre révèlent cependant une stabilisation de la croissance négative, les exportations diminuant de 2,3 % et les importations de 3,7 %.

C'est aux États-Unis que le volume des exportations a le plus fortement chuté, à savoir une baisse de 12,7 % par rapport à l'année précédente, tandis que les importations reculaient de 5,8 %.

## Échanges de marchandises de l'OCDE

% de croissance par rapport au trimestre précédent (corrige des variations saisonnières)



## Les TI restent en lice

D'après l'édition 2002 des *Perspectives des technologies de l'information* de l'OCDE, le secteur des TI peut envisager l'avenir sereinement, et ce malgré la récente baisse d'activité qu'il a connue. Les nouveaux produits et services proposés, tel le haut débit, continueront en effet à stimuler la demande, phénomène qui sera renforcé par la réduction des coûts et les progrès techniques. Par ailleurs, le ralentissement n'a pas empêché les marchés des produits et services liés aux TIC d'atteindre 8,3 % du PIB total des pays de l'OCDE en 2001, alors qu'ils représentaient moins de 6 % en 1992. Si le secteur des technologies de l'information s'est vu touché par la crise actuelle, tout porte néanmoins à croire qu'il jouera un rôle important dans la reprise à venir.

## Éthique de l'entreprise : bilan anticipé

À l'heure où les projecteurs se braquent sur l'éthique de l'entreprise aux quatre coins du monde, les pays membres de l'OCDE ont décidé d'avancer à 2004 l'évaluation des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, initialement prévue pour 2005. D'ici là, l'Organisation tâchera d'analyser les évolutions déjà opérées dans ce domaine au sein des entreprises et dans les milieux financiers afin d'en tirer les enseignements nécessaires pour mieux préparer l'évaluation. La décision d'entamer l'exercice plus tôt que prévu a été prise lors de la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres (voir [ocde.org](http://ocde.org), page 54), à la suite d'une série d'affaires ayant fait les gros titres de l'actualité, pointant le doigt sur le comportement de certaines entreprises accusées de non-communication d'informations aux actionnaires, voire de falsification des comptes.

Les ministres se sont entendus sur la nécessité de mettre effectivement en application les règles

## Verbatim

### Avertissements ...

#### ... pour les entreprises ...

« Trop d'entreprises semblent déconnectées des valeurs de notre pays. Les scandales qu'elles ont provoqués ont nuit à la réputation d'un grand nombre d'entreprises honnêtes et performantes. Elles ont fait chuter la Bourse. Et pire encore, elles pénalisent des millions de personnes dont les salaires et les retraites, la sérénité d'esprit et le bien-être financier dépendent de l'intégrité des entreprises. »

• Le Président des États-Unis, George W. Bush, à New York, le 9 juillet 2002

#### ... pour les conducteurs ...

« Je suis absolument horrifié par le fait que les routes françaises sont les plus dangereuses d'Europe. »

• Le Président français, Jacques Chirac, annonçant de nouvelles mesures de sécurité routière, le 14 juillet 2002

#### ... pour notre planète.

« Même sur la plus accueillante des planètes, les formes de vie évoluées ne prospèrent que pendant des périodes de temps relativement brèves. »

• Donald Brownlee, co-auteur d'un nouvel ouvrage intitulé *Rare Earth*, dans un commentaire sur le site web de NBC, [msnbc.com](http://msnbc.com)

devant régir le gouvernement d'entreprise. En outre, ils ont décidé d'améliorer ces règles afin de renforcer la transparence et la reddition de comptes, confortant ainsi la confiance des investisseurs et la stabilité des marchés. Les ministres ont également souligné qu'il était du devoir des gouvernements et des organismes de surveillance de veiller à ce que les normes financières, les réglementations et les méthodes de surveillance des marchés protègent effectivement les intérêts des actionnaires.

Les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, qui ne sont pas contraignants, ont été adoptés par les ministres des pays membres en 1999. L'OCDE coopère avec la Banque mondiale pour promouvoir les efforts de réforme du gouvernement d'entreprise à travers le monde, en s'appuyant sur les Principes qu'elle a élaborés.

• Voir : [www.oecd.org/corporate](http://www.oecd.org/corporate)



• En bref •

## Reprise agricole en vue

Les marchés agricoles mondiaux ont mis du temps à se relever de l'effondrement des prix intervenu dans la seconde moitié des années 1990, provoqué tout autant par une baisse de la demande et des échanges, que par le fléchissement général de la croissance économique mondiale, et par d'importantes dépenses publiques de soutien à l'agriculture. Néanmoins, selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE 2002-2007*, les prix mondiaux des produits agricoles, aujourd'hui déprimés, devraient amorcer une remontée progressive au fur et à mesure du redressement de l'activité en fin d'année et en 2003. La hausse des prix devrait sembler-t-il être plus sensible pour certaines viandes et certains produits laitiers que pour les céréales et les oléagineux.

Selon le rapport, les marchés mondiaux des produits agricoles vont connaître une reprise d'ici 2007. Pour l'essentiel, cette embellie proviendra d'une croissance de la demande et des importations dans les pays en développement rapide non membres de l'OCDE. Les échanges de produits animaux et d'aliments pour le bétail continueront de se développer plus rapidement que ceux des céréales destinées à la consommation humaine. Quant à l'expansion des productions végétales, elle tiendra davantage aux gains de rendement et de productivité qu'à l'extension des surfaces cultivées. ■

- Voir : [www.oecd.org/agriculture](http://www.oecd.org/agriculture) ou commander le rapport : [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

## Un Russe à Paris



M. Kasyanov

Le Premier ministre russe Mikhail Kasyanov, lors d'une visite rendue en juillet au Secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, à Paris, a examiné les domaines dans lesquels la coopération avec l'Organisation pourrait être développée. Selon la presse russe, M. Kasyanov a également exprimé le souhait de voir son pays devenir membre de l'OCDE, après son accession à l'Organisation mondiale du commerce. Le programme de l'OCDE avec la Russie est le plus important qui soit mené avec un pays non membre. ■

- Voir : [www.oecd.org/ccnm/russia](http://www.oecd.org/ccnm/russia)

## Perspectives de l'aide

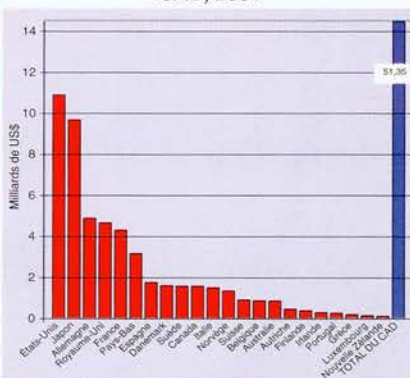
En 2001, les États-Unis ont été les plus généreux donateurs d'aide du monde, reprenant ainsi la première place du peloton, ravie par le Japon en 1992 ; un accroissement de l'aide a également pu être observé en provenance de plusieurs pays de l'Union européenne (UE). Ceci étant, en terme d'apports nets d'aide publique au développement (APD) pour l'ensemble des pays de l'OCDE, les chiffres restent à peu près identiques à ceux de l'année précédente. L'APD du Japon a chuté de 18 % en termes réels, entraîné par une dépréciation de 12,7 % du yen, mais aussi par l'échéance des versements aux organisations multilatérales et des remboursements de prêts effectués par les pays d'Asie, qui se remettent de la crise financière asiatique.

Exprimée en pourcentage du revenu national brut (RNB) combiné, l'aide des pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD) - qui représente au total non moins de 95 % de l'APD mondiale - est restée stationnaire par rapport à son niveau de l'année précédente, s'élevant à 0,22 %. Le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont été une fois encore les seuls pays à atteindre l'objectif adopté par les Nations unies, à savoir un rapport APD/RNB au moins égal à 0,7 %.

L'aide des États-Unis s'est chiffrée à US\$10,9 milliards, soit 0,11 % du produit national brut ; elle est donc en légère augmentation par rapport à l'année précédente, notamment en raison des US\$600 millions consentis au Pakistan après les événements du 11 septembre pour soutenir son économie. C'est ensuite le Japon que l'on a retrouvé à la deuxième place, avec US\$9,7 milliards, suivi de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France et des Pays-Bas. L'aide totale des pays de l'UE s'est élevée à US\$26 milliards, celle de la Communauté européenne s'étant pour sa part accrue de 21,1 % pour atteindre US\$5,91 milliards.

À leur réunion annuelle, qui a eu lieu à Paris les 15 et 16 mai, les ministres de la coopération pour le développement et les responsables d'organismes d'aide des pays membres du CAD, se sont réjouis de l'augmentation prévisible de l'APD dans les années à venir, dopée en toute vraisemblance par les engagements souscrits à la Conférence sur le financement du développement tenue à Monterrey en mars. Ils ont souligné que cet accroissement de l'aide devait aller de pair avec une intensification des efforts déployés pour rehausser son efficacité, et obtenir ainsi une amélioration sensible des conditions de vie des pauvres.

**Aide au développement**  
Montants nets de l'aide publique au développement des pays membres du CAD, 2001



Des représentants du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) ont assisté à la réunion, et un débat a été ouvert sur les mesures à mettre en place pour surmonter les obstacles rencontrés par de nombreux pays africains sur le chemin du développement. On pense ici notamment aux moyens que la coopération pour le développement pourrait offrir pour déceler les risques de terrorisme et y faire face. ■

- Voir : [www.oecd.org/development](http://www.oecd.org/development)
- OCDE (2002), *Les Dossiers du CAD : Coopération pour le développement, Rapport 2001 – Efforts et politiques des Membres du Comité d'aide au développement*, volume 3, n° 1.

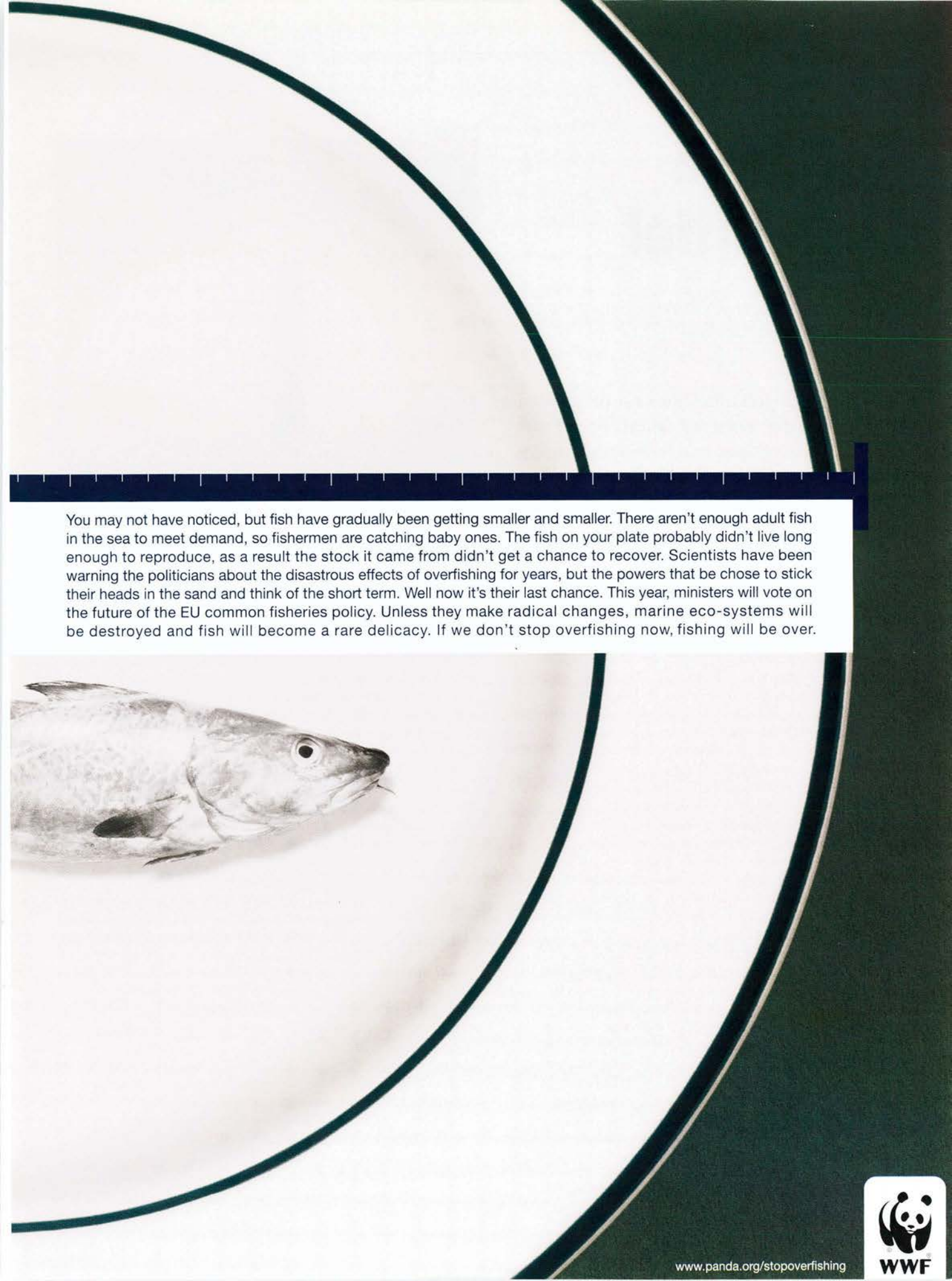




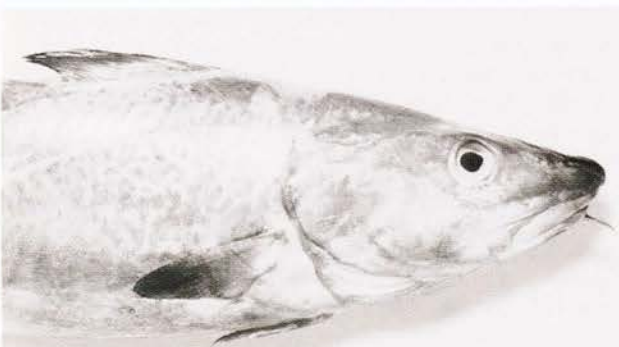
**Politicians will probably tell you  
that plates are getting bigger.**







You may not have noticed, but fish have gradually been getting smaller and smaller. There aren't enough adult fish in the sea to meet demand, so fishermen are catching baby ones. The fish on your plate probably didn't live long enough to reproduce, as a result the stock it came from didn't get a chance to recover. Scientists have been warning the politicians about the disastrous effects of overfishing for years, but the powers that be chose to stick their heads in the sand and think of the short term. Well now it's their last chance. This year, ministers will vote on the future of the EU common fisheries policy. Unless they make radical changes, marine eco-systems will be destroyed and fish will become a rare delicacy. If we don't stop overfishing now, fishing will be over.





# Retour à l'essentiel

Simon Upton, Président de la Table ronde de l'OCDE sur le développement durable\*

**Le Sommet de Johannesburg est une occasion en or pour faire avancer certains problèmes épineux soulevés par le développement durable. Mais à force de s'étoffer, son ordre du jour est devenu difficile à appréhender. Pour avancer, il faudra revenir à l'essentiel.**



© Coram Tomasevic/REUTERS

Quelles sont les perspectives réalistes du développement durable en cette première décennie du nouveau millénaire ? En bref, elles seraient nettement meilleures si ceux qui se rangent sous sa bannière, notamment dans les pays développés, ne se fixaient plus des objectifs exagérément ambitieux. Pourquoi ? Le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, était une conférence sur l'environnement et le développement, qui portait sur la satisfaction des besoins, dans ces deux domaines, des générations à la fois présentes et futures. Il est à souligner que le programme d'action qui y a été défini, baptisé Agenda 21, comprenait deux volets : le volet social et économique, d'une part, et le volet conservation et gestion des ressources nécessaires au développement, d'autre part.

La lecture des 27 principes de la Déclaration de Rio révèle un projet d'une ambition stupéfiante, mais qui reste néanmoins malléable. Il adhère aux dimensions de l'environnement et du développement qui ont guidé la Commission Brundtland. Et la plupart des principes de la Déclaration de Rio peuvent encore aujourd'hui être interprétés et mis en œuvre par les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique.

Je n'ai rien contre la Déclaration de Rio en tant que recueil de lignes directrices. Mais j'ai effectivement des doutes quant à ce qui est venu s'y greffer par la suite, et notamment en ce qui concerne ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « trois piliers » du développement durable. Visiblement, pour certains, la division initiale entre la sphère socio-économique et la sphère biophysique n'allait pas assez loin, et le domaine socio-économique a à son tour été scindé en deux « piliers » distincts, l'un social et l'autre économique. J'ai fait des efforts considérables pour retrouver à quel moment cette définition du développement durable était apparue, mais en vain. De toute évidence, ce n'est pas au moment du Sommet de Rio, mais elle est désormais fermement ancrée dans la littérature de l'Union européenne et de l'OCDE.

En substance, il s'agit de tabler sur un triangle vertueux de politiques économiques, sociales et environnementales complémentaires qui, conjuguées, conduisent à « une société plus prospère et plus juste, garante d'un environnement plus propre, plus sûr, plus sain », non seulement à brève échéance, mais aussi à long terme.

Assurément, cette formulation ne manque pas d'élégance. Mais elle ne donne aucun cadre aux arbitrages inévitables à opérer entre, par exemple, l'amélioration du niveau de vie matériel et le maintien des écosystèmes dans leur état naturel.

Dès lors, deux dangers se présentent. Premièrement, en cherchant « l'équilibre » entre les trois piliers, on risque d'aboutir à une situation où tout est négociable, laissant ainsi peu de place, voire pas du tout, aux impératifs environnementaux. Deuxièmement, ces trois piliers englobant tout, on voit difficilement ce qui pourrait en être exclu. En bref, en cherchant à l'étendre à tous les domaines, on risque de vider le développement durable de son contenu.

On pourra objecter que ce n'est pas si grave ; que le développement durable embrasse de nombreuses disciplines, et que quiconque sait de quoi il parle est à même de cerner les vrais problèmes. Toutefois, à Rio, une importance considérable a été attribuée à la nécessité de mettre au point des indicateurs fiables susceptibles d'aider à la prise de décision dans un nombre limité de domaines cruciaux. Ces indicateurs sont vitaux, mais nous avons peu progressé dans leur développement. Et en étendant la définition du développement durable à « trois piliers », on risque de ne jamais aboutir. Dans sa Stratégie en faveur du développement durable (2001), la Commission européenne faisait référence à la nécessité de se concentrer sur « un petit nombre de problèmes présentant une menace grave ou irréversible pour le bien-être futur de la société européenne ». Elle a défini une série d'indicateurs structurels qui vont de la formation tout au long de la vie aux structures d'accueil et d'encadrement des enfants, en passant par l'intensité énergétique et la biodiversité. Au total, pas moins de



## **Des instances de gouvernance internationale sont nécessaires pour s'attaquer véritablement à de tels problèmes mondiaux, qui mettent en péril le patrimoine commun de l'humanité**

53 indicateurs sont envisagés, dont certains ont clairement un parfum de pays développé.

L'approche de l'OCDE a eu des problèmes de démarrage comparables. À partir de 2004, ses indicateurs de développement durable seront inclus dans les études économiques consacrées aux pays membres, parallèlement aux indicateurs économiques classiques tels que l'inflation, le PIB, la croissance, les taux d'intérêt, etc. La liste préliminaire comprend un petit groupe d'indicateurs environnementaux classiques relatifs à la qualité de l'eau, à la pollution atmosphérique et aux émissions de CO<sub>2</sub>. Mais il n'y a qu'un seul indicateur social : la viabilité des politiques relatives aux régimes de retraite.

Le fait que cet indicateur soit seul dans sa catégorie pose problème, mais une question plus importante encore apparaît : si de tels indicateurs sont jugés pertinents, existe-t-il une matière qui ne ferait pas partie du développement durable ? Certes, le développement durable concerne les problèmes mondiaux. Mais peut-on vraiment inclure les revenus des retraités dans cette définition ? Et si oui, ont-ils la même importance, par exemple, que l'instruction élémentaire (qui ne figure pas dans la liste de l'OCDE), ou même que la culture ?

Le choix d'un indicateur comme les revenus des retraités n'a pas de sens dans une région comme l'Afrique sub-saharienne, où l'espérance de vie moyenne est inférieure à 50 ans. Si l'on objecte à cette critique que la durabilité est une notion relative, spécifique à chaque pays, on revient à la case départ : des arbitrages et des débats sans fin sur la distribution de la richesse. Ces questions seront résolues, soyons-en certains, alors commençons donc par accepter d'exclure un grand nombre de thèmes pour faire de la durabilité un concept utile et définissable universellement. Faute de quoi on en restera toujours au même point.

Le développement durable tel qu'il a été défini à Rio consistait à concilier, au niveau mondial, les ambitions de développement (de tous les pays) et la viabilité écologique - un objectif déjà difficile à atteindre en soi. Si nous n'y prenons pas garde, le concept fondé sur les « trois piliers » deviendra vite vide de sens, en particulier si l'on y fait entrer des éléments qui vont au-delà des problèmes déjà colossaux que soulèvent la pauvreté absolue et la morbidité, ou l'épuisement de la biosphère.

Il ne s'agit pas de nier l'importance de la dimension sociale du développement durable. Mais notre démarche doit s'appuyer sur des informations solides afin de faire évoluer les mentalités et faire aboutir les débats. Nous pourrions peut-être, par exemple, recourir à l'Indice de développement humain de l'ONU, établi à partir d'indicateurs de santé, d'instruction et de revenu. Cette approche nous placerait dans une position plus propice à l'analyse : au lieu de prétendre qu'il est possible de trouver un équilibre, comme par enchantement, entre les trois piliers, nous concentrerions notre attention d'une part sur une sphère de développement économique et social, et d'autre part sur une sphère biophysique (ou environnementale), soumise à des limites

concrètes et justifiables du point de vue scientifique. L'attention des pouvoirs publics serait dès lors axée sur les trajectoires de développement envisageables à l'intérieur de ces limites.

## **Le défi institutionnel**

Mais, même dans l'hypothèse où nous parviendrions à rassembler les informations et les données nécessaires, disposons-nous des institutions nécessaires pour les exploiter ? À Rio est né le défi « penser globalement, agir localement », mais s'attaquer aux problèmes planétaires exige une mobilisation considérable des ressources diplomatiques et des capacités de négociation. À ce titre, il faut à n'en pas douter mettre l'accent sur ce qui ne peut être fait qu'à l'échelon mondial. C'est le cas en tout premier lieu de l'atmosphère et des océans, mais aussi d'autres sujets, comme la pauvreté absolue et certaines maladies telles que le SIDA et la tuberculose.

Les traités internationaux relatifs au patrimoine commun de l'humanité ne manquent pas pourtant, même si beaucoup d'entre eux restent à compléter ou n'ont pas été ratifiés. Citons par exemple l'Accord sur la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, et la Convention sur les polluants organiques persistants, entre autres.

L'un des principaux problèmes est que la mobilisation et la volonté politique ont été érodées par des processus intergouvernementaux qui, finalement, n'ont aucun effet sur les politiques nationales. Les réunions consacrées au développement durable risquent peu à peu de ne plus intéresser qu'une clique de négociateurs et de groupes d'intérêts qui s'auto-perpétue. Tel est de plus en plus le sort de la Commission du développement durable (CDD), apport de Rio à la nébuleuse des instances de dialogue internationales.

La CDD a été mise sur pied « en vue d'assurer efficacement le suivi de la Conférence [de Rio], mais aussi de renforcer la coopération internationale et de rationaliser la capacité intergouvernementale de prise de décision, en faveur d'une intégration des questions d'environnement et de développement ; elle doit aussi examiner les progrès réalisés dans l'application de l'Agenda 21 aux niveaux national, régional et international ».

Il serait difficile de soutenir que la CDD s'est acquittée de l'une ou l'autre de ces tâches. Ses attributions, mobilisant des acteurs multiples, laissaient espérer que ministres, chercheurs, dirigeants d'entreprises et responsables d'ONG seraient capables d'un véritable engagement, à même d'éliminer les obstacles à la réalisation d'un avenir plus viable. Au lieu de quoi ce sont l'esprit de négociation nationaliste et les consensus adoptés à reculons qui se sont imposés.

Il pourrait en aller autrement. Plutôt qu'un forum de négociation impuissant, la CDD pourrait devenir le catalyseur de commissions temporaires incisives, créées pour enquêter sur certains thèmes délicats qui requièrent l'attention de la communauté internationale. Ces commissions devraient être soutenues par des équipes d'experts, mais aussi compter parmi leurs membres des ministres élus, qui transformeraient le mandat diplomatique actuel de l'ONU en un mandat teinté de légitimité populaire. La Commission mondiale sur les barrages, présidée par Kader Asmal, Ministre de l'éducation d'Afrique du Sud, prouve que cela est possible. La Commission macroéconomie et santé, sous la conduite de Jeffrey Sachs, en est un autre exemple. Ce sont des travaux similaires à ceux de ces commissions que nous devrions soumettre à la CDD. En tant



qu'ancien président de cette dernière, je suis tout à fait conscient que ce type d'action est nécessaire pour rappeler aux ministres l'intérêt qu'il y a à se pencher sur les problèmes de développement durable à l'échelle mondiale.

En outre, ce sont les gouvernements qui ont les cartes en main pour éliminer les obstacles au développement. Les barrières commerciales, les subventions, l'aide, les mesures de lutte contre la pollution sont toutes des créations des pouvoirs publics. Mais les institutions et les instruments qu'ils ont utilisés jusqu'alors pour résoudre les problèmes ne sont plus adaptés à la communauté mondiale qui émerge. C'est ce que ne cessent de répéter de nombreuses entreprises et ONG qui, elles, ont modifié leurs modes de fonctionnement. Les pouvoirs publics doivent se mettre à la page.

Ainsi, sans cesser de réaffirmer l'importance de l'accès aux marchés et de l'aide au développement, et tout en continuant à approfondir les connaissances scientifiques qui fondent le débat sur des indicateurs crédibles, nous devons aussi admettre que des instances de gouvernance internationale sont nécessaires pour s'attaquer véritablement à de tels problèmes mondiaux, qui mettent en péril le patrimoine commun de l'humanité. Si, à partir du Sommet de Johannesburg, nous réussissons à abandonner définitivement les méthodes de négociation du XX<sup>e</sup> siècle, et à envisager latéralement et avec souplesse la façon de poursuivre le dialogue mondial et l'élaboration de règles internationales, ce sommet aura donné des résultats beaucoup plus fructueux que beaucoup n'osaient l'espérer. ■

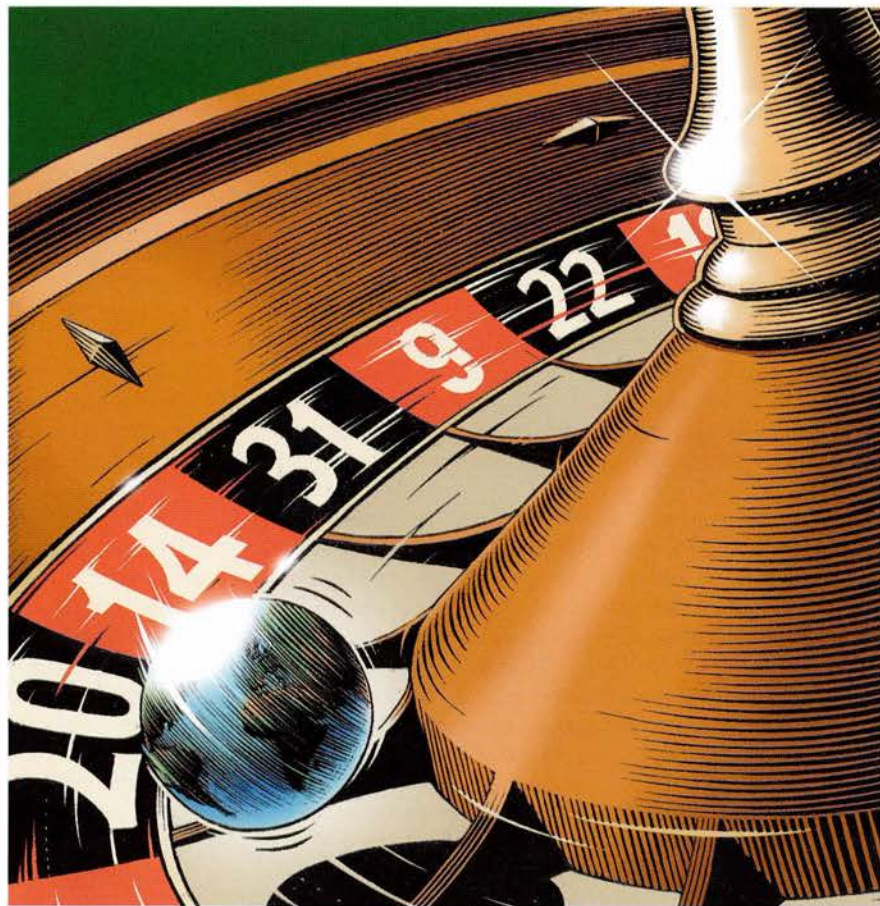
*\* La Table ronde de l'OCDE sur le développement durable a été créée en 1998. Les ministres des pays membres ont officiellement reconnu son rôle « d'instance de dialogue international entre les parties concernées ». Deux fois par an, elle réunit des organisations intergouvernementales et des représentants des entreprises et de la société civile pour examiner les problèmes connexes d'ordre économique, environnemental et social que soulève le développement durable. Elle a pour tâche de « continuer de produire des idées » en vue d'atteindre les « objectifs en matière de développement durable ».*

#### Références

- OCDE (2001), *Développement durable : Les grandes questions*, OCDE, Paris.
- Commission européenne (2001), *Stratégie de l'UE en faveur du développement durable*, Bruxelles.

# Risques insoutenables

Le développement durable est un défi fondamental pour la planète, et l'inaction serait lourde de conséquences. Toutefois, certains signes encourageants apparaissent.



Un commentateur économique a un jour écrit dans un journal anglais que l'optimisme était le seul remède face à une situation aussi désespérée. Au moment où l'on s'appête à donner un nouvel élan au développement durable à Johannesburg, ce point de vue est plus que jamais d'actualité.

Force est de constater que des progrès ont été réalisés en dix ans, depuis le Sommet « Planète Terre » de 1992, en particulier dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ont réussi à faire décoller leur potentiel

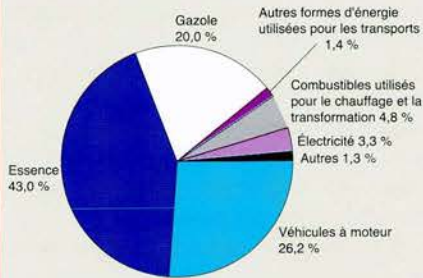
de croissance économique et à améliorer leur situation sociale tout en atténuant certaines pressions environnementales. Ils ont pratiquement jugulé les émissions de plomb imputables à l'essence, et de CFC nocifs pour la couche d'ozone, et ils ont accru les superficies boisées. Parallèlement, la qualité des eaux de surface s'est fortement améliorée et la quantité d'eau consommée par habitant va en diminuant.

Ces résultats sont encourageants, compte tenu de l'impact des pays de la zone OCDE sur l'environnement de la planète. Mais la



### Fiscalité verte

Ventilation des recettes par matière imposable, pays de l'OCDE<sup>1</sup>, 1995.



Note : « Autres » comprend la gestion des déchets (0,6 %) ; les effluents aqueux (0,3 %) ; les émissions atmosphériques (0,2 %) ; les substances appauvrissant la couche d'ozone (0,2 %) ; et les sources diffuses de pollution de l'eau (0,03 %).

<sup>1</sup> Données portant sur 21 pays membres de l'OCDE.

Source : OCDE/CE, base de données sur les taxes liées à l'environnement

base mondiale de ressources naturelles, notamment l'atmosphère, les eaux souterraines, les stocks de poissons et les sols productifs, n'en reste pas moins surexploitée et dégradée. De plus, la biodiversité, dont les êtres humains sont tributaires pour se nourrir et se procurer de nombreux médicaments, s'appauvrit. Dans le même temps, les pays moins avancés qui aspirent à un développement durable, affaiblis par la pauvreté et les maladies endémiques, sont aussi confrontés à des difficultés commerciales et technologiques.

Peut-on faire quelque chose ? Assurément oui, quoi qu'en disent les pessimistes invétérés. Il est possible de venir à bout des grands problèmes planétaires apparemment irréductibles que sont le changement climatique, l'appauvrissement en ozone, le déboisement, la sécurité énergétique et alimentaire, et la santé. Si les économies de l'OCDE peuvent être tenues pour responsables d'une bonne part du gâchis, les pays en développement ne sont pas pour autant à l'abri de tout reproche. Nul ne conteste que les solutions devront résulter d'efforts communs.

L'impulsion ne pourra cependant être donnée que par ceux qui nous dirigent ; c'est le rôle du pouvoir et la raison d'être des sommets. Or, comme le montrent les commentaires des ministres dans ce numéro de *l'Observateur de l'OCDE*, un engagement politique ferme se dessine à l'échelle internationale en faveur des trois piliers – économique, social et environnemental – du

développement durable. Il serait peut-être prématuré de parler d'une approche véritablement holistique du processus de décision gouvernemental, mais la prise en compte du développement durable gagne du terrain dans tous les domaines d'action, de la réforme agricole aux échanges internationaux.

Quelles que soient les causes défendues sous la bannière du développement durable, il est largement entendu que tôt ou tard, on risque de tout perdre si les pratiques actuelles persistent. De là à déduire qu'il faut mettre un terme à la croissance, la marge est grande. Le développement durable suppose une utilisation intelligente et responsable des ressources de la planète, d'où la nécessité de trouver un juste équilibre entre les différents piliers.

La politique est l'art du possible, et le progrès dépend étroitement des pays de l'OCDE qui peuvent donner l'exemple en atténuant les fortes menaces environnementales qu'ils font peser sur la planète. Mais tant que ces pays ne consentiront pas à rendre beaucoup plus accessibles leurs marchés prospères, leurs technologies modernes et leur savoir-faire, tout en faisant de leur mieux pour aider les plus démunis à surmonter la pauvreté et la maladie qui les fragilisent, ils ne pourront s'attendre à voir le monde en développement leur emboîter le pas, si tant est qu'il en soit capable. C'est la condition sine qua non pour que le développement durable se concrétise.

Les 30 pays membres de la zone OCDE représentent environ 80 % du PIB mondial et consomment environ 60 % de l'énergie

disponible. Responsables pour l'essentiel de l'accumulation passée de gaz à effet de serre, ils sont encore à l'origine de plus de la moitié des quantités de dioxyde de carbone rejetées dans le monde. D'ici 2020, les émissions de CO<sub>2</sub> devraient augmenter de 33 % dans les pays de l'OCDE et doubler dans les pays en développement. La demande énergétique en Chine et en Inde est appelée à croître, mais en ce qui concerne le parc de véhicules à moteur, par exemple, les pays développés resteront nettement en tête dans les années à venir. C'est précisément l'aspect environnemental de ces questions qui distingue le Sommet mondial sur le développement durable de la Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Monterrey en mars 2002.

Les transports ne sont qu'un des domaines dans lesquels il faut chercher à découpler l'activité et l'environnement ; les Lignes directrices pour des transports écologiquement viables pourraient être une première étape (voir article page 46).

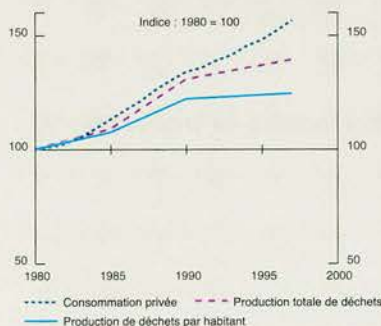
Les bâtiments sont aussi une des grandes préoccupations. Ce secteur utilise lui aussi de l'énergie, souvent de manière fort inefficace, et provoque en outre une pollution massive. Usines, bureaux et habitations ont tous une part de responsabilité. L'urbanisation galopante ne fera qu'aggraver le phénomène. La réglementation et les innovations apparues sur le marché tendent peu à peu à améliorer la situation, mais les progrès pourraient être plus rapides.

Vient ensuite le volume croissant des déchets municipaux : aux montagnes de carcasses de voitures et aux tas de pneus usés s'ajoutent les débris de construction et, malgré la perspective de dématérialisation qu'offrent les technologies, les composants toxiques des ordinateurs. Les nouvelles technologies et les méthodes de recyclage joueront sans doute un rôle appréciable, mais en l'absence de dispositions gouvernementales plus rigoureuses et sans une modification de l'utilisation des ressources matérielles, en particulier des pratiques de consommation, on voit mal comment cette masse peut être résorbée.

Selon toute vraisemblance, les solutions propices au développement durable seront le fruit d'une coopération entre les pouvoirs publics et les marchés. En témoigne la forte réduction des émissions de polluants dangereux comme les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre, que les pays de l'OCDE

### Culture du gaspillage

Production de déchets municipaux, OCDE



Source : OCDE

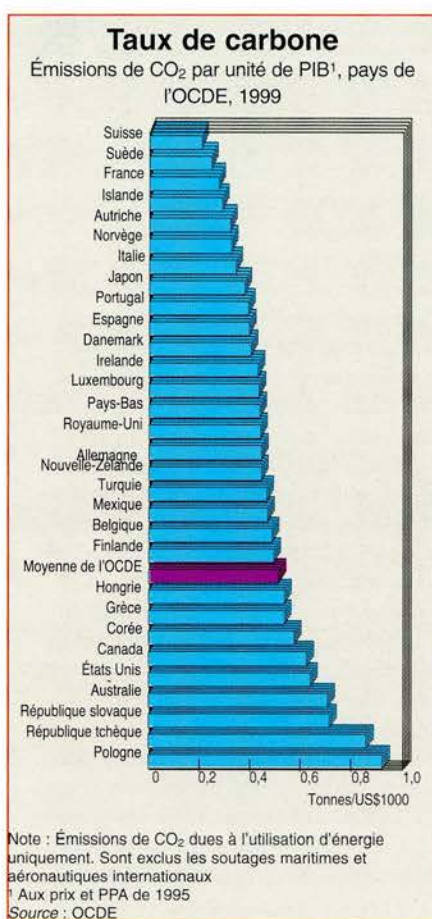


réglementent depuis 1990. La réglementation a contraint les centrales au charbon à réduire leurs émissions, tandis que les considérations économiques ont conduit bon nombre de ménages et de centrales à abandonner le charbon et le fioul au profit de combustibles plus commodes tels que le gaz naturel, et à acheter exclusivement des voitures équipées de convertisseurs catalytiques. Aucune de ces évolutions n'aurait pu se passer des technologies disponibles, ni de la prise de conscience et des pressions du public. Les réglementations, les marchés, les technologies et le travail de sensibilisation se sont conjugués dans ce sens. La même synergie peut se reproduire. Qui sait, le prochain essor économique pourrait venir d'applications énergétiques et environnementales, et non des technologies de l'information, mais il faudrait que l'action politique accompagne le processus.

L'OCDE a mis en avant un certain nombre d'instruments pour dynamiser le développement durable. Les taxes environnementales, par exemple, peuvent inciter les producteurs et les consommateurs à prendre toute la mesure des coûts écologiques ou sociaux de certains biens, qu'il s'agisse des combustibles, de l'eau ou des sacs plastique. Cet instrument s'avère concluant dans de nombreux pays membres, surtout lorsqu'il va de pair avec des techniques novatrices. Ainsi, au Danemark, durant les 12 mois qui ont suivi l'introduction d'une exonération de la taxe sur les piles et batteries en 1996, les quantités de piles au cadmium restituées à des fins d'élimination sans danger ont été multipliées par trois. Dans la ville australienne de Brisbane, durant la période 1995-1996, la demande d'eau a baissé de 20 % après l'adoption de redevances sur l'eau calculées en fonction du volume.

Cependant, les taxes environnementales peuvent être assorties d'importantes exemptions, parfois accordées aux industries les plus polluantes. Elles provoquent en outre une certaine résistance : d'une part elles font craindre une baisse de la compétitivité, des emplois ou des revenus ; d'autre part elles sont parfois soupçonnées d'être destinées à remplir les caisses de l'État plutôt qu'à favoriser le développement durable. Des mesures doivent être prises en conséquence.

Les taxes ne sont pas les seuls instruments axés sur le marché dont disposent les pouvoirs publics ; les permis négociables, par exemple, ont été employés avec un certain



succès pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (voir article page 38).

Dans le domaine de la recherche, un soutien public s'impose. Les sciences et techniques peuvent apporter maints progrès décisifs : recours à d'autres sources d'énergie, découverte de nouvelles plantes médicinales, sans parler de la sélection d'espèces végétales résistant mieux aux maladies. Un accroissement du financement de la recherche fondamentale et la suppression des obstacles commerciaux qui freinent la mise au point et la diffusion de nouvelles technologies peuvent être nécessaires.

### Lutter contre la pauvreté

Il va de soi qu'aucune de ces innovations ne peut éveiller un grand intérêt parmi les populations dont la principale préoccupation est la survie au jour le jour. Des millions de personnes sont régulièrement victimes de la faim, et des maladies telles que le VIH/SIDA et la malaria mettent en péril les fondements mêmes de la société dans plusieurs pays.

Les pays de l'OCDE, d'où proviennent environ 95 % de l'aide publique au développement (APD) dans le monde, n'ont pas le choix : ils doivent contribuer à inverser cette tendance catastrophique. Le transfert de technologies permettant d'améliorer les terres agricoles est un exemple parmi d'autres. L'APD doit être accordée de manière plus efficace et permettre d'aider les pays défavorisés à mettre en valeur leur potentiel humain et à se doter des institutions et des formes de gouvernance dont ils ont besoin pour tirer parti de la mondialisation, au lieu de se laisser distancer. Si la majorité des pays de l'OCDE est encore loin de consacrer 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide au développement, comme le veut l'objectif fixé de longue date par les Nations unies, il faut miser sur la volonté nouvelle d'intensifier les efforts d'aide, exprimée à Monterrey en mars 2002, lors de la Conférence internationale sur le financement du développement.

Labaissement des barrières commerciales serait bienvenu. Alors que trois-quarts des échanges mondiaux sont le fait des pays de l'OCDE, ceux-ci persistent à dresser des obstacles pour protéger bon nombre de leurs marchés contre les exportations en provenance des pays pauvres. Les gains que les pays en développement pourraient tirer d'un libre accès aux marchés des pays de l'OCDE pour le textile et l'habillement, les biens manufacturés et les produits agricoles sont estimés au total à US\$43 milliards par an. Les pays membres et non membres de l'OCDE doivent œuvrer ensemble pour parer aux distorsions commerciales de ce type, y compris dans le domaine de l'environnement, en menant à bien le Programme de Doha pour le développement sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OCDE a entrepris, entre autres tâches ambitieuses, d'élaborer des indicateurs de performances applicables au développement durable, et prévoit de les intégrer systématiquement à ses études économiques par pays à partir de 2004. Les résultats montreront peut-être, contrairement à ce que d'aucuns nous laissent croire, que les perspectives ne sont pas si sombres pour notre planète. ■

R.J.C/S.K.

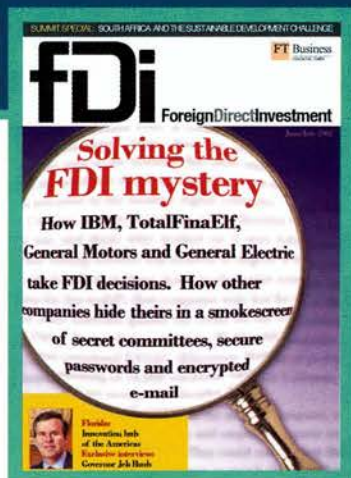
### Références

- OCDE (2002), *Ouvrir ensemble pour un développement durable : L'expérience de l'OCDE* : [www.oecd.org/sustainabledevelopment](http://www.oecd.org/sustainabledevelopment)



# Voulez-vous attirer

## des investissements étrangers dans votre région?



### FDi (IDE): la meilleure solution pour répondre à vos besoins en investissements

- Diffusion auprès de 15.000 décideurs dans le monde entier
- Comment remporter les contrats importants: Écoutez les experts
- Dossiers spéciaux sur les régions et les entreprises
- Parution bi-mestrielle



Un nouveau produit de FT Business!

Pour profiter de cette nouvelle initiative du groupe FT et pour promouvoir votre région auprès des investisseurs, contactez [fdi@ft.com](mailto:fdi@ft.com) ou appelez le +44 (0)20 7896 2438

**FT** Business  
FINANCIAL TIMES



# Que signifie à vos yeux quelles mesures particulières recommandez-vous pour réaliser

## Finlande

### Un principe directeur de notre société



© Tor Wennistöm/LEHTIKUVA

**Jouni Backman**, Ministre de  
l'environnement

Nous, Finlandais, nous efforçons depuis longtemps de faire du développement durable un principe directeur de notre société. Ce processus consiste en un effort commun qui allie l'administration, la classe politique, le secteur privé, la communauté scientifique et la société civile. La Commission nationale du développement durable, présidée par le Premier ministre, a été créée dès 1993. Elle conjugue la mobilisation politique à haut niveau et la participation active de l'ensemble des acteurs importants, ce qui lui assure transparence et continuité.

Les initiatives de la Finlande en faveur du développement durable comprennent un programme national d'action (1995), un programme gouvernemental (1998), ainsi que la mise au point d'indicateurs nationaux de durabilité (2000). Plusieurs secteurs concernés ont eux aussi élaboré leurs propres programmes. À l'échelon local également, le développement durable est désormais un objectif clé : près de 70 % des communes mettent aujourd'hui en œuvre leur programme local Agenda 21. Ces efforts portent leurs fruits : l'indice de durabilité du Forum économique mondial a placé deux années de suite la Finlande en première position

au classement d'une étude comparative de la compétitivité internationale et de la durabilité. C'est donc à juste titre que la Finlande se considère comme un chef de file crédible dans la campagne mondiale en faveur du développement durable. Nous constatons que la notion intègre désormais les dimensions environnementale, sociale et économique, et qu'elle va donc au-delà du binôme initial environnement et développement. Il convient désormais d'assigner des objectifs concrets. « Voyez grand, agissez à petite échelle et ne perdez pas de temps » : Ces principes classiques peuvent nous aider à réaliser l'avenir durable de la planète. Que ce soit à Johannesburg ou au-delà, nous aurons besoin d'une déclaration qui reflète une ambition politique, d'un plan de mise en œuvre qui s'articule autour de cette ambition, et d'accords de partenariat pour le mettre en pratique.

Il existe déjà un consensus sur les Objectifs de développement pour le millénaire, axés sur la lutte contre la pauvreté. Ils doivent être complétés par un programme solide de modification de nos modes de consommation et de production, assorti d'engagements sur la préservation de la biodiversité de la planète. Les accords de Monterrey et de Doha constituent également une bonne base en vue d'un consensus sur les questions de mise en œuvre. Nous devons maintenant nous entendre sur une action concrète faite d'initiatives de petite envergure mais rapides qui, mises bout à bout, nous permettront de faire du développement durable une réalité.

• Voir : [www.vyh.fi/](http://www.vyh.fi/)

## Table ronde

### Ce que font les ministres

Le développement durable est-il vraiment pris au sérieux ? Les gouvernements sont souvent accusés de se contenter de beaux discours à son sujet, et de ne pas faire assez en sa faveur. Nous avons demandé aux ministres de divers pays – l'Afrique du Sud, pays non membre de l'OCDE et hôte du Sommet de Johannesburg sur le développement durable ; la Finlande, petit pays membre de l'OCDE, mais progressiste dans le domaine de l'environnement ; la France, dont les autorités ont récemment créé un Ministère du développement durable ; le Mexique, l'un

## Afrique du Sud

### Peuples, planète et prospérité



© Adil Bradlow/AP

**Valli Moosa**, Ministre des affaires  
de l'environnement et du  
tourisme

Les trois maîtres mots que nous avons choisis pour le Sommet mondial « peuples, planète et prospérité » résument parfaitement à mes yeux la notion de développement durable. Le développement durable, c'est veiller à ce que tous aient accès aux produits et services de première nécessité : nourriture, eau, assainissement, fourniture moderne d'énergie, santé et éducation de qualité. C'est instaurer un environnement international et national propice à la création d'emplois, à l'investissement et à un commerce équitable. C'est aussi, et surtout, réussir tout cela tout en préservant notre planète pour les générations futures en utilisant nos ressources naturelles de façon durable. C'est enfin reconnaître l'impact profond et si particulier de la pauvreté dont l'éradication est une condition indispensable à l'avènement d'un développement durable au niveau mondial et local.



# le développement durable et avez-vous prises ou des progrès dans ce domaine ?

des plus vastes et des plus pauvres pays de l'OCDE ; et les États-Unis, le plus grand pays membre – de répondre à cette question simple :

**Que signifie à vos yeux le développement durable et quelles mesures particulières avez-vous prises ou recommandez-vous pour réaliser des progrès dans ce domaine ?**

Personne ne niera qu'il y a beaucoup à faire. Les réponses qui suivent montrent que les gouvernements sont non seulement manifestement attachés à l'objectif que constitue le développement durable, mais aussi qu'ils font quelque chose pour l'atteindre.

Je crois que l'Afrique du Sud est particulièrement bien placée pour accueillir le Sommet mondial car elle représente selon moi, à bien des égards, une image à échelle réduite de notre planète. Nous voulons créer une société plus équitable dans laquelle les richesses seront mieux partagées et où tous pourront profiter de la prospérité et d'une meilleure qualité de vie. Je crois aussi qu'il est de notre devoir, en tant que pays africain, de montrer au monde que notre continent est déterminé à s'engager vers un développement plus durable.

Depuis les élections démocratiques de 1994, l'Afrique du Sud a réalisé d'importants progrès sur la voie du développement durable. Le gouvernement a construit plus d'un million de nouveaux logements, sept millions de logements de plus ont l'eau courante et notre programme d'électrification a permis de desservir trois millions de foyers. Notre constitution garantit à tous les citoyens le droit à un environnement salubre et à un développement écologiquement viable, et la Loi de 1998 sur la gestion de l'environnement a marqué une étape importante en instaurant le cadre législatif nécessaire. Néanmoins, comme la plupart des pays, l'Afrique du Sud devra encore relever de nombreux défis.

Avec le concours des différents acteurs, de notre jeunesse, des femmes, des ONG, du monde du travail et des entreprises, le gouvernement fera du développement durable l'un de ses grands objectifs pour les années à venir pour gagner le pari d'une « vie meilleure pour tous ».

• Voir : [www.environment.gov.za/](http://www.environment.gov.za/)

## France

### Un gouvernement « éco-responsable »



© Jean-Loup Gautreau/AFP

**Roselyne Bachelot-Narquin,**  
Ministre du développement durable

Le développement durable est devenu, au fil des années, une des grandes exigences de notre temps. Il est fondé sur une triple exigence environnementale, économique et sociale. Le volet écologique de ce concept se doit d'être humaniste et de sceller l'alliance de l'environnement, de la science et du progrès économique. Mais le développement durable est surtout une préoccupation transversale qui doit être en filigrane de tout projet gouvernemental. C'est pour cela que le Président de la République a souhaité la création, pour la première fois en France, d'un Ministère de l'écologie et du développement durable, dont j'assure la direction, et dans son sein d'un Secrétariat d'État au développement durable, confié à Mme Tokia Saïfi. Il s'agit d'une vraie volonté politique qui relève d'une logique de solidarité avec les générations futures, une logique urgente de l'intérêt collectif. Et à l'occasion du sommet de Johannesburg, notre objectif est de mobiliser les acteurs français, européens et internationaux du développement durable autour de cette ambition commune. À l'échelle internationale, nous souhaitons tout d'abord renforcer la lutte contre la pauvreté en développant l'accès à l'eau

potable, à l'énergie, à l'assainissement, mais aussi à la santé et à l'éducation. Notre volonté est notamment de parvenir à une gestion responsable des ressources naturelles afin de favoriser un partage équitable des richesses. En France, l'inscription du développement durable au cœur de la société civile passe notamment par l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable, qui s'appuiera sur de très larges consultations et intégrera les orientations prioritaires du gouvernement. Son adoption définitive devrait intervenir vers la fin de l'année 2002. Un des axes forts de cette politique est le rôle exemplaire que se doit de tenir l'État dans l'application des principes du développement durable. Pour moi, cela signifie concrètement que les administrations doivent devenir « éco-responsables », que ce soit dans la gestion de leur patrimoine bâti et non bâti, de leurs déchets, ainsi qu'en matière de consommation d'eau et d'énergie. Cela signifie aussi que l'ensemble des départements ministériels doivent désormais intégrer ces principes dans l'ensemble des politiques et des actions conduites.

Une autre de mes missions est de veiller à l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Le développement durable consiste aussi à faire participer tous les citoyens aux décisions des pouvoirs publics. Et nous devons agir vite dans ce combat de la responsabilité et de l'éthique.

• Voir : [www.environnement.gouv.fr/](http://www.environnement.gouv.fr/)



# Mexique

## Instituer la gouvernance environnementale



© Ryan Remiorz/AP

**Victor Lichtinger**, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles

Le Rapport Bruntland décrit le développement durable comme un type de développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la faculté des générations futures à satisfaire les leurs. Le Mexique se doit de relever ce défi, en améliorant le bien-être de sa population et en préservant la biodiversité et les ressources naturelles. Pour y parvenir, il faut intégrer de manière équilibrée les objectifs et politiques économiques, sociaux et environnementaux.

Le 1er décembre 2000 a constitué un tournant politique, grâce à l'avènement d'un système de gouvernement véritablement démocratique. Parmi les aspects les plus importants de cette nouvelle démocratie figure la prise en compte du développement durable, comme le stipule le Plan national de développement 2001-2006. La réorganisation des institutions gouvernementales et l'intégration du Ministère de l'environnement dans chacune des trois nouvelles divisions du gouvernement – développement social et humain, croissance respectueuse de la qualité, et sécurité et justice – ont constitué la première étape de cette nouvelle conception de la gouvernance environnementale. Le gouvernement actuel s'est engagé à mettre en œuvre la politique de l'environnement de manière

intégrée, comme en témoigne l'adoption d'objectifs et d'indicateurs de durabilité dans les programmes de 14 institutions responsables des politiques budgétaire, économique, agricole, de l'énergie et des transports. Le Mexique s'efforce également de participer plus activement aux forums internationaux où sont abordés conjointement les problèmes sociaux, économiques et environnementaux, encourageant d'autres pays à assumer leur part de responsabilité dans la prise en charge des enjeux environnementaux mondiaux.

Le Mexique invite les autres pays et les organisations internationales à s'engager conjointement à améliorer les stratégies de gouvernance relatives aux problèmes d'environnement. À Johannesburg, mais aussi au-delà, le Mexique défendra des initiatives innovantes dans le cadre du groupe de pays « mégadivers »\*. Et gardant à l'esprit la question cruciale de l'équité, il insistera sur les problèmes à ce jour non résolus touchant au financement du développement durable.

Le Mexique prend des mesures fermes en vue de renforcer un nouveau dispositif institutionnel qui améliorera la coordination entre les secteurs public et privé, moyennant la participation de toutes les parties prenantes, de manière à promouvoir les objectifs relevant du développement durable.

Nous devrions peut-être aussi revoir quelques concepts traditionnels. Par exemple, l'expression « Répondre aux besoins du présent sans compromettre les générations futures » me semble obsolète ; car le futur, c'est maintenant, et il est grand temps de s'engager.

- \* Voir la déclaration de Cancún du 18 février 2002 : [www.semarnat.gob.mx/internacionales/reunion/doc/CANCUN-DECLARATION.doc](http://www.semarnat.gob.mx/internacionales/reunion/doc/CANCUN-DECLARATION.doc)

# États-Unis

## Choisir une vie plus saine



© Dennis Cook/AP

**Christine Todd Whitman**, administratrice de l'EPA

Pour nous, le développement durable suppose de gérer les ressources environnementales, économiques et sociales, pour protéger la qualité de vie des générations présentes, mais aussi futures. Pour notre pays, cela signifie des actions en partenariat avec nos homologues américains et étrangers, afin de parvenir à un usage plus judicieux des ressources humaines, naturelles et financières en développant parmi les individus, les institutions et les entreprises une éthique de bonne gestion de l'environnement.

L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) s'efforce d'encourager une telle éthique par divers moyens. Je me contenterai ici d'évoquer quelques exemples.

J'ai confié à l'EPA le soin de permettre un accès aisé et sans restrictions aux données environnementales. En 2002, l'Agence publiera son premier rapport sur l'état de l'environnement détaillant les progrès accomplis depuis 30 ans et les défis qu'il nous reste à relever. Ce rapport jettera les bases d'une vision complète et globale de la protection de l'environnement qui permettra de mesurer notre réussite à l'aune de résultats concrets.

Par ailleurs, l'EPA développe ses moyens informatiques afin de permettre aux citoyens de visualiser des informations environnementales sur l'endroit où ils vivent. Les responsables locaux et associations seront alors mieux à même de prendre les

bonnes décisions pour protéger et remettre en état les ressources précieuses et planifier la croissance et le développement.

Afin d'appuyer la gestion intégrée de l'environnement et la planification à long terme, l'EPA encourage une « croissance fûtée » au travers du Smart Growth Network – un réseau informel d'organisations qui estiment que la croissance ne doit pas intervenir n'importe où ni n'importe comment – et « l'approche par bassin hydrographique » pour la gestion de la qualité de l'eau. Dans les entreprises et les institutions, l'EPA soutient la mise en place de systèmes de management environnemental qui envisagent les incidences sur l'environnement dans leur globalité et privilégient la prévention de la pollution et de constants progrès.

Enfin, l'EPA apporte une assistance technique et des aides financières directes aux collectivités afin de leur donner les moyens de participer au développement durable. En janvier, le Président George Bush a signé une nouvelle loi sur les « friches industrielles » destinée à aider les états et les collectivités locales à transformer ces sites disgraciés en atouts économiques. Peu après, j'ai présenté ma propre initiative pour aider l'EPA à atteindre ces objectifs : il s'agit de développer la revitalisation des friches industrielles et d'atténuer les pressions par une « croissance fûtée ». J'ai également annoncé une nouvelle initiative qui vise à faire bénéficier les bassins hydrographiques prioritaires des ressources fédérales.

De telles actions donnent aux individus la possibilité de faire des choix qui leur permettront de mener une vie plus saine et de préserver cette opportunité pour leurs enfants et petits-enfants.

- Voir : [www.epa.gov](http://www.epa.gov)



# Restaurer la confiance

Renate Künast, Ministre fédérale de la protection des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, Allemagne



Renate Künast à la foire du commerce bio à Nuremberg

« **L**a confiance est une plante fragile ; une fois détruite, il lui faut du temps pour se rétablir ».

Il est fort probable que lorsque Otto von Bismarck énonça ces mots à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il ne pensait nullement à la confiance des consommateurs dans l'innocuité de leur alimentation. À cette époque, et pendant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, on faisait fort peu de cas de cet aspect de la production alimentaire. Il s'agissait avant tout de produire des quantités suffisantes de denrées au prix le plus bas possible. Ces temps sont désormais révolus. De nos jours, la majeure partie de la population des pays industriels mange à sa faim, d'où l'intérêt croissant des

consommateurs pour la sécurité et la qualité des produits alimentaires, et notamment les questions d'ordre subjectif ou éthique comme le bien-être des animaux et la protection de l'environnement.

L'apparition de la maladie de la « vache folle » (ESB), les épidémies de fièvre aphteuse et divers scandales sanitaires ont profondément ébranlé la confiance des consommateurs dans l'innocuité des produits qu'ils achètent. Ces différentes crises ont par ailleurs amené les consommateurs à remettre en question les politiques agricoles et alimentaires appliquées jusqu'ici, en particulier les aides massives accordées aux agriculteurs. La situation était donc propice à une refonte

totale de ces politiques dans la mesure où, manifestement, la voie suivie jusqu'alors ne pouvait déboucher que sur une impasse.

Aujourd'hui, les nouvelles politiques agricoles et alimentaires se focalisent avant tout sur les intérêts des consommateurs, avec pour priorités leur protection, l'information sur les méthodes de production et l'amélioration de la qualité des produits. Ces nouvelles politiques encouragent les méthodes de production durables et incitent les consommateurs à les soutenir à travers leurs achats. Réorienter les politiques, c'est aussi, dans notre approche, adopter une stratégie de marché. En l'occurrence, il s'agit de supprimer progressivement toutes les subventions à la production et d'aider les



agriculteurs à se maintenir sur un marché concurrentiel en apportant un plus en termes de qualité et en offrant de nouveaux services comme les activités de loisirs à la ferme. Ainsi, les exploitants agricoles bénéficieront d'une valeur ajoutée, tout en augmentant leurs revenus et en préservant l'emploi en zone rurale.

Garantir l'innocuité des aliments doit cependant être l'impératif premier, et celui-ci ne saurait souffrir un quelconque compromis, la santé publique prenant nécessairement le pas sur l'économique. La mise sur le marché d'aliments sûrs doit aller de soi. Tous les acteurs de la filière alimentaire, des agriculteurs aux détaillants en passant par les distributeurs, sont responsables de la sécurité des produits alimentaires, les décideurs étant de leur côté chargés d'établir les dispositions juridiques et les contrôles efficaces que l'opinion réclame. Le consommateur sera au rendez-vous, comme l'a montré la reprise de la demande de viande bovine après l'adoption d'une stratégie de contrôle rigoureuse.

Le mode de production des aliments ainsi que les méthodes de manutention et procédés de transformation utilisés suscitent un intérêt de plus en plus vif. En fin de compte, c'est le consommateur qui détermine la qualité souhaitée et le montant qu'il est disposé à payer pour l'obtenir, mais pour pouvoir opérer ce choix, il faut qu'il soit en mesure d'évaluer la sûreté et la qualité des produits offerts. C'est là qu'interviennent les pouvoirs publics, à qui il appartient d'établir le cadre juridique et les obligations d'information qui permettront aux consommateurs de choisir en toute connaissance de cause. Et c'est seulement à cette condition que ces derniers auront confiance dans leur choix d'achat ou de rejet de tel ou tel produit et que la qualité sera récompensée par le marché.

Il est particulièrement important que les produits alimentaires soient étiquetés et que leur présentation soit uniforme afin de permettre des comparaisons. Le système d'éco-étiquetage adopté en Allemagne offre aux consommateurs un moyen simple et efficace de repérer rapidement et sans difficulté les produits biologiques, et tous, consommateurs, détaillants, agriculteurs et transformateurs, y gagnent. L'écolabel allemand peut aussi être délivré pour des produits provenant de pays tiers ou d'autres États membres de l'UE s'ils satisfont à la

## La politique agricole européenne doit elle aussi prendre pleinement en compte les demandes de la société à l'égard du secteur agricole.

norme européenne qui a servi à en établir le cahier des charges.

Notre modèle repose sur les principes d'une agriculture et d'une production alimentaire durables. Les coûts sociaux qu'entraîne la stratégie du « toujours plus à des prix toujours plus bas » doivent être réduits, et il faut par ailleurs préserver les ressources naturelles pour les générations actuelles et futures. L'agriculture biologique, ayant déjà par nature un caractère durable, le soutien à ce mode de production et à la commercialisation des produits qui en sont issus doit être le pivot de la réforme des politiques agricoles et alimentaires. L'Allemagne s'est donné pour objectif d'accroître la part du bio à 20 % de sa superficie cultivée en 10 ans.

Mais la réorientation des politiques agricoles et alimentaires ne se limite pas à ces objectifs. Son but ultime est d'œuvrer à l'avènement d'une agriculture durable en encourageant l'adoption de méthodes de production à la fois favorables au bien-être animal et peu préjudiciables à l'environnement. L'Allemagne a récemment adopté à cet effet un grand nombre de mesures destinées à s'assurer que les dépenses publiques consacrées à l'agriculture seraient allouées à des méthodes durables, par exemple l'amélioration du bien-être des animaux ou la préservation de la biodiversité. Une des autres priorités que s'est fixée l'Allemagne est de renforcer la dynamique de transformation des zones rurales en véritables bassins d'activité. Il ne faut pas oublier en effet que les conditions indispensables pour y parvenir sont l'efficacité économique et la compétitivité des entreprises.

Mais si l'on veut atteindre nos objectifs, ce n'est pas seulement au niveau national qu'il faut infléchir les politiques. La politique agricole européenne doit elle aussi prendre pleinement en compte les demandes de la société à l'égard du secteur agricole. C'est pour cette raison qu'il est dans notre intérêt de saisir l'opportunité que nous offre

l'examen à mi-parcours de l'Agenda 2000 pour engager une profonde réorientation de la politique agricole européenne. Les grandes lignes des politiques de réforme à l'échelle de l'Europe, qui ont été définies dans l'Agenda 2000 pour la période 2000-2006, sont surtout axées sur le renforcement de l'ouverture du secteur aux mécanismes du marché et d'une concurrence fondée sur la qualité, la réduction des instruments de soutien à la production et l'accroissement de l'aide au développement rural. Il existe bien d'autres raisons de réorienter la politique agricole. Parmi elles, l'élargissement de l'UE (augmentation de la population agricole dans l'Union) et les négociations agricoles menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sans oublier la mise en œuvre des dispositions d'Agenda 21 sur le développement durable adoptées lors du Sommet Planète Terre de Rio de Janeiro en 1992, qui sera sans nul doute l'un des thèmes de discussion du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg.

Non seulement l'agriculture produit des aliments sûrs, mais elle fournit à la société bon nombre de services essentiels. L'évolution des attentes sociales permet d'envisager de nouvelles sources de revenu. L'heure n'est plus à la distribution indifférenciée et plus ou moins inégalitaire de subventions calculées en fonction des quantités produites, mais plutôt à la rémunération ciblée de services souhaités par la collectivité, tels que l'entretien des terres agricoles pour les générations futures, la fourniture d'habitats pour des animaux ou plantes sauvages rares, ou l'agrotourisme. Et ce, a fortiori lorsque ces activités ne peuvent être rémunérées par le marché ou qu'elles sont liées à des obligations imposées aux agriculteurs, comme par exemple la réduction des quantités de pesticides appliquées. C'est en outre la seule solution qui permette de convaincre le consommateur que soutenir l'agriculture relève de l'intérêt collectif.

La boucle est ainsi bouclée : des politiques agricoles et alimentaires adaptées sont de nature à raviver la confiance – qualifiée de plante délicate par Bismarck – des consommateurs, et à permettre à l'agriculture de retrouver le crédit qu'elle mérite auprès de l'opinion publique. Gagner la confiance grâce au changement, telle doit être notre ambition. ■



# Agriculture durable et biodiversité

Kevin Parris, Direction de l'agriculture de l'OCDE\*

Si la production agricole et alimentaire dépend de la biodiversité, elle peut aussi l'appauvrir. Pour augmenter les quantités d'aliments produites, il faudra trouver les moyens d'accroître les activités agricoles sans bouleverser l'interdépendance entre les organismes vivants de notre planète.



Insecticide naturel. Les coccinelles régulent naturellement le nombre de pucerons et d'autres ravageurs. Elles sont de plus en plus appréciées par les agriculteurs bio pour préserver leurs champs.

À première vue, les vers de terre, les abeilles, l'orge sauvage d'Éthiopie, le faucon pèlerin, les orchidées, les zones de mangroves et la forêt pluviale tropicale n'ont aucun point commun ; mais en réalité, ils sont les symboles à la fois de la diversité et de la fragilité des liens entre nature et agriculture.

Scientifiques et décideurs emploient généralement le terme de biodiversité pour évoquer la richesse et la diversité de la nature, mais aussi la relation d'interdépendance entre les organismes vivants. Ainsi, toutes les espèces terrestres seraient plus ou moins dépendantes les unes des autres et la disparition de l'une d'entre elles diminuerait les chances de survie d'une autre. À grande échelle par exemple, on peut dire que sans les forêts tropicales, qui fixent le dioxyde de carbone de l'air et rejettent de l'oxygène, notre avenir risque bien d'être menacé. Dans la majorité des pays, l'agriculture est l'activité humaine qui occupe la plus grande partie du territoire : il n'est donc pas vraiment surprenant d'apprendre

qu'une telle relation de dépendance existe entre agriculture et biodiversité.

Certes, la « richesse » de la biodiversité varie en fonction du climat, du sol et des pratiques agricoles, mais force est de constater qu'elle est plus développée sur les exploitations pratiquant la polyculture et l'élevage extensif que sur celles pratiquant la monoculture. Pourtant, comme les systèmes de production cherchent en général à maximiser les rendements d'un petit nombre d'espèces animales et végétales, ils limitent inévitablement la concurrence exercée par des espèces qu'ils estiment indésirables.

Les pratiques agricoles peuvent avoir des conséquences néfastes sur les vers de terre et les micro-organismes du sol, dont l'activité est essentielle pour la fertilité, ou sur les abeilles qui, en pollinisant les plantes cultivées, assurent un service écologique inestimable. Le varroa, parasite des abeilles en Amérique du Nord et en Europe, a d'ailleurs fait chuter les rendements de certaines cultures dans les régions où il a sévi. Mais parfois, les agriculteurs sont

contraints de batailler contre la propagation de mauvaises herbes ou de ravageurs exotiques risquant de mettre à mal leur bétail et de menacer leurs cultures.

Prenons, par exemple, le cas de l'helminthosporiose du maïs. Au début des années 1970, cette maladie fongique a provoqué une baisse de 15 % des rendements aux États-Unis, avec pour conséquence des pertes estimées à plus de US\$2 milliards pour les producteurs et les consommateurs. La production américaine a pu être sauvée grâce à une variété mexicaine de maïs, mais quoiqu'il en soit, on voit ainsi que l'interdépendance entre les différentes formes de vie n'est pas seulement affaire de préservation des oiseaux et des fleurs sauvages ; il s'agit aussi, très concrètement, d'économie durable. En Australie, des populations de mammifères sauvages (lapins, chiens, renards...) ont infligé aux agriculteurs de lourdes pertes économiques en saccageant leurs champs, en propageant des maladies dans les troupeaux et en détruisant des espèces sauvages endémiques.



À travers le développement de plantes cultivées et de races d'élevage, l'agriculture fournit le matériel génétique servant de base à la production alimentaire et à des matières premières telles que le coton. Le croisement des plantes agricoles avec des plantes sauvages apparentées a lui aussi joué un rôle primordial dans la lutte contre les parasites et les maladies. On a ainsi réussi à protéger les cultures d'orge d'Amérique du Nord grâce à un gène d'une variété éthiopienne sauvage.

Mais alors que l'agriculture dépend de la biodiversité, on observe aussi qu'elle est en grande partie responsable de son appauvrissement. Dans les pays de l'OCDE, l'intensification des pratiques agricoles aurait entraîné le recul d'un certain nombre d'espèces animales, comme le faucon pèlerin en Europe, et végétales, comme les orchidées. Dans diverses régions, la progression de l'agriculture a conduit à la disparition d'habitats particulièrement précieux, comme les zones de mangroves aux États-Unis ou les forêts pluviales en Australie. À l'inverse, l'agriculture peut contribuer à la richesse d'un pays en entretenant et améliorant des variétés sauvages particulières de faune ou de flore, ou des habitats spéciaux, qui n'ont pas tous uniquement une valeur économique ou scientifique, mais également des atouts récréatifs, voire esthétiques, comme les alpages ou les prairies humides.

Plus compliqué encore, la biodiversité peut également avoir à souffrir de l'invasion des espèces introduites. Car si celles-ci sont parfois utiles, comme dans le cas du maïs mexicain, certaines sont nuisibles, comme le vison sauvage qui attaque les élevages de volaille au Danemark. Selon une étude américaine officielle, les pertes que la faune et la flore étrangères ont causées à l'économie du pays au cours du XX<sup>e</sup> siècle s'élèveraient à US\$97 milliards. Les phénomènes d'invasion doivent être étudiés d'urgence compte tenu de la dissémination des plantes génétiquement modifiées et de la nécessité de comprendre leurs effets potentiels sur les espèces locales.

L'enjeu est de trouver le moyen d'accroître et d'améliorer la production agricole – en particulier dans la perspective d'une augmentation de plus de 20 % des besoins alimentaires mondiaux d'ici 2020 – tout en préservant la biodiversité de notre planète. Jusqu'à présent, les politiques adoptées en matière de biodiversité se sont focalisées sur la protection et la conservation des espèces et des

### **Selon une étude américaine officielle, les pertes que la faune et la flore étrangères ont causées à l'économie du pays au cours du XX<sup>e</sup> siècle s'élèveraient à US\$97 milliards.**

habitats menacés ; mais un certain nombre de pays s'est déjà engagé dans une approche plus globale, se traduisant par l'élaboration de plans nationaux en faveur de la biodiversité qui incluent l'agriculture. La plupart du temps, ces plans reprennent les engagements contractés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, adoptée en 1992.

Il serait nécessaire, entre autres, de quantifier les liens entre activités humaines et biodiversité. Comme l'indique E.O. Wilson, spécialiste de cette question à l'Université de Harvard, « Nous avons besoin, pour suivre l'évolution de l'économie, de nouveaux indicateurs de progrès, lesquels devront prendre pleinement en compte l'environnement naturel et le bien-être humain, et pas seulement la production économique ». Dans le même ordre d'idées, le prix Nobel d'économie, Kenneth Arrow, explique lui aussi qu'il serait « particulièrement utile d'améliorer les données mesurant les pertes de ressources naturelles actuelles. »

Mais trouver une solution adéquate n'est pas chose facile. Non seulement peu de pays disposent de systèmes de surveillance systématique permettant d'appréhender l'évolution de la biodiversité, mais sur le plan scientifique, établir un lien entre telle modification de la biodiversité imputée à l'agriculture et telle mesure gouvernementale pose d'énormes difficultés. Consciente des lacunes existantes, l'OCDE a cherché à construire un ensemble d'indicateurs de biodiversité agricole.

La première étape de ces travaux a consisté à définir un cadre ou instrument d'analyse commun qui permette de simplifier les interactions complexes que suppose l'agrobiodiversité, et d'identifier des indicateurs capables d'en suivre l'évolution. L'agriculture y est décrite sous la forme d'une structure hiérarchique triple. Le premier niveau concerne les terres cultivées elles-mêmes, leur extension, leur réduction, et leur influence sur les écosystèmes adjacents

comme les forêts. Y sont également pris en compte l'importance relative des espèces animales et végétales – les ressources génétiques agricoles – ainsi que les effets des espèces utiles à la production (vers de terre, par exemple) sur la qualité du sol.

Le deuxième niveau s'intéresse aux caractéristiques structurelles qui peuvent avoir une influence sur la capacité d'une exploitation à entretenir une biodiversité variée, comme la fréquence des assolements, la superficie des champs, ou la répartition et l'importance des zones non cultivées (fossés, étangs, arbres ...), généralement associées à une plus grande biodiversité. Il prend également en considération l'impact de différentes pratiques agricoles sur la biodiversité.

Enfin, le dernier niveau évalue la qualité du système de production en déterminant dans quelle mesure les espèces sauvages l'utilisent pour se reproduire, se nourrir et satisfaire d'autres besoins. Concrètement, cela implique qu'il faut dénombrer les espèces présentes, et certains gouvernements ont déjà affecté des budgets spécifiques à cette tâche.

Ce cadre d'analyse n'a sans doute rien de révolutionnaire, mais il devrait nous permettre de répondre à quelques questions essentielles : Quelles sont les incidences des systèmes de production alternatifs, comme l'agriculture biologique, sur la capacité à assurer une production alimentaire durable ? Quelles sont les conséquences sur la biodiversité des politiques agricoles en vigueur et de la réduction future des subventions à l'agriculture ? Enfin, y a-t-il complémentarité ou antagonisme entre l'intérêt porté à la biodiversité par la communauté internationale et son attachement à la libéralisation des échanges ?

Expliquer ces interactions dynamiques complexes et en assurer le suivi demandera encore du travail, mais c'est la seule voie envisageable pour trouver les moyens d'atteindre des objectifs parfois opposés, sans pour autant bouleverser notre fragile système biologique planétaire. ■

\* Note : Wilfrid Legg, Ken Ash et Laetitia Reille ont apporté leur concours à la rédaction de cet article.

#### **Références :**

- OCDE (2001), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture* Volume n° 3 : Méthodes et Résultats, OCDE, Paris.



# L'après Rio et le développement

Déclaration d'orientation de la réunion à haut niveau du Comité d'assistance au développement, 16 mai 2002\*

**S'attaquer aux problèmes mondiaux environnementaux est impératif pour réduire la pauvreté.**

Près d'un milliard de foyers, surtout au sein de la population rurale pauvre, dépendent directement des ressources naturelles pour vivre. Or, ce patrimoine naturel est désormais exposé à des menaces de portée mondiale. L'appauvrissement de la diversité biologique progresse rapidement dans de nombreux pays, de même que l'accumulation de produits chimiques toxiques. La désertification et la sécheresse sont également des problèmes de dimension planétaire, qui n'épargnent aucune région du monde. Les émissions de gaz à effet de serre sont sources de risques pour le climat de la planète et ce sont les pays en développement qui risquent le plus d'en subir le contrecoup. Trois Conventions des Nations unies sur les changements climatiques, la diversité biologique et la lutte contre la désertification – étroitement associées au Sommet Planète Terre de Rio en 1992 traitent de ces menaces, qui risquent de miner les efforts que nous déployons, ensemble, pour éradiquer la pauvreté et favoriser l'instauration d'un développement durable à l'échelle de la planète.

Nous sommes conscients que les pays de l'OCDE ont une responsabilité particulière à assumer dans la conduite du développement durable dans le monde, historiquement et en raison du poids qu'ils continuent d'avoir dans l'économie et l'environnement à l'échelle de la planète. Nous reconnaissons également la nécessité d'aider les pays en développement à s'attaquer aux questions du développement durable et de poursuivre les travaux relatifs aux biens publics mondiaux et autres biens « assimilables ». Ces questions recouvrent notamment les problèmes liés à une atmosphère propre et au contrôle de maladies infectieuses telles que le paludisme et le VIH/SIDA. Pour relever ces défis complexes,



Les lignes directrices du CAD

**Intégrer les Conventions de Rio dans la coopération pour le développement**

une plus grande cohérence s'impose dans toute une série de domaines de l'action publique, comme l'énergie, les échanges, la santé, l'agriculture, l'investissement et la coopération pour le développement.

Même si tous les pays sont affectés, ce sont les plus pauvres qui sont le plus exposés car ils disposent de moins de moyens pour remédier aux causes profondes des menaces qui pèsent sur l'environnement et s'adapter à leurs effets, et parce que leur population est largement tributaire des ressources naturelles pour sa subsistance. La réduction durable de la pauvreté, priorité centrale de l'action en faveur du développement, est donc étroitement liée à une saine gestion de l'environnement local, national, régional et mondial.

La grande vulnérabilité de bon nombre des pays les plus pauvres face à la désertification, à la perte de biodiversité et aux effets du changement climatique est pour nous une source de préoccupation. Ces évolutions environnementales mettent en péril les moyens d'existence, les besoins alimentaires et la santé des populations rurales et, parallèlement, accroissent les risques de catastrophes naturelles, notamment d'inondations et de sécheresse. Cette vulnérabilité risque d'exacerber la concurrence, voire les conflits, pour

l'utilisation de terres et de ressources en eau déjà très sollicitées et de saper les efforts déployés pour faire refluer la pauvreté. Pour de nombreux pays, la menace est imminente et appelle une réaction de toute urgence.

Intégrer les considérations relatives à l'environnement dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et autres mécanismes nationaux de planification est une priorité. Les menaces pesant sur l'environnement mondial et les questions de dimension planétaire comme la désertification et la sécheresse nous confrontent à des défis tout particuliers à cet égard. Leurs causes et leurs conséquences ne connaissent pas les frontières nationales, mais appellent des réponses aux niveaux international, régional, national et local. Remédier aux causes et aux effets de l'appauvrissement de la biodiversité, des changements climatiques et de la désertification requiert des mesures dans des secteurs tels que l'agriculture, la sylviculture et l'énergie. Les organismes de coopération pour le développement, qui apportent une assistance dans beaucoup de ces secteurs, peuvent jouer un rôle important pour contribuer au renforcement des capacités dans les pays en développement afin d'améliorer l'intégration de ces questions déterminantes dans les mécanismes de planification et d'élaboration des politiques au niveau national.

Nous œuvrons déjà à la réalisation de cet objectif dans le cadre de diverses instances, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), mais ce n'est pas suffisant. Les Conventions de Rio reflètent l'engagement de tous les pays à préserver l'environnement mondial, selon le principe de responsabilités communes, mais différenciées, en fonction de leurs capacités respectives. Elles établissent par ailleurs clairement que la satisfaction des besoins nationaux de développement et le règlement des problèmes qui mettent en péril l'environnement mondial doivent aller de pair. Ces conventions concernent donc le développement durable, et pas seulement l'environnement.



Trop souvent, les problèmes environnementaux de portée mondiale sont considérés comme appelant une action spécifique, sans grand rapport avec les priorités nationales ou locales de développement. Dans de nombreux pays, par exemple, c'est au Ministère de l'environnement qu'il appartient au premier chef de mettre en œuvre les conventions, et aucune coordination n'est prévue à l'échelon interministériel pour mettre en place les dispositions nécessaires dans des secteurs clés comme l'agriculture, l'énergie, les transports, etc.

Il est urgent de prendre conscience de cette lacune et d'y remédier par l'adoption des mesures qui s'imposent, en privilégiant les stratégies nationales de développement qui tiennent compte tout à la fois des préoccupations sociales, économiques et environnementales d'envergure planétaire.

Il existe tout un éventail d'approches gagnantes à tous égards. L'action engagée face à la dégradation de l'environnement doit aller de pair avec un accroissement du bien-être économique et social. Améliorer la satisfaction des besoins alimentaire et les moyens d'existence de la population rurale suppose de contenir la désertification, de préserver la biodiversité et d'atténuer la vulnérabilité aux changements climatiques. Sauvegarder les moyens d'existence des paysans sans terres, des bergers et des peuples de la forêt exige de protéger les écosystèmes dont ils dépendent pour leur nourriture et leur habitat. Faciliter l'accès à des combustibles et à des fourneaux efficaces pour la cuisine contribue à améliorer la santé et la sécurité des femmes et des enfants, à alléger la corvée de collecte du bois de feu, et aussi à amoindrir la ponction exercée sur les forêts.

## Les priorités

Dans nos capitales, nous nous appliquerons à rehausser la capacité de nos organismes à reconnaître les liens fondamentaux entre lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement mondial et à élaborer des actions correctives adéquates. Une bonne compréhension des liens entre pauvreté et environnement, et des menaces qu'induit la dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale, est indispensable à la formulation de saines politiques. Nous sommes déterminés à intégrer ces questions dans nos politiques et nos stratégies de soutien aux pays qui bénéficient de notre aide. Nous

## Dans nos capitales, nous nous appliquerons à rehausser la capacité de nos organismes de reconnaître les liens fondamentaux entre lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement mondial et d'élaborer des actions correctives adéquates.

nous attacherons également à faire en sorte que les connaissances accumulées en la matière se diffusent à tous les services de nos organismes de coopération pour le développement, et ne restent pas l'apanage des spécialistes des questions d'environnement.

Nous intensifierons nos relations avec les autres ministères et organismes ayant à traiter des questions environnementales de portée mondiale. Cette intensification favorisera la formulation de stratégies cohérentes. Participer activement aux négociations internationales sur les grands problèmes environnementaux de dimension planétaire et à l'élaboration de la position de nos pays respectifs nous offre un moyen direct de veiller à ce que les accords conclus et les mécanismes institués pour accompagner la mise en œuvre complètent les efforts que nous déployons pour réduire durablement la pauvreté et tiennent compte de l'expérience que nous avons pu accumuler sur le terrain.

Nous aiderons nos partenaires en développement à remplir leurs engagements et à mettre à profit les nouvelles opportunités résultant des accords mondiaux relatifs à l'environnement, notamment en les aidant à exploiter les avantages de nouveaux dispositifs fondés sur les règles du marché qui contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux d'environnement.

Dans ce contexte, l'accent sera largement mis sur le soutien au renforcement des capacités, dans le secteur public, dans le secteur privé et au sein de la société civile, en mettant pleinement à profit les compétences disponibles. Les Conventions de Rio recensent toute une série de domaines où un renforcement des capacités est nécessaire – pour le respect des obligations en matière de notification, pour le suivi scientifique et l'évaluation des technologies, pour

l'élaboration des politiques et pour une participation efficace aux négociations internationales sur les conventions mondiales relatives à l'environnement, par exemple. Le FEM, le mécanisme mondial de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et, s'agissant du changement climatique, les nouveaux fonds établis à Marrakech, sont autant d'instruments précieux à cet égard. Des concours supplémentaires seront apportés dans le cadre de nos programmes bilatéraux et par le biais des banques multilatérales de développement. Nous soutiendrons également des projets pilotes visant à expérimenter de nouvelles approches et à démontrer leur faisabilité, de façon à créer une masse critique d'expériences concrètes.

Nous aiderons en outre nos partenaires à intégrer les problèmes environnementaux de dimension mondiale dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. Les cadres de planification pilotés par les pays eux-mêmes, tels que les Stratégies de lutte contre la pauvreté ou les plans nationaux Action 21, offrent des occasions uniques d'intégrer les questions de durabilité environnementale dans les efforts de réduction de la pauvreté. Cela suppose d'intégrer les plans d'action nationaux élaborés en vertu des conventions mondiales relatives à l'environnement dans les processus pertinents de planification existant à l'échelon national ou infra-national, voire régional.

Nous soulignerons également l'importance des problèmes environnementaux de portée mondiale et de leurs interactions avec les objectifs de développement en abordant systématiquement ces questions dans le dialogue régulier que nous entretenons avec les hauts responsables des pays partenaires dans le contexte de la programmation de l'aide.

Nous soutenons d'ores et déjà les efforts déployés dans un certain nombre de domaines étroitement liés à une ou plusieurs questions auxquelles se rapportent les Conventions de Rio. Nous veillerons à ce que les initiatives en cours tiennent compte des possibilités qui s'offrent d'adopter une approche avantageuse à tous égards et les exploitent au mieux. ■

*\*Cet article a été adapté de la déclaration du CAD. Pour la déclaration complète voir Les lignes directrices du CAD : Intégrer les Conventions de Rio dans la coopération pour le développement à [www.oecd.org/dac](http://www.oecd.org/dac)*



# Nourriture pour tous

Tom Arnold, Directeur exécutif de Concern Worldwide, Irlande\*

L'ordre du jour du Sommet de Johannesburg est riche et les thèmes à aborder interdépendants, mais une chose est claire : assurer les besoins alimentaires des pays en développement doit être une pierre angulaire du développement durable. M. Arnold propose une ligne de conduite.



© Alan Pinoges/CIRIC

Une meilleure technologie pourrait aider

Lorsqu'il a été décidé, il y a quelques années, de tenir le Sommet sur le développement durable à Johannesburg en août 2002, rares étaient ceux qui auraient pu prévoir que l'Afrique australe serait alors aux prises avec une crise alimentaire. L'ampleur de cette crise est effrayante. D'après les estimations du Programme alimentaire mondial et de la FAO, quelque 13 millions de personnes sont en danger dans la région en raison de la pénurie de ressources alimentaires et du manque de moyens financiers pour acheter de la nourriture. Il faudrait importer environ quatre millions de tonnes dans les mois à venir. Il y a assez de nourriture disponible dans le monde, mais même si des importations massives étaient organisées maintenant, les distribuer à ceux qui en ont besoin serait une course contre la montre. Si ces importations n'ont pas lieu à temps, l'Afrique australe risque d'être confrontée à une crise humanitaire aussi grave, sinon pire, que tout ce que le continent a dû endurer ces 30 dernières années.

Ainsi, alors que le Sommet de Johannesburg devait être l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis par la communauté internationale dans la réalisation des

engagements de Rio de 1992, y compris au sujet de problèmes à long terme tels que le changement climatique, les normes de protection de l'environnement et la conservation des ressources naturelles, un véritable spectre risque de s'inviter à la fête : celui des millions de gens souffrant de la faim dans la région.

Quelle que soit l'idée que l'on se fasse de la durabilité, il faut bien entendu tenir compte du présent. En l'occurrence, à court terme, le défi est de faire parvenir de la nourriture dans la région, moyennant des importations commerciales ou l'aide alimentaire, et de la distribuer aux plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de se nourrir. À plus longue échéance, il consiste à faire en sorte que la région, tout comme d'autres parties de l'Afrique, ne sombre plus de manière récurrente dans la pauvreté et la famine. Bon nombre des thèmes inscrits à l'ordre du jour du sommet sont directement liés à cet enjeu à long terme.

Comme dans beaucoup d'autres réunions internationales, si l'ordre du jour est trop vaste et les thèmes abordés trop imbriqués, il risque d'être très difficile de parvenir à un accord global qui soit à la fois concret et applicable.

Mais une chose est claire : les besoins alimentaires à long terme dans les pays en

développement doivent être considérée comme une pierre angulaire du développement durable. Sur la base de l'expérience acquise en plus de 30 ans par Concern Worldwide dans les pays en développement les plus pauvres du monde, je crois qu'il faudrait s'attaquer à cinq domaines prioritaires : démocratie et gouvernance ; besoins alimentaire ; technologie ; commerce international ; et santé, notamment VIH/SIDA.

## Actions prioritaires

En premier lieu, aujourd'hui, les famines ne touchent pas les pays démocratiques. C'est le principal enseignement de l'étude qu'Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a consacrée à bon nombre des famines qui ont éclaté au cours du XXe siècle. Dans une démocratie, les responsables politiques et la société civile tireraient la sonnette d'alarme et exigeraient qu'une action soit déclenchée bien avant qu'une crise alimentaire ne dégénère en famine. En conséquence, quelle que soit la stratégie adoptée pour supprimer l'ignominie de la famine au XXIe siècle, il est essentiel de promouvoir la gestion responsable des affaires publiques, de créer



une société civile active et de favoriser l'existence d'une presse indépendante.

En ce qui concerne la deuxième priorité, la famine est bien sûr la forme la plus extrême de crise alimentaire. Mais la malnutrition, sous sa forme chronique, touche quelque 800 millions de personnes. Ce fléau retarde le développement physique et mental des enfants et constitue un obstacle majeur au développement économique et social.

Pour faire diminuer le nombre de victimes de cette "famine silencieuse", un changement de cap et une réaffectation des ressources sont nécessaires dans de nombreux pays en développement. Les déclarations d'intention ne suffisent pas : la crise alimentaire exige une action concrète. Dans de nombreux pays où l'agriculture est la principale activité économique, et où elle le restera pour un moment encore, il faut apporter un soutien adapté pour améliorer la productivité. Ce message s'adresse à la fois aux pays en développement et aux organismes d'aide.

Si ce message est entendu, il doit entraîner plusieurs conséquences très concrètes, dont certaines peuvent sembler vieux jeu mais sont, je crois, tout à fait pertinentes aujourd'hui encore. Ainsi, il faut accroître les investissements dans l'amélioration des technologies agricoles, et mieux cibler les activités de recherche. C'est la troisième priorité de Concern Worldwide. Trop souvent sans doute, les rares activités de recherche qui sont entreprises sont éloignées des besoins des agriculteurs ordinaires. Le but de la recherche étant d'apporter des améliorations, elle doit viser à donner des résultats utiles aux petits paysans, et non pas servir à aider les fournisseurs extérieurs ou à corroborer les théories sur la façon dont les marchés pourraient fonctionner.

Il est un fait que, dans de nombreux pays d'Afrique, les capacités nationales de recherche demeurent limitées, en particulier dans un domaine aussi peu spectaculaire que l'agriculture. Le renforcement de ces capacités est pourtant essentiel. Nous devons observer ce que font vraiment les agriculteurs et les aider à le faire mieux !

La recherche doit mettre l'accent sur une amélioration des assolements, qui prendrait en considération les contraintes du travail dans les petites exploitations. Il existe des coutumes et des habitudes, et elles doivent être pleinement prises en compte : c'est en cela que consiste "l'appropriation" des programmes de développement. L'épidémie

de SIDA, compte tenu des morts et de la nécessité de veiller sur les malades, réduit la main d'œuvre disponible dans les fermes et, par conséquent, la production alimentaire. Les conséquences de cet état de fait exigent de notre part la plus grande attention.

---

**Il n'y a guère lieu de penser que le cycle de Doha bouleversera à tel point les relations commerciales, qu'il permettra de créer des conditions plus propices à un renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Ces derniers, tout en négociant le meilleur accord possible, devraient sans doute porter un regard froidement réaliste sur son issue probable.**

---

Quoi qu'il en soit, la plupart des paysans des pays en développement obtiennent aujourd'hui une productivité et une production très inférieures au niveau qu'elles pourraient atteindre avec les technologies existantes. Ils ne disposent pas des semences, des engrais, des crédits, des techniques simples qui allègent la charge de travail ou, dans de nombreux cas, de la formation qu'il faudrait pour accroître leur productivité. Il est vital de mettre ces atouts à la portée des paysans et de parier qu'ils produiront dès lors davantage pour satisfaire leurs propres besoins, voire qu'ils produiront des excédents. Jusqu'à présent, le débat sur le rôle que pourraient jouer les biotechnologies dans la crise alimentaire à long terme a davantage semé le trouble qu'il n'a fait la lumière. Et dans les circonstances actuelles, il doit sembler quelque peu hors de propos à la plupart des pays en développement. Néanmoins, il faut reconnaître qu'à long terme, les biotechnologies peuvent apporter quelque chose et qu'il convient de s'intéresser de plus près aux cadres juridiques et politiques qui leur permettraient de le faire.

La mise en place d'un système commercial international plus équitable dans le domaine agricole et alimentaire est la quatrième priorité de Concern Worldwide, et c'est aussi l'un des défis à relever dans le cadre du cycle

de négociations de Doha lancé par l'OMC. Le professeur Jagdish Bhagwati n'a peut-être pas tort lorsqu'il dit que les pays en développement sont eux-mêmes très protectionnistes (voir *l'Observateur de l'OCDE* n° 231-232), mais à n'en pas douter, du point de vue des besoins alimentaires, ils sont tout à fait fondés à réclamer un meilleur accès aux marchés des pays développés, et une réduction des subventions à l'exportation et du soutien dont bénéficient les agriculteurs des pays riches.

Les négociations internationales sur le commerce agricole se sont révélées difficiles dans le passé. Il n'y a guère lieu de penser que le cycle de Doha bouleversera à tel point les relations commerciales, qu'il permettra de créer des conditions plus propices à un renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Ces derniers, tout en négociant le meilleur accord possible, devraient sans doute porter un regard froidement réaliste sur son issue probable et se préparer à l'idée que, sur les cinq années à venir environ, ce seront leurs propres décisions, et non pas un système commercial international plus équitable, qui rejailliront sur leur alimentation.

Mais l'un des facteurs qui fera une grande différence en matière de sécurité alimentaire est l'épidémie de VIH/SIDA. C'est là notre cinquième priorité. Dans de nombreux pays d'Afrique, la propagation de la maladie est telle qu'elle a un impact direct et considérable sur la production d'aliments et la sécurité alimentaire. Il est impératif de reconnaître explicitement le rôle d'une meilleure alimentation dans la lutte contre les maladies liées au VIH et dans l'allongement de l'espérance de vie des patients.

S'il est un cri du cœur que Concern Worldwide aimerait lancer aux dirigeants du monde, c'est le suivant : la crise du SIDA est à même de dévaster l'Afrique et même d'autres continents ; alors c'est MAINTENANT que vous devez agir. ■

*\* Tom Arnold est Directeur exécutif de Concern Worldwide, ONG internationale dont le siège se trouve en Irlande. Il a été Secrétaire adjoint au Ministère irlandais de l'agriculture et a travaillé à la Commission européenne. Il a également été président du Comité de l'agriculture de l'OCDE.*

#### Références

- Voir : [www.concern.ie](http://www.concern.ie)
- Concern Worldwide Annual Report, 2001.
- International Food Policy Research Institute Annual Report, 2001/02.



# Aide au développement

## Statistiques et réalités

Jan Vandemoortele, Conseiller principal et Chef du Groupe du développement social au PNUD



© Elio Saguto/REUTERS

L'aide au développement n'est pas aussi efficace qu'elle le pourrait car nous mesurons trop les progrès à la lumière des moyennes statistiques.

Les objectifs de développement pour le millénaire (ODM) prévoient des avancées, assorties d'échéances précises, dans les principaux domaines du développement humain – pauvreté, faim, éducation, santé. Ils fixent, notamment, une réduction de moitié de la pauvreté monétaire et de la faim, l'universalité de l'enseignement primaire et l'égalité des chances entre les

filles et les garçons, une baisse de deux tiers de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et de trois-quarts de la mortalité maternelle, une régression de la prévalence du VIH/SIDA, et une réduction de moitié du pourcentage de personnes n'ayant pas accès à une eau saine. Ces avancées doivent être obtenues pour 2015, les niveaux de référence étant ceux observés en 1990.

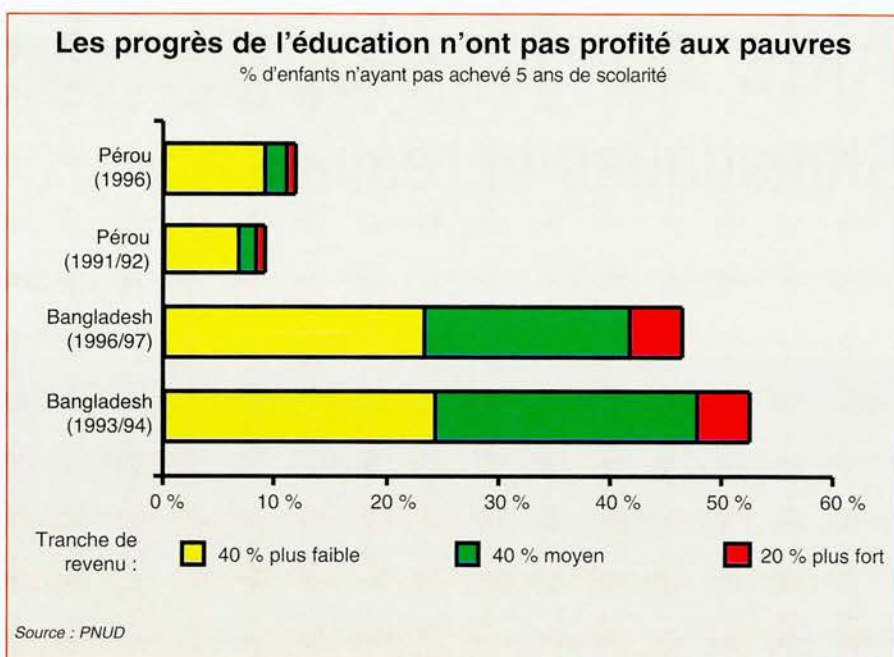


On entend souvent dire qu'il est facile de fixer des objectifs mondiaux mais que ceux-ci sont rarement atteints. La vraie question, en l'occurrence, serait plutôt de savoir si ces objectifs sont réalisables. De plus, comment s'assurer qu'on est dans la bonne voie ? Faire la synthèse des progrès accomplis à ce jour dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la nutrition et les revenus, dans plus de 130 pays en développement, n'est pas chose aisée.

De nombreux succès ont été enregistrés au cours des années 1990, par exemple en Guinée et au Malawi où les inscriptions dans l'enseignement primaire ont fortement augmenté, en Ouganda, au Sénégal et en Thaïlande où la progression du VIH/SIDA a été stoppée. De même, au Bangladesh et en Gambie, les taux de mortalité infantile ont sensiblement chuté, tandis qu'en Indonésie, au Mexique et en Tunisie, la situation nutritionnelle s'est améliorée. Enfin, en Chine, la pauvreté monétaire a diminué.

À chacun de ces succès, on peut toutefois opposer des revers. C'est ainsi que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans – qui s'inscrivait pourtant sur une tendance régulière à la baisse depuis des décennies – s'est accru au Cambodge, au Kenya, au Malawi et en Zambie. Le taux de scolarisation dans le primaire a fléchi au Cameroun, au Lesotho, au Mozambique et en Tanzanie. Toujours dans le primaire, les disparités entre garçons et filles se sont accentuées en Érythrée, en Éthiopie et en Namibie. Loin de diminuer, le taux de malnutrition a augmenté au Burkina Faso et au Yémen. Trouver une eau saine est devenu de plus en plus difficile pour des millions de personnes, au Bangladesh par exemple, où s'est posé un problème majeur de contamination à l'arsenic des ressources en eau. Sans compter les innombrables pays où le taux de prévalence du VIH a doublé, triplé, quadruplé, voire décuplé – compromettant gravement la réalisation des objectifs de développement, et pas seulement dans le domaine de la santé.

Au total, aucun des objectifs convenus pour 2000 n'a été atteint à l'échelle mondiale. Si les années 1980 ont été considérées comme une « décennie perdue pour le développement », les années 1990 pourraient bien passer dans les annales comme la « décennie des promesses non tenues ». Et si les tendances actuelles se



poursuivent, un seul des objectifs du millénaire pour le développement sera satisfait, à l'échelle mondiale, en 2015 : celui de l'accès à une eau saine.

Cela dit, même quand les objectifs semblent réalisables à l'échelle mondiale, il ne s'ensuit pas forcément qu'ils le sont partout. On utilise souvent des moyennes à différents niveaux pour mesurer les progrès accomplis ; or, si celles-ci donnent une bonne image de la situation globale, elles peuvent aussi être trompeuses. Le revenu moyen des ménages, par exemple, est peut-être un concept utile pour un économiste mais ne permet guère de rendre compte de la réalité que vivent les millions de femmes pauvres qui n'ont que peu ou pas d'influence sur l'utilisation qui en est faite. Qui plus est, les moyennes nationales ne permettent pas de savoir quels segments de la population ont effectivement vu leur situation s'améliorer.

Malheureusement, les pauvres ont proportionnellement peu bénéficié des progrès « moyens » enregistrés à ce jour, ainsi qu'en témoigne le creusement des disparités, au regard du revenu, de l'éducation et de la mortalité, dans de nombreux pays en développement.

Un objectif de développement, à l'échelle mondiale ou nationale, peut être atteint de différentes manières. On peut s'employer à améliorer la situation des catégories sociales les mieux loties – autrement dit

adopter une approche descendante – ou s'appliquer à améliorer la situation des segments les moins bien lotis de la population, selon une approche ascendante. Entre ces deux extrêmes, il existe bien sûr une multitude de combinaisons possibles. Cela dit, l'observation tend à montrer que la majorité des pays privilégie plutôt l'approche descendante. En effet, lorsque les moyennes nationales font ressortir une amélioration de la situation, les groupes défavorisés restent le plus fréquemment en marge de ces progrès.

Prenons l'exemple de l'espérance de vie ou de l'éducation. Au vu des données provenant de plus de 40 études démographiques et sanitaires, la probabilité pour un enfant né dans une famille pauvre de mourir avant l'âge de cinq ans est immanquablement plus élevée que pour son homologue issu d'une famille riche. De même, les enfants vivant dans une famille pauvre ont moins de chances que ceux des familles riches de mener à bien un cycle complet d'enseignement primaire. Les chiffres relatifs à 12 pays d'Amérique latine montrent en particulier que plus de 90 % des enfants vivant dans des familles entrant dans le décile supérieur de revenu vont jusqu'au bout de leurs études primaires. Cette proportion tombe à deux tiers pour les catégories de revenu intermédiaire et à 40 % pour les enfants les plus pauvres.



Les études démographiques et sanitaires menées en 1994 et 1997 au Bangladesh font, elles aussi, apparaître que les améliorations enregistrées dans l'accès à l'éducation de base ont surtout profité aux enfants des familles les plus aisées, et très peu, voire pas du tout, à ceux des familles pauvres, qui sont en outre les premiers à souffrir lorsque la situation se dégrade. Au Pérou, où le taux de scolarisation dans le primaire a fléchi dans les années 1990, les pauvres ont été les seuls à en subir les conséquences ; les autres catégories de la population n'ont rien enduré. Les progrès, lorsqu'ils apparaissent, semblent se diffuser lentement, tandis que les revers s'abattent à vitesse éclair.

Les tendances observées au Zimbabwe fournissent un exemple parlant des dangers que présente l'utilisation de moyennes pour mesurer les progrès accomplis. Entre 1988 et 1999, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a modestement diminué de quatre points à l'échelle nationale ; pourtant dans la catégorie la plus pauvre de la population, il avait augmenté. En 1999, le quintile le plus pauvre était quatre fois plus touché que le quintile le plus riche.

Bref, les moyennes sont trompeuses. Nous le savons pertinemment, alors pourquoi continuons-nous à les utiliser ? Certains pays, si l'on en juge par leurs moyennes nationales, peuvent sembler bien partis pour atteindre tel ou tel objectif ; il n'en reste pas moins que la situation des groupes désavantagés y reste inchangée, ou même se détériore. Autrement dit, non seulement les progrès accomplis vers les Objectifs dans les années 1990 à l'échelle mondiale ont été insuffisants, mais en plus ils n'ont, pour l'essentiel, pas profité aux pauvres. Pour ces derniers, être dans la « moyenne » signifie toujours mourir trop jeune ou survivre dans l'illettrisme et l'exclusion. Les Objectifs de développement doivent être mieux ciblés, tout comme notre action. En matière de lutte contre la pauvreté, notre performance se doit d'être vraiment supérieure à la moyenne. ■

#### Références

- Voir les Objectifs de développement pour le millénaire, [www.paris21.org/betterworld/](http://www.paris21.org/betterworld/)
- Vandemoortele, J., Augmenter les chances de survie des enfants, dans *L'Observateur de l'OCDE*, n° 223, [www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/363/Augmenter\\_les\\_chances\\_de\\_suvie\\_des\\_enfants.html](http://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/363/Augmenter_les_chances_de_suvie_des_enfants.html)

# Adapter les stratégies de développement

Kenichi Ohno, Professeur, National Graduate Institute for Policy Studies, Japon\*

**Le monde en développement est beaucoup plus hétérogène que ne semblent le penser les concepteurs des stratégies de développement. S'ils ne sont pas mieux adaptés à la situation locale, les projets risquent fort d'être voués à l'échec.**

En pénétrant dans les locaux de la Banque mondiale à Washington D.C., vous découvrirez, dans le hall, cette inscription en lettres capitales : *Notre rêve : un monde sans pauvreté*. Depuis 1999, la Banque mondiale a fait du recul de la pauvreté le but ultime du développement. En septembre 2000, au Sommet du millénaire, organisé par les Nations unies, ont été adoptés les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM), lesquels définissent un ensemble d'avancées à obtenir pour 2015 sur le plan social, en tête desquelles une réduction de moitié de la proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté. Parallèlement, la Banque mondiale présente son Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) comme l'outil privilégié auquel doivent recourir les pays en développement pour réduire la pauvreté. Mais tout cela a-t-il un sens ?

Pour les pays donateurs, peut-être. Les ODM et le CSLP sont désormais indissociables en tant que finalités du développement et, en fait, uniques moyens d'y parvenir ; tous les pays pauvres sont tenus d'élaborer des cadres stratégiques s'ils veulent bénéficier de fonds assortis de conditions libérales de la part de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Ces documents serviront, en outre, de cadres pour

orchestrer l'ensemble des apports d'aide publique au développement (APD), y compris l'aide bilatérale. Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le monde, redécouvrant le lien entre pauvreté et terrorisme, s'est fermement résolu à combattre la pauvreté. L'UE et les États-Unis ont ainsi décidé d'accroître leur APD. Puis, en 2002, plusieurs conférences internationales consacrées à la question de la réduction de la pauvreté, dont celle de Monterrey en mars et le Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, ont contribué à entretenir la dynamique et la mobilisation.

Mais les donateurs ont-ils adopté la bonne façon de procéder ? Est-il possible, à coups d'objectifs et de procédures, sans remise en cause du sujet, de mettre en échec le fléau endémique de la pauvreté, alors que les efforts déployés depuis 50 ans ont été vains ? En dépit du regain d'intérêt et de détermination, la campagne mondiale en faveur de la réduction de la pauvreté risque de rester lettre morte si nous ne manifestons pas un certain sens de la mesure et de la continuité.

Le point sur lequel pêche la stratégie mondiale de développement, c'est qu'elle change trop radicalement d'orientation, après quelques années de mise en œuvre, pour sacrifier aux nouvelles conceptions. La



## Réduire la pauvreté

systématisation des stratégies de lutte contre la pauvreté, à laquelle nous assistons actuellement, nous amène à nous demander ce qu'il est advenu des principes d'austérité macroéconomique et d'« ajustement structurel » qui sous-tendaient les théories du développement des années 1980, et étaient de ce fait imposés aux pays surendettés. Ces revirements intellectuels résultent en partie de la psychologie collective des institutions nationales et internationales. Lorsque les partisans des objectifs et des stratégies de développement élèvent la lutte contre la pauvreté au rang de nouveau consensus mondial, cela ne reflète pas vraiment la réalité. Le dernier rapport de la CNUCED sur les pays les moins avancés (PMA) préconise, dans les pays où sévit une pauvreté généralisée, la création de liens favorisant l'intégration dans l'économie mondiale, et non pas une action spécifiquement ciblée sur la pauvreté. D'ailleurs, un malaise refoulé envers l'engouement actuel pour les politiques favorables aux populations pauvres est perceptible au sein de tous les grands organismes internationaux, y compris la Banque mondiale.

Les structures socioéconomiques et les causes de la pauvreté peuvent différer

considérablement d'un pays pauvre à l'autre, ce qui soulève un problème majeur. Un cadre uniforme, quel que soit son objectif, y compris de résorber la pauvreté, ne saurait s'appliquer à l'ensemble des pays en développement qui ont des aspirations et des besoins différents. La campagne actuelle nous a fait perdre de vue cette considération fondamentale. D'après les experts de la Banque mondiale, la réalisation des ODM nécessiterait que soient dégagés chaque année US\$40 à 60 milliards supplémentaires – c'est-à-dire un doublement de l'APD à l'échelle mondiale. Leurs calculs se fondent sur deux cas de figure différents : d'un côté, le recours à l'investissement productif comme moteur de la croissance et, de l'autre, la somme des coûts engendrés par des mesures favorables aux pauvres dans le domaine de la santé, de l'éducation, etc. Cela étant, nous n'avons toujours pas réussi à déterminer la place qu'il convient de faire à chacun des modes d'intervention dans chaque pays. Cette lacune pourrait exercer un effet dissuasif lorsqu'il s'agira de passer aux actes.

On pourrait ainsi classer les pays en développement :

- Les pays performants à revenu intermédiaire – pays commençant à pouvoir se passer de l'APD et devenant des acteurs à

part entière sur les marchés mondiaux, et des partenaires actifs dans la coopération mondiale (la Malaisie ou le Chili, par exemple) ;

- Les pays aux premiers stades du processus d'industrialisation – pays toujours très pauvres, stimulant la croissance par la construction d'infrastructures et la création de liens commerciaux et d'investissement, tout en s'attaquant aux problèmes sociaux (le Viêt-nam, par exemple) ;

- Les pays aux ressources abondantes – pays instaurant des mécanismes leur permettant d'utiliser efficacement leurs recettes, d'éviter la surévaluation et d'atténuer les effets des fluctuations des cours (le Kazakhstan, par exemple) ;

- Les petits pays isolés – pays mettant en œuvre régulièrement des mesures modestes mais efficaces de soutien à l'agriculture, à l'artisanat, au tourisme, à l'exploitation minière, aux transports, etc. (le Laos, par exemple) ;

- Les pays engagés dans la lutte contre la pauvreté – pays se dotant de capacités stratégiques et administratives destinées à mettre en œuvre des mesures favorables aux populations pauvres et à l'intégration sociale (la Bolivie ou l'Ouganda, par exemple) ;

- Les pays précaires et instables – pays

## Démarche sociale

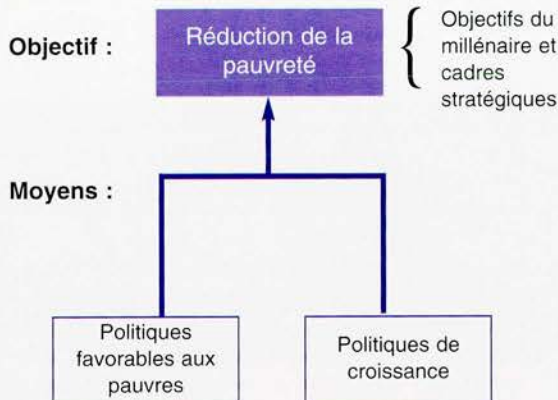
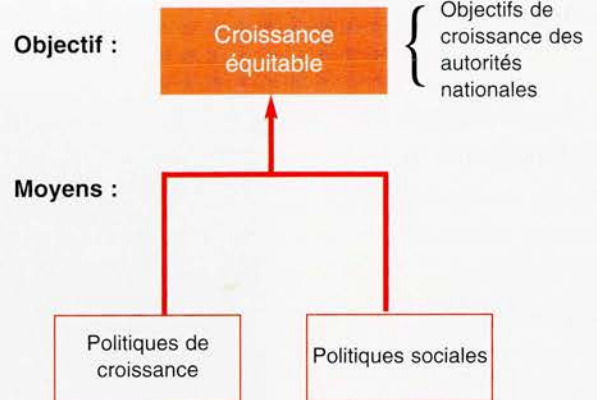
Nguyen Thi Than, enseignante non-voyante, accompagne de jeunes non-voyants au Centre Bung Sang (première lueur du jour), école pour aveugles située à Ho Chi Minh ville, au Viêt-nam (cliché pris en 2000). Le mois dernier, ce centre a lancé un programme informatique, financé par l'Union européenne, afin d'élargir les possibilités d'apprentissage offertes à quelque 60 000 à 70 000 enfants vietnamiens non-voyants. Pour utiliser leurs ordinateurs, les élèves disposent de claviers en braille ainsi que de programmes audio et de programmes de synthèse vocale spécialisés.



© Rathavy Duong/Reuters-STR



## Deux conceptions du développement

Vu par la Banque mondiale et l'ONU  
Réduire la pauvretéVu par le Viêt-nam  
Favoriser une croissance équitable

s'efforçant, avec le concours de la communauté internationale, d'accéder à la stabilité politique et de garantir les besoins essentiels en vue d'un développement futur (l'Afghanistan, par exemple).

Cette liste n'est certes pas exhaustive, mais elle a au moins l'avantage de mettre en évidence la nécessité de nuancer les politiques de développement. Celles-ci doivent être le fruit d'un examen minutieux, en étroite collaboration avec les autorités nationales, de la situation de chaque pays. Si le mauvais médicament est prescrit à un patient, au mieux il est inefficace, au pire il est extrêmement nocif. Les stratégies élaborées par les organismes internationaux s'adressent essentiellement aux pays engagés dans la lutte contre la pauvreté, et ne peuvent donc être regardées comme un remède applicable à tous les autres. L'Afrique subsaharienne souffre indéniablement d'une pauvreté à grande échelle, mais même là, c'est à chaque pays, et non aux donateurs, qu'il revient de décider si oui ou non la réduction de la pauvreté doit être son unique objectif.

L'Asie de l'Est doit son développement économique à la construction progressive d'un réseau de production régional cimenté par des courants d'échanges et d'investissements. L'un après l'autre, des pays

à des stades de développement différents sont venus étoffer ce réseau, ce qui a contribué à renforcer leurs capacités en les soumettant à la dure loi du marché. Le développement ne signifiait pas réduire la pauvreté mais participait d'un processus social visant à rattraper les pays les plus avancés. La forte régression de la pauvreté qui s'en est suivie est le résultat, et non la cause, d'une transformation réussie grâce à l'intégration internationale.

En mai 2002, le Viêt-nam a été le premier pays de l'Est asiatique à présenter un CSLP complet. On a rapidement pu ressentir sur cette économie avide de croissance les contraintes liées à une politique de lutte contre la pauvreté imposée par l'extérieur. Au niveau national existaient déjà un plan quinquennal et une stratégie décennale ayant pour objectifs, d'une part, de doubler le PIB d'ici 2010 et, d'autre part, de faire du pays une nation industrielle moderne d'ici 2020. La totalité des ressources budgétaires avait en conséquence été mise au service de ces objectifs. Lorsque certains donateurs zélés ont tenté d'imposer d'allouer les ressources en fonction de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté, les responsables vietnamiens leur ont opposé une fin de non-recevoir. Les divergences ont pu être gommées, et le document définitif, rebaptisé « stratégie

intégrée pour la réduction de la pauvreté et la croissance » est tenu pour modèle par la Banque mondiale. Pourtant, n'aurions nous pas dû plutôt encourager la stratégie choisie par le Viêt-nam au lieu d'essayer de la modifier entièrement ?

Un pays peut tout à fait parvenir à s'intégrer effectivement dans l'économie mondiale en tant qu'acteur et non pas éternel assisté, ainsi qu'en témoigne la réussite du Chili. Pourquoi cette stratégie devrait-elle être refusée à l'Afrique subsaharienne ? ■

\* Kenichi Ohno est conseiller en matière de politique d'aide auprès du gouvernement du Japon.

## Références

- Devarajan, S., Miller, M.J., et Swanson, E.V. (2002), « Goals for Development: History, Prospects and Costs », *Document de synthèse de la Banque mondiale* n° 2 819 (avril). Voir : [www.worldbank.org/](http://www.worldbank.org/)
- Ohno, K. (2002), « Development with Alternative Strategic Options : A Japanese View on the Poverty Reduction Drive and Beyond », *GRIPS Development Forum Policy Note* n° 1 (mai). Voir : [www1.oecd.org/forum2002/speeches/index.htm](http://www1.oecd.org/forum2002/speeches/index.htm)
- Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2002), *Les pays les moins avancés – Rapport 2002. Aperçu général : un véritable tournant ?* (juin). Voir : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)



# Commerce et environnement : trouver un équilibre

Ronald Steenblik et Dale Andrew, Direction des échanges de l'OCDE

**Le libre-échange et l'environnement sont-ils compatibles ? Certainement. Et sous certaines conditions, ils peuvent même se renforcer mutuellement.**

Les pays en développement veulent améliorer leur revenu grâce aux exportations. Les importateurs, et plus particulièrement les pays industrialisés, tiennent à ce que les biens importés répondent à leurs propres prescriptions internes en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Les consommateurs de ces pays peuvent aussi souhaiter minimiser l'impact environnemental lié à la production de ces marchandises. En théorie, ces différents objectifs sont conciliables. Mais dans la pratique, ils ne le sont pas toujours, car les voies de leur harmonisation sont parfois multiples, et ont plus ou moins d'effets sur les pays en développement.

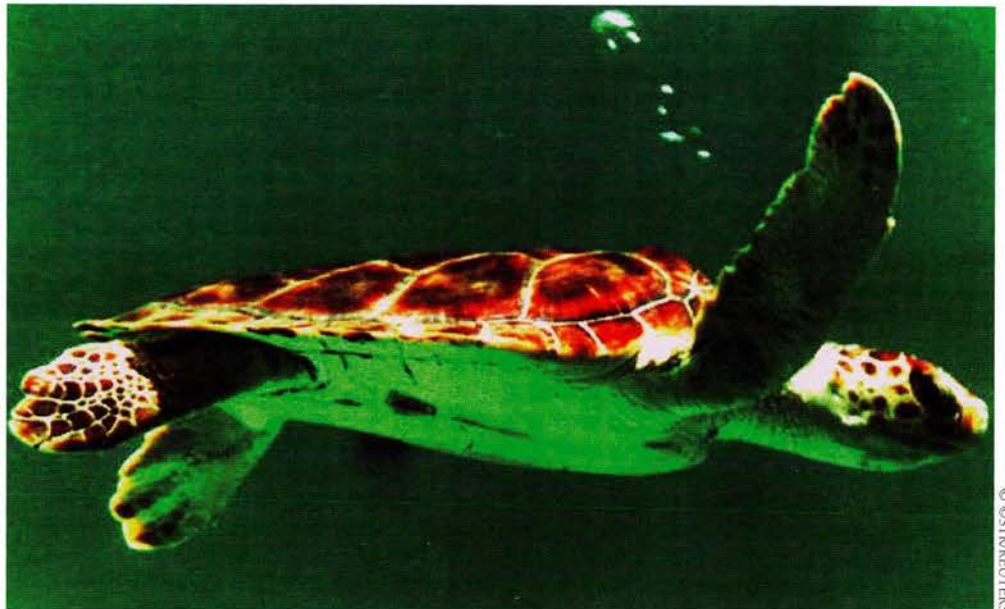
Des recherches effectuées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont montré par exemple que certains pays en développement avaient subi des pertes à l'exportation considérables, faute de pouvoir satisfaire aux normes et réglementations environnementales des pays développés. Prenant acte de ce problème, les ministres présents au Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de Doha, en novembre 2001, ont demandé au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC

d'accorder une attention particulière à l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, spécialement en ce qui concerne les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux. Comme il est précisé sur le site web de l'OMC, « Le respect de prescriptions environnementales peut entraîner une lourde charge pour les exportateurs, par exemple lorsque ceux-ci souhaitent vendre leurs produits dans un pays qui exige des emballages recyclables. » L'OMC continue en précisant que les travaux du Comité « n'ont pas pour but d'abolir les prescriptions environnementales, mais de trouver un équilibre approprié entre les objectifs commerciaux et environnementaux. »

Il faudrait que ces objectifs commerciaux et environnementaux parviennent à se renforcer mutuellement, même si le processus risque d'être laborieux. Prenons un problème écologique tout à fait clair en apparence, celui

des tortues marines, déjà menacées d'extinction, qui se noient dans les filets des crevettiers. Ayant cerné le problème, les États-Unis ont proposé une solution simple : tous les chaluts à crevettes opérant dans les eaux américaines devraient être équipés de cages (« systèmes d'exclusion des tortues », ou TED) laissant les crevettes pénétrer dans le filet mais permettant aux tortues de s'enfuir.

Le problème semblait résolu, du moins dans les eaux américaines. Mais les mouvements écologistes et l'industrie crevettière des États-Unis n'étaient pas satisfaits. Les pêcheurs américains estimaient que cette mesure assurait un avantage indu aux flottes de pêche étrangères, tandis que les groupes de défense de l'environnement souhaitaient que le dispositif soit appliqué à l'échelle internationale. Cette improbable alliance a rapidement abouti à l'extension de la mesure, et des interdictions ont été édictées contre les importations de crevettes



© OSTRALUTERS

Profiter d'un commerce plus « vert »



en provenance de tout pays qui n'appliquait pas un mécanisme de protection des tortues analogue à celui des États-Unis.

Afin de préserver leurs exportations, plusieurs pays voisins ont imposé à leurs crevetiers d'utiliser des TED. Le Costa Rica fut l'un d'entre eux. Toutefois, les engins en question, importés des États-Unis et conçus en fonction des conditions de pêche américaines, se sont bientôt révélés inadaptés aux eaux peu profondes et encombrées de débris dans lesquelles les pêcheurs costaricains tirent leurs chaluts. Dans les eaux du Costa Rica, avec un TED conçu pour la pêche aux États-Unis, les chaluts ramenaient en moyenne 70 % de débris et 30 % de crevettes.

Dans pareils cas, lorsque des modifications des procédés ou des méthodes de production sont requises, on ignore parfois comment respecter les nouvelles normes dans les conditions locales, faute de recherches préalables suffisantes. Parce qu'elles négligent la situation particulière de tel pays ou secteur, les mesures non différenciées ont moins de chances d'être efficaces, et même si elles le sont, elles risquent de susciter le ressentiment. En l'occurrence, les autorités costaricaines ont mis au point un TED mieux adapté à leurs conditions locales, et elles ont fini par convaincre les autorités américaines que leur dispositif offrait un degré de protection des tortues équivalent.

Des dossiers tels que celui des TED démontrent la possibilité de mettre au point des réglementations plus adaptables aux conditions locales, tout en répondant à l'objectif environnemental. Mais pour les pays en développement, le problème le plus fréquent est l'insuffisance des capacités à remplir cet objectif. Ce déficit revêt des formes multiples : difficultés pour suivre et analyser les nouvelles mesures environnementales proposées ; manque de moyens techniques et d'experts qualifiés pour contrôler le respect des prescriptions des importateurs ; capital insuffisant pour investir dans de nouveaux procédés et méthodes de production moins préjudiciables à l'environnement.

Pour résoudre le premier problème, il convient de laisser aux pays en développement un délai suffisant pour réagir à une réglementation, avant que les exportations ne commencent à en subir les effets. Il faut du temps pour faire mieux connaître et comprendre les nouvelles mesures

### **Parce qu'elles négligent la situation particulière de tel pays ou secteur, les mesures non différenciées ont moins de chances d'être efficaces, et même si elles le sont, elles risquent de susciter le ressentiment.**

environnementales. Conformément aux règles de l'OMC, les nouvelles réglementations techniques doivent être communiquées aux autres membres avant leur entrée en vigueur. Quelques pays de l'OCDE vont au-delà de cette obligation et engagent des consultations avec les exportateurs étrangers ou font d'autres démarches pour éviter de les prendre par surprise. Cette tendance marque un progrès incontestable par rapport aux pratiques antérieures : il arrivait que les exportateurs d'un pays en développement n'apprennent l'existence d'une disposition nouvelle qu'au moment où la marchandise était refusée à la frontière de l'importateur.

Les règles de l'OMC encouragent aussi les pays à fonder leurs réglementations sur des normes internationalement reconnues, et beaucoup d'entre eux suivent ce conseil. Mais que faire en l'absence de normes internationales ? Cette situation est peut-être plus fréquente qu'on ne le croit. Pour beaucoup de pays, une tactique simple consiste à adopter une réglementation similaire à celle déjà appliquée par d'autres pays. Ainsi, nombre de pays de l'OCDE, suivant en cela l'exemple du Japon en 1973, ont instauré une limitation des taux de formaldéhyde dans les vêtements et les produits textiles similaires. Toutefois, quand les Pays-Bas ont récemment décidé de mettre en place leurs propres normes, ils ont entrepris de nouveaux essais pour évaluer les risques potentiels pour l'homme d'une exposition à cette substance chimique par l'intermédiaire des vêtements. Il s'est avéré que la plus grande partie du formaldéhyde (utilisé par exemple pour le finissage textile en tant qu'apprêt d'infroissabilité) présent dans les vêtements neufs disparaît au cours du premier lavage. En conséquence, la limite maximale de résidus en vigueur aux Pays-Bas reflète cette distinction (avant ou après lavage), et elle est plus aisée à respecter pour les pays en développement.

Les réglementations relatives aux produits alimentaires et aux boissons sont celles qui suscitent le plus de problèmes de mise en conformité. De plus en plus, les agriculteurs des pays en développement, lorsqu'ils sont confrontés à une limitation stricte des résidus de pesticides, choisissent de se convertir à l'agriculture biologique. Certes dans certains cas, une lutte intégrée contre les ravageurs suffirait, mais le coût de ces méthodes et les compétences nécessaires à leur application peuvent être hors de portée du producteur, qui est plus apte à assimiler et à mettre en œuvre les méthodes biologiques. Cependant, les agriculteurs qui s'engagent dans la production biologique souhaitent vendre leurs produits à des prix plus élevés qu'auparavant, et cela passe par l'obtention d'un label biologique. Or, dans de nombreux pays les organismes de certification locaux ne sont pas accrédités auprès des autorités des pays importateurs. Les producteurs n'ont alors pas d'autre choix que de faire appel aux services onéreux d'un organisme certificateur agréé par le pays importateur et généralement établi dans ce dernier.

De même que les pays développés et les ONG ressentent de légitimes inquiétudes d'ordre écologique au sujet des importations, les pays en développement peuvent éprouver de réelles difficultés pour y répondre. Il y a certainement des cas où les importations de produits menaçant la santé, la sécurité ou l'environnement devraient être évitées. Mais en dehors de ces cas, les autorités chargées de la réglementation et les autres organismes normatifs devraient se préoccuper davantage des effets potentiels de leurs mesures sur les exportateurs. Et lorsqu'un pays exportateur déploie de réels efforts pour adopter des normes environnementales nouvelles, il incombe aux pays de l'OCDE de faire leur possible pour l'aider à se mettre en conformité, par exemple en dispensant des conseils techniques pour l'application de technologies propres. Nous aurions alors bien plus de chances d'apporter la preuve que le libre-échange, le développement et l'environnement peuvent évoluer ensemble en un tout cohérent. Tout le monde y gagnerait, et pas seulement les tortues de mer. ■

#### **Références :**

- Voir : [www.oecd.org/ech/tradenv](http://www.oecd.org/ech/tradenv)
- OMC, voir : [www.wto.org](http://www.wto.org)
- CNUCED, voir : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)



# La pêche en crise

Carl-Christian Schmidt, Direction des pêcheries de l'OCDE



© HO/Reuters



© STR/Reuters

Pas de compétition

Les océans recouvrent la plus grande partie de la planète, mais ils sont surexploités. Les outils pour aider le secteur halieutique à s'adapter existent. Il est temps de les mettre en œuvre.

Les pêcheurs ont de bonnes raisons d'être insatisfaits. Les ressources halieutiques diminuent, et pourtant les prix baissent, du fait de la concurrence d'autres aliments peu chers. La pression écologique s'intensifie en faveur d'un ralentissement de l'exploitation des mers, notamment dans le but de permettre aux stocks (en particulier les espèces menacées d'épuisement) de se reconstituer. Si l'on ajoute à la surexploitation la pollution croissante des mers et le réchauffement de la planète, il semblerait que les difficultés auxquelles sont confrontées les pêcheurs ne cessent de se multiplier.

La situation n'est pas sans issue mais il faut adopter des mesures radicales, à la fois pour mettre fin à la surexploitation massive des ressources halieutiques nationales et pour lutter contre le fléau mondial de la pêche illégale.

La production mondiale de la pêche a atteint le palier des 100-120 millions de tonnes, dont les trois-quarts environ sont destinés à la consommation humaine et le reste à la fabrication d'aliments pour les élevages porcins et l'aquaculture. Or le volume des captures n'a pas tellement évolué au cours des cinq dernières années, ce qui tendrait à prouver que le niveau de prélèvement maximum a été atteint et que la mer ne peut plus produire davantage.

Dans un contexte de diminution des ressources halieutiques et de baisse des revenus, les décideurs se sont par trop empressés d'acquiescer aux demandes de subventions des pêcheurs. Au lieu de restructurer et de mettre en place des systèmes de gestion adaptés, ils ont pris des mesures qui ont provoqué une augmentation de la capacité de pêche. Entre temps, les ressources halieutiques ne se sont pas



reconstituées et la situation économique s'est détériorée. Les revenus des pêcheurs ont donc continué de chuter. Quelques pays font exception : en effet, au cours des 10 dernières années, l'Islande a réformé son secteur halieutique en diminuant la capacité de pêche et en imposant des quotas de capture stricts, de sorte qu'aujourd'hui, la rentabilité s'améliore et les stocks se reconstituent. Il en va de même en Nouvelle-Zélande, où la mise en place d'un système de gestion des pêches, économiquement efficient, a permis l'ajustement du secteur et l'a rendu rentable. Mais ces réformes demandent un courage politique et des décisions énergiques.

Certes, les phénomènes naturels ont également eu un effet dévastateur sur l'environnement marin des pêcheries : El Niño – une perturbation des eaux et de l'atmosphère de l'océan Pacifique tropical – a ravagé les pêcheries chiliennes et péruviennes ; de même, certains pêcheurs du nord-ouest de l'Atlantique accusent le réchauffement des eaux et la pollution d'être à l'origine de la rareté et des migrations erratiques des poissons d'eaux froides comme le cabillaud. Mais il n'en demeure pas moins que les grands responsables sont une mauvaise gestion des pêches et des mesures gouvernementales inadéquates.

N'ayons pas peur des mots, des pêcheurs trop nombreux pourchassent des poissons devenus trop rares. Dans le monde, plus de 30 millions de pêcheurs vivent directement de la pêche, sans compter les quelques 200 millions de personnes qui en sont dépendantes de par leurs liens familiaux ou leur emploi dans des industries et activités connexes. En d'autres termes, un nombre d'hommes à peu près équivalent à la population des États-Unis est directement ou indirectement tributaire de la mer, et pour certains, avant même d'être une source de revenu, elle est un moyen de subsistance. Sans parler de certains pays côtiers d'Afrique qui, sans la pêche, mourraient purement et simplement de faim, des pays riches comme l'Islande et certaines régions du Canada et du Japon connaîtraient, eux aussi, de graves problèmes s'ils cessaient brutalement de pêcher.

Des mesures s'imposent pour garantir la pérennité de la pêche et permettre aux pêcheurs de continuer d'en vivre. Il convient d'agir sur deux plans au moins : réformer les industries de la pêche et la gestion des pêcheries au niveau national, et arrêter la

progression de la pêche non réglementée en haute mer (voir encadré page 34).

### Capacité nationale

Selon un rapport de la FAO de 2000, 25 % des stocks mondiaux sont sous-exploités ou modérément exploités, 50 % sont pleinement exploités, 15 % sont surexploités et environ 10 % sont épuisés ou en voie de reconstitution. Les pays de l'OCDE prélèvent 25 à 30 millions de tonnes, soit environ un cinquième du volume mondial des captures. Étant donné que la plupart des stocks se trouve dans les eaux sous juridiction nationale (plus de 90 %), c'est aux pays qu'il incombe de procéder à des réformes en partenariat avec les intéressés.

Le problème vient de ce que l'écart entre la capacité excessive de pêche (navires, engins, pêcheurs) et l'aptitude des ressources naturelles à se renouveler est tel qu'il faudrait réformer radicalement le secteur. Tout le monde y gagnerait : en effet, des systèmes de gestion des pêches efficaces permettraient de capturer plus de poissons à un moindre coût, tout en garantissant le renouvellement et la pérennité des ressources halieutiques. Certes l'ajustement risque d'être douloureux à court terme pour les communautés de pêcheurs, mais à long terme, le prix de l'immobilité serait encore plus lourd.

Il existe toutefois des signes encourageants : de nombreux instruments juridiques et directives ont entre autres été récemment élaborés. Des organisations internationales ont réalisé des analyses économiques et évalué les conséquences de l'action et de l'inaction. Elles ont établi des séries de lignes

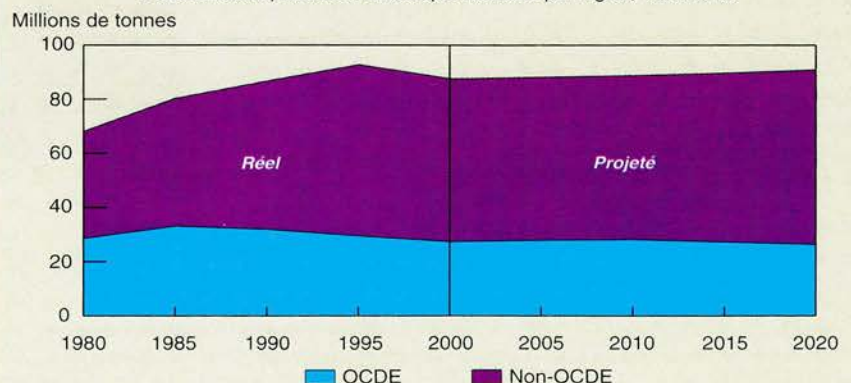
directrices pour l'élaboration de systèmes de gestion responsables et durables. Citons le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO (1995) dont l'objectif est de guider les autorités nationales qui envisagent de réformer le secteur de la pêche. Il propose des dispositifs ingénieux que plusieurs pays de l'OCDE appliquent aujourd'hui pour diminuer leur capacité de pêche, comme le rachat par l'État des navires suivi de leur désarmement ou encore les quotas de pêche négociables.

L'OCDE également a analysé les mesures destinées à aider les pêcheurs pendant la phase de transition vers une pêche responsable (voir références) et elle est en particulier parvenue à cette conclusion : les décideurs devraient prendre en compte tous les aspects de la pêche, de la capture jusqu'à la commercialisation. Cette approche globale suppose le redéploiement des diverses mesures qui touchent à la fois le secteur halieutique et l'aval de la filière, par exemple la distribution. Ainsi, les interventions sur le marché pour faire baisser les prix des poissons de trop petite taille ou des crustacés grainés, décourageraient les pêcheurs de les capturer et les distributeurs de les commercialiser. L'étiquetage peut être un autre instrument, comme en témoignent les conserves de thon portant la mention « sans danger pour les dauphins » qui ont eu un tel succès auprès des consommateurs qu'il est désormais impossible de vendre des produits sans cette mention.

En 1999, les pays de l'OCDE ont consacré US\$5,5 milliards aux transferts publics en faveur du secteur de la pêche, dont la plus grande partie (74 %) a été affectée aux

### Une production stagnante

Évolution de la production halieutique mondiale par région, 1980-2020



Source : OCDE



services généraux, notamment à la surveillance, à la recherche et à la police des pêches, qui sont des conditions sine qua non de la pérennité des pêches. Toutefois, une grande partie de ces concours financiers pourrait être utilisée plus efficacement pour inciter les pêcheurs à quitter le secteur, en finançant, par exemple, des programmes de reconversion dans des activités proches, comme la surveillance des côtes ou le tourisme. Et, de toute évidence, la retraite anticipée peut aussi être envisagée pour certains pêcheurs. Comme on le voit, les solutions existent, seule manque la volonté politique.

Pour les pays en développement, la situation est peut-être plus compliquée encore, en particulier du point de vue financier. Et pourtant, eux non plus ne peuvent se permettre d'éviter l'ajustement. Certains d'entre eux ont tout intérêt à procéder au changement nécessaire pour préserver les ressources halieutiques, étant donné qu'elles constituent leur principale

source de nourriture et de protéines. Les pays de l'OCDE doivent montrer l'exemple et aider les pays pauvres à acquérir les connaissances et les capacités dont ils ont besoin. Malgré tout, ce ne sera pas facile. Non seulement certains pays en développement ne possèdent pas, à proprement parler, de système de gestion des pêches, ni d'institutions pour gérer les stocks, mais nombre d'entre eux n'ont tout simplement pas les moyens de procéder à la surveillance et au suivi des pêcheries, même dans leur Zone économique exclusive. En outre, l'économie locale n'offre pas nécessairement de solution de remplacement. En d'autres termes, l'ajustement doit s'inscrire dans une stratégie plus large de développement. Néanmoins, certains pays, comme le Sénégal, l'Indonésie et l'Argentine, ont un secteur de pêche florissant et exportent leurs produits vers les pays de l'OCDE. Bien qu'ils aient essentiellement besoin d'aide en matière de gestion et de savoir-faire, un soutien financier faciliterait sans doute leur adaptation.

Les événements, comme le Sommet de Johannesburg sur le développement durable, seraient l'occasion pour les pays participants de renforcer leurs engagements au titre des différents traités de pêche et des autres accords internationaux négociés au cours des dernières décennies. Le Code de conduite de la FAO est, là encore, l'exemple parfait. Bien que rien ne les y oblige, les pays devraient sérieusement envisager de le mettre en œuvre et d'intégrer explicitement sa philosophie et ses recommandations dans leur législation nationale. Le temps presse et le moment est peut-être venu de rendre ces codes à caractère volontaire plus contraignants. Cela témoignerait de notre volonté de résoudre le problème des océans et de la pêche et à plus longue échéance, cela redonnerait espoir aux pêcheurs du monde entier. ■

#### Références

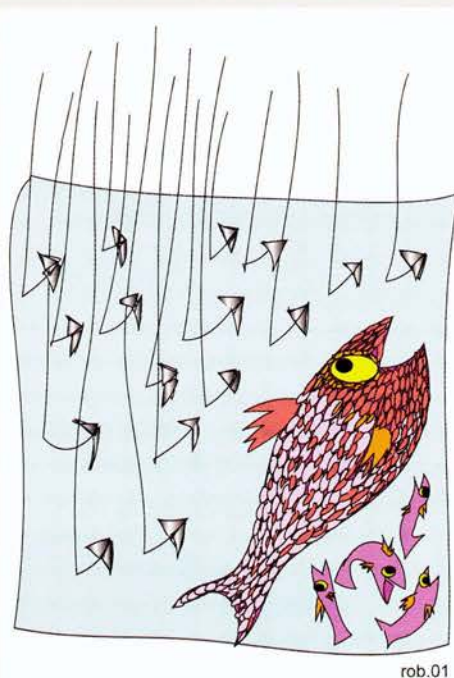
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- FAO (1995), *Code de conduite pour une pêche responsable*, FAO, Rome.

### Pavillons de nuisance

Y a-t-il un moyen d'empêcher les navires de pêche nationaux "surnuméraires" d'aller pêcher en haute mer, voire même de battre pavillon de pays qui n'exercent pas de réelle surveillance sur les activités de leurs flottilles ? En effet, le nombre de navires qui pêchent sous pavillons de complaisance, dont la majorité est originaire de pays de l'OCDE, a augmenté au cours des 10 dernières années.

Certes les bateaux battant pavillon de complaisance ne représentent que 6 % de la flotte de pêche mondiale mais, comme ils échappent aux mesures de gestion, leurs coûts sont moindres et ils jouissent donc d'un avantage déloyal par rapport aux pêcheurs qui respectent les règles et adoptent des pratiques favorables à la conservation. Le volume de leur capture n'est peut-être pas énorme, mais les espèces qu'ils pêchent - thon, espadon et légine australe - ont une grande valeur économique. Que des navires ne se soumettent pas aux règles internationales, pour autant qu'elles existent, est un problème en soi mais il en cache un autre : ces poissons auraient pu être capturés à l'intérieur des frontières nationales car ils traversent souvent ces zones lors de leur migration.

La pêche illégale a lieu en majorité en haute mer où les structures de gouvernance sont défaillantes et où la pêche est ouverte à



rob.01

tous, à moins qu'une organisation régionale de gestion de la pêche n'ait été créée pour apporter des solutions. Toutefois, les pavillons de complaisance compliquent beaucoup leur mission de contrôle des ressources halieutiques dans les zones placées sous leur juridiction. Les activités de pêche

pratiquées sous pavillon de complaisance sapent le travail de comités, comme la Commission internationale pour la conservation des thonides de l'Atlantique, la *Commission for the Conservation of Southern Bluefin Tuna* et la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, qui ont été créées pour protéger des points névralgiques.

Des mesures et des engagements plus fermes sont indispensables au niveau international pour contenir les activités des navires battant pavillon de complaisance. Le sommet de Johannesburg est l'occasion pour les pays qui retirent des navires de leur flottille de pêche et les pays de libre immatriculation de parvenir à un arrangement. Le Plan d'action international pour la lutte contre la pêche illégale, non autorisée et non déclarée de la FAO offre un cadre d'action. Cependant, comme la demande appelle l'offre, les pays devront exercer de fortes pressions diplomatiques, mais aussi imposer des mesures pour empêcher la circulation des poissons capturés de façon illégale. Des restrictions à l'importation visant spécifiquement les navires et les pays qui ne respectent pas les règles et les normes internationales, les systèmes de certification, l'étiquetage, sont autant de mesures qui devraient être étudiées et utilisées. Elles seraient bénéfiques non seulement pour les ressources halieutiques, mais aussi pour les marchés.



# Changement climatique : L'après Kyoto

**Burton Richter**, Professeur en Sciences physiques et directeur émérite, Stanford Linear Accelerator Center, Université de Stanford, Californie, et Prix Nobel de Physique 1976

Le débat sur les différentes sources d'énergie va s'intensifier à Johannesburg et au-delà. Certes les progrès technologiques peuvent nous faire espérer des jours meilleurs, mais en attendant, le Professeur Richter nous dresse un tableau de nos alternatives.

Toutes les études menées sur le changement climatique sont formelles : ce sont les gaz à effet de serre (GES), et notamment le dioxyde de carbone, rejetés lors de la consommation toujours croissante de combustibles carbonés (charbon, pétrole et gaz), qui sont responsables de la hausse des températures moyennes de la Terre. Or, ces combustibles carbonés alimentent la quasi-totalité des systèmes énergétiques de la planète, et l'essor de l'économie mondiale, associé à la persistance d'un tel « cocktail » énergétique, vont accélérer l'accumulation de GES dans l'atmosphère. Enrayer ce phénomène tout en préservant le progrès économique exige le remplacement massif de ces combustibles.

Le premier effort international concerté de lutte contre le changement climatique a été effectué à Kyoto. Après un processus de ratification long et laborieux, les États qui ont signé le Protocole ont eu le sentiment d'avoir enfin apporté une réponse au réchauffement



de la planète. Pourtant, cette réponse est pour le moins modeste ; le respect des critères définis à Kyoto n'aura qu'un impact négligeable sur les émissions de GES. En effet, dans le cadre du Protocole, les pays industrialisés se sont engagés d'ici à 2012 à réduire leurs émissions de 5 % par rapport aux niveaux de 1990. Cette démarche semble

progressive, mais c'est sans compter sur l'expansion économique que devraient connaître les pays en développement sur la même période, entraînant une hausse des émissions bien plus importante que les réductions envisagées. Sur cette base, on peut prévoir que la concentration de GES dans l'atmosphère en 2012 ne fera pas un bond en





© Jacques Bittou/DECD

Le professeur Richter

arrière par rapport à 1990 mais seulement par rapport à 2008. Ce sont donc les actions engagées au-delà du Protocole de Kyoto qui importeront.

Il faut se projeter dans le futur pour saisir les véritables dimensions du problème. D'ici 2050, la population mondiale va passer de 6 milliards d'individus à près de 10 milliards, la production mondiale tripler en volume, et la consommation d'énergie primaire doubler. Les statistiques démographiques citées ici proviennent du scénario intermédiaire établi par les Nations unies, et les prévisions économiques du scénario B de croissance moyenne de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA). Des projections réalisées par d'autres organismes corroborent ces chiffres.

C'est dans les pays en développement que l'on assistera à la plus forte augmentation de population et de consommation d'énergie. Ces transformations contribueront à alléger le fardeau de la pauvreté. De plus, en matière d'énergie, le terrain est particulièrement propice au changement. Toutefois, avant d'aborder cette question, un facteur essentiel doit être pris en compte : le temps.

Le temps joue un rôle fondamental. Les gouvernements ne semblent pas percevoir aussi clairement que les scientifiques la nécessité d'agir au plus vite. En effet, les principales conséquences du changement climatique ne seront pas visibles avant des dizaines d'années et pour la plupart des gouvernements, tout ce qui suit la prochaine échéance électorale se perd dans l'infini ; et ce d'autant plus si l'action impose des coûts importants.

Facteur aggravant, la société a tendance à s'en remettre à la science et à la technologie pour trouver un remède miracle à ses maux. Beaucoup estiment qu'elles ont transformé notre société et qu'elles devraient donc pouvoir la sauver. Seulement, cette fois-ci, elles seront impuissantes, car le dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ) reste en suspension dans l'atmosphère pendant une centaine d'années. À supposer que nous puissions dès aujourd'hui substituer à toutes nos sources d'énergie des sources n'émettant aucun GES, il faudrait quand même plus d'un siècle pour revenir aux concentrations de  $\text{CO}_2$  de l'ère préindustrielle.

Le couple énergie/économie, les investissements déjà effectués dans les systèmes énergétiques et les énormes investissements qui s'imposeront dans ce domaine au cours des 50 prochaines années entraînent un constat sans appel : plus on repoussera les décisions importantes, plus il sera difficile d'enrayer le changement climatique. La concentration de  $\text{CO}_2$  va s'amplifier et il sera de plus en plus complexe de la stabiliser à un niveau viable sur le long terme. Le changement climatique est tel un camion prenant de la vitesse au fur et à mesure que les quantités de GES rejetées dans l'atmosphère augmentent. Plus on freine tôt, plus il est facile de l'arrêter.

Afin d'atténuer les émissions de GES et leurs conséquences, la planète devrait privilégier en tout premier lieu les économies d'énergie et le rendement énergétique. En effet, la meilleure et la plus économique des énergies non carbonées est celle que l'on évite de consommer. Les études menées par l'IIASA et d'autres organismes sur la consommation future d'énergie tablent sur une chute de 1 % par an de ce qu'on appelle l'intensité énergétique (énergie primaire consommée par dollar de production). Les projections faites jusqu'à 2050, qui indiquent que le monde consommera 27 térawatts d'énergie primaire par an, contre 14 aujourd'hui, tiennent compte de cette donnée. (1 térawatt équivaut à la teneur énergétique d'environ 750 millions de tonnes de pétrole ; aujourd'hui par exemple, l'ensemble de l'Europe occidentale ne consomme que 2 térawatts d'énergie primaire par an).

Si l'intensité énergétique chutait à un rythme de 2 % par an, en 2050 l'économie mondiale consommerait 10 térawatts d'énergie primaire de moins que prévu. Les

dépenses énergétiques mondiales seraient réduites de \$1 000 milliards par an par rapport aux prévisions actuelles. Il s'agit là d'un objectif ambitieux mais, comme on l'a remarqué, les pays en développement offrent une belle opportunité. Ce sont eux qui devraient connaître l'essentiel de la poussée démographique et de la hausse de la consommation d'énergie, et actuellement, l'intensité énergétique y est trois fois plus élevée environ que dans les pays industrialisés.

La solution la plus simple et la plus rapide pour rationaliser l'intensité énergétique consiste à installer des systèmes énergétiques modernes et efficaces là où de nouveaux équipements sont nécessaires, plutôt que de moderniser les anciens systèmes ou de les mettre hors service alors qu'ils sont encore exploitables. Ainsi, le rendement d'une centrale moderne au gaz naturel est supérieur d'environ 50 % à celui d'une vieille centrale au charbon. La Chine s'est déjà engagée sur cette voie ; sa production a augmenté dans la seconde moitié des années 1990 tandis que ses émissions de carbone régressaient.

Les coûts d'installation des systèmes à bon rendement sont peut-être plus élevés que ceux des anciens systèmes, mais à long terme, ils sont plus économiques. Les pays industrialisés peuvent participer efficacement à la réduction des émissions de  $\text{CO}_2$ , d'une part en finançant l'écart de prix qui existe entre les deux dans les pays en développement, et d'autre part en améliorant le rendement de leurs propres systèmes.

Les sources d'énergie non carbonée représentent un formidable espoir mais en définitive, seule l'énergie nucléaire est exploitable à grande échelle aujourd'hui. Or, elle se heurte à l'opposition farouche de certains, et ce pour quatre raisons : la radioactivité, les risques d'accidents, l'évacuation des déchets et l'utilisation des matières pour la fabrication d'armes nucléaires. Les détracteurs du nucléaire ont beaucoup exagéré les deux premiers points. En matière de santé, des études ont démontré que seule l'énergie éolienne était plus inoffensive que le nucléaire. Nous sommes soumis en permanence au rayonnement naturel, et l'exposition supplémentaire induite par l'énergie nucléaire est insignifiante.

Depuis des années déjà, les méthodes d'évacuation des déchets sont analysées, et à ce jour, aucun danger réel n'a été décelé : le



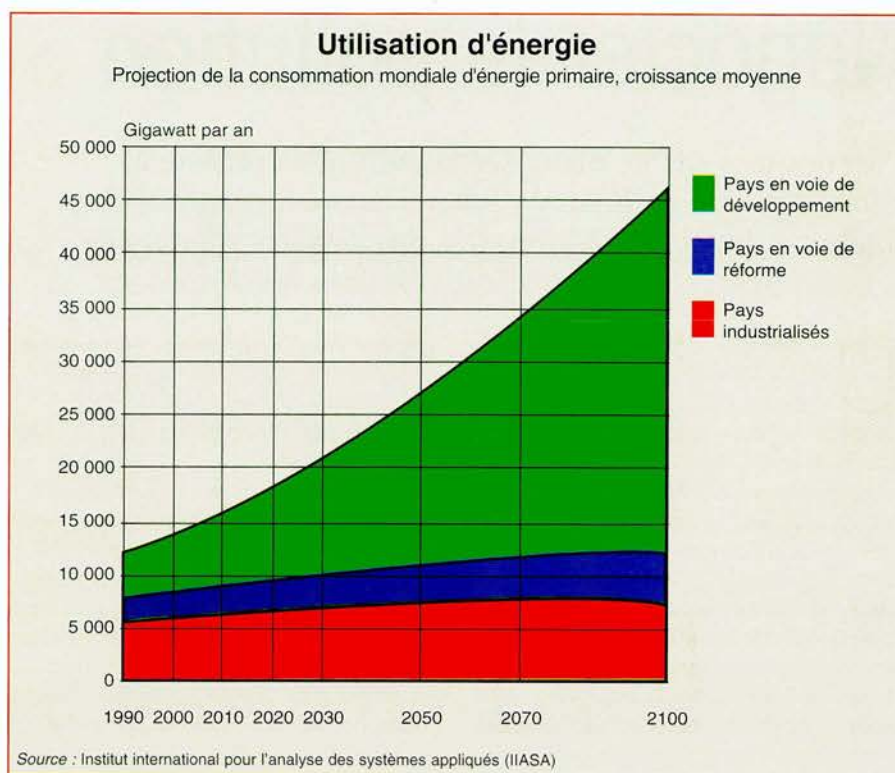
stockage peut s'effectuer dans des formations géologiques, profondes et adaptées. Cependant, c'est à l'échelle internationale qu'il faudra l'envisager, car chaque pays ne dispose pas nécessairement des sites appropriés. D'autres méthodes sont actuellement à l'étude, comme la transmutation, qui pourrait réduire grandement la durée de confinement.

Certes, le risque accru de prolifération des armes nucléaires induit par le développement de l'énergie est préoccupant. C'est une menace permanente à laquelle nous devons répondre par la mise en place de nouvelles structures. Mais, selon moi, il serait extrêmement difficile pour des groupes terroristes d'obtenir des matières pouvant servir à la fabrication d'armes à partir de combustibles nucléaires irradiés.

Parmi les autres énergies de substitution souvent citées figurent trois sources non carbonées. Il s'agit du soleil, du vent et de la biomasse. L'énergie solaire et l'énergie éolienne constituent des systèmes à faible densité énergétique nécessitant de grands espaces. Par exemple, une centrale électrique solaire située à l'équateur et produisant en moyenne 1 000 mégawatts nécessite 20 000 hectares de terrain, soit plus de 100 fois plus qu'une centrale nucléaire ou une centrale au gaz naturel. Un autre problème est propre à ces deux types d'énergie : l'intermittence. En effet, le soleil ne brille pas en permanence et le vent ne souffle pas toujours. Ainsi, bien que chacune de ces énergies soit appelée à jouer un rôle important et que l'on gagnerait à les développer, je doute qu'elles puissent être utilisées à l'échelle des térawatts dans un avenir proche.

La biomasse consiste à cultiver des végétaux, utilisés comme combustibles pour produire de l'électricité. Le carbone contenu dans les végétaux est puisé dans l'atmosphère, puis rejeté lors de leur combustion, ce qui permet, en théorie, de ne pas augmenter la concentration de CO<sub>2</sub>. Néanmoins, la densité énergétique de cette méthode est encore plus faible que pour l'énergie solaire ou éolienne. À ma connaissance, il n'existe aucune étude complète sur la biomasse qui nous renseignerait sur l'utilisation des terres, les besoins en eau, en engrais, en transports, etc. C'est là pourtant une étape nécessaire si l'on souhaite sortir cette source d'énergie de sa marginalité.

Une autre solution exploitable à grande échelle est également à l'étude : le piégeage



du CO<sub>2</sub>. La planète disposant d'énormes réserves de charbon, l'idée consiste à capter le CO<sub>2</sub> produit lors de sa combustion et de le réinjecter sous terre ou au fond des océans. Cela permet ainsi d'obtenir de l'énergie sans rejets de GES dans l'atmosphère. Toutefois, nous ne sommes pas suffisamment avancés pour savoir si ce projet est viable.

Le réchauffement de la planète aura de graves répercussions. Plus vite nous essaierons de dépasser les objectifs du Protocole de Kyoto, et mieux nous nous en sortirons. Plusieurs choix s'offrent à nous sur le long terme, mais ceux que nous devons privilégier aujourd'hui sont les économies d'énergie et le rendement énergétique. Ma préférence va ensuite au nucléaire, mais ce ne sera pas du goût de tout le monde. Néanmoins, si nous parvenons à accélérer la réduction de l'intensité énergétique nous aurons un peu plus de temps pour repenser ces choix.

Engager une action rationnelle en matière d'énergie ne sera pas aisé, surtout en raison de l'effet pervers des analyses économiques actuelles. Aujourd'hui, le progrès économique est mesuré à l'aune du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB). Mais cet indicateur ne tient pas compte de ce que les économistes appellent les « externalités », telles que la dégradation de l'environnement

et les coûts d'assainissement. Ainsi, lorsque l'on prend en compte les problèmes environnementaux, il apparaît fréquemment que ce qui était mal perçu soit en fait positif à long terme et inversement. Par exemple, le chemin le plus rapide pour accroître le PIB semble être de produire plus d'énergie en construisant davantage de centrales électriques classiques. Les coûts d'assainissement futurs que cela suppose font partie des « externalités » que les analyses ne prennent pas en compte puisque la méthodologie n'existe pas. Si les études sur les questions environnementales intégraient ces effets externes, je pense que les résultats seraient très différents.

Le Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra cet été à Johannesburg permettra peut-être une plus grande prise de conscience de ces problèmes. Il ne sera pas facile de mobiliser les gouvernements tant qu'une « économie de la durabilité » ne se sera pas imposée pour accompagner le développement durable. La poursuite des politiques actuelles aboutira à coup sûr à de graves problèmes dans 50 ans. Ce sera l'affaire de nos petits-enfants ; seulement voilà, ils sont trop jeunes aujourd'hui pour agir. C'est donc à nous de le faire... et vite ! ■



# Négocier la pollution

L'un des moyens de maîtriser la pollution consiste à encourager les pollueurs à acheter ou vendre un nombre limité de droits d'émission. Les mécanismes du marché fonctionnent, mais nécessitent certaines améliorations.

Une baisse de 50 % des émissions en 10 ans : cet objectif apparemment illusoire a pourtant été atteint dans les années 1990, suite au programme sur le dioxyde de soufre ( $\text{SO}_2$ ) – programme sur les « pluies acides » – de l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (EPA), grâce à la création d'un marché de permis d'émissions atmosphériques négociables. Ce programme, entré en vigueur en 1995 conformément aux amendements apportés à la loi sur la pureté de l'air (Clean Air Act) cinq ans avant, a assoupli les réglementations antérieures rendant obligatoire la désulfuration des gaz de combustion dans les centrales électriques. Les entreprises ont en effet été autorisées à déterminer leur propre stratégie de mise en conformité, y compris en achetant des permis d'émission négociables auprès d'autres entreprises.

En résumé, un plafond a été imposé au total des émissions de dioxyde de soufre, la somme des permis accordés aux entreprises qui en rejettent étant égale à ce plafond. Les entreprises ont alors pu procéder à des échanges : celles dont les émissions dépassaient les quantités allouées acquéraient des permis auprès des entreprises qui rejetaient des quantités plus faibles. Le nombre total de permis demeurait inchangé, tandis que la répartition de ces permis entre les entreprises évoluait en fonction du marché.

Le Programme fut efficace du point de vue environnemental, et les instances réglementaires et le public (en particulier les ONG de défense de l'environnement) avaient l'assurance que le total des émissions ne dépasserait pas une limite donnée. Le système était également intéressant en termes d'efficacité économique car les exploitants confrontés à des mesures antipollution coûteuses achetaient des permis à ceux qui pouvaient réduire leurs émissions à moindres frais. Il a favorisé l'innovation administrative et technologique, car les entreprises, polluantes ou non, ont cherché les meilleurs moyens de répondre aux conditions

réglementaires. Parallèlement, la mise en place de dispositifs de surveillance régulière par les entreprises elles-mêmes a réduit les frais d'administration et d'application pour les pouvoirs publics.

Les résultats sont éloquentes. Les quantités de  $\text{SO}_2$  provenant des installations visées sont passées de 10 millions de tonnes en 1990 à moins de 5 millions de tonnes à la fin de la décennie. En outre, cette réduction a été bien moins coûteuse que prévu : les prix des permis, qui d'après les estimations initiales devaient aller de US\$181 à US\$981 durant la première phase du programme, ont en fait oscillé autour de US\$150 et rarement dépassé la tranche inférieure des chiffres attendus.

Le programme sur les pluies acides n'est pas un cas isolé. L'instauration de permis négociables a aussi contribué à faire reculer l'essence plombée, les substances nocives pour l'ozone et d'autres polluants tels que les oxydes d'azote. Plusieurs pays suivent désormais l'exemple des États-Unis ; des programmes applicables à divers polluants sont notamment lancés ou mis en œuvre au Canada, au Danemark, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et ailleurs.

Fait peut-être plus important, le Protocole de Kyoto a entériné l'échange de permis à l'échelle internationale comme moyen de remédier au changement climatique. Or, paradoxalement, les États-Unis ont refusé de le ratifier, alors qu'il consacre ouvertement un instrument qu'ils ont été les premiers à employer. En pratique, le relais a été assuré par des pays tels que le Danemark et le Royaume-Uni, qui ont élaboré des programmes de permis négociables pour le dioxyde de carbone en prévision du dispositif applicable à l'échelle de l'UE.

Cependant, les systèmes de permis n'ont pas tous été aussi concluants, et beaucoup d'entre eux se sont soldés par un nombre limité d'échanges et des gains d'efficacité dérisoires. Les premiers régimes américains d'échange de permis relatifs à la pollution de l'eau sont



significatifs à cet égard. L'explication tient notamment, dans certains cas, au cercle très restreint de participants, la taille du marché étant déterminée par le cours d'eau ou le lac affecté. Qui plus est, les entreprises en jeu avaient souvent à leur disposition des moyens technologiques comparables pour réduire leurs effluents, ce qui réduisait d'autant l'intérêt des permis négociables. En outre, les premiers programmes assortissaient souvent les échanges de contraintes réglementaires.

Quels enseignements pouvons-nous tirer ? Premièrement, pour répondre aux attentes, les marchés de permis doivent avoir un champ d'application suffisant, afin que la concurrence puisse s'exercer tout en apportant des gains d'efficacité. Deuxièmement, il faut que les règles d'échange soient simples et intelligibles pour encourager les participants à tirer le meilleur parti possible du marché.

Troisièmement, alors que des marchés indifférenciés paraissent fonctionner de façon satisfaisante pour les émissions de dioxyde de carbone dont les effets ne dépendent pas du lieu où elles sont produites, les marchés de permis concernant des polluants qui ont des effets très divers doivent être définis en fonction des « points névralgiques » locaux.

Les permis négociables peuvent être efficaces, mais ils ne sont pas suffisamment exploités par les autorités compétentes des pays membres de l'OCDE. Sans doute s'emploiera-t-on à les améliorer dans les années à venir. ■ R.J.C.

## Références

- Voir : [www.epa.gov/airmarkets/trading](http://www.epa.gov/airmarkets/trading)
- OCDE (2002), *Implementing Domestic Tradable Permits : Recent Developments and Future Challenges*, Paris, OCDE.



# Le rôle de l'énergie nucléaire

Avec le changement climatique et son corollaire, la nécessité d'établir des parcs énergétiques durables, les regards se tournent à nouveau vers le nucléaire. Quelques voix puissantes émettent des doutes sur la compétitivité de la technologie et la sécurité. Pour **Luis Echávarri**, Directeur général de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE, ces doutes devraient être écartés.

**Q**uel rôle l'énergie nucléaire peut-elle jouer pour aider les pays à répondre au changement climatique, et plus particulièrement à respecter leurs engagements aux termes du Protocole de Kyoto ?

**Luis Echávarri :** En fait, l'énergie nucléaire peut jouer un rôle déterminant. Dans le Protocole de Kyoto, les pays de l'Annexe I - c'est-à-dire les pays développés et les pays en transition - se sont engagés à réduire, d'ici 2008-2012, leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne par rapport aux niveaux de 1990. Un objectif très ambitieux, que l'on aura du mal à atteindre. En effet, au cours des années 1990, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> - grand responsable, pense-t-on, du changement climatique - ont augmenté de près de 9 %, malgré un recul de quelque 32 % dans les économies en transition. Les centrales nucléaires actuelles ont au moins le mérite d'empêcher les émissions de CO<sub>2</sub> de grimper. Si l'on fermait aujourd'hui les 438 réacteurs nucléaires en service dans le monde (en majorité dans les pays de l'OCDE) pour les remplacer par un éventail représentatif de centrales thermiques modernes, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> augmenteraient de près de 6 %.

Bien que l'énergie nucléaire ait été effectivement exclue de deux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto - le mécanisme pour un développement propre et l'application conjointe - elle reste au cœur du Protocole. Parce qu'elle ne produit pratiquement pas de carbone, nous sommes convaincus qu'elle sera appelée à jouer un rôle majeur dans les politiques de réduction des gaz à effet de serre des pays qui ont choisi de l'exploiter pour assurer une partie de leur approvisionnement énergétique.

N'oublions pas que la période d'engagement du Protocole de Kyoto s'achève en 2012.

L'étape qui suivra sera vitale pour le développement durable. S'il y a consensus pour dire que la solution au changement climatique passe par la stabilisation des concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub>, alors, vraisemblablement, il faudra fixer des objectifs de réduction des émissions beaucoup plus contraignants qu'à Kyoto. Là encore, l'énergie nucléaire pourrait jouer un rôle. Les scénarios de l'offre et de la demande d'énergie à long terme révèlent que le développement de l'énergie nucléaire contribuerait à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de manière significative d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Inversement, si l'on élimine progressivement le nucléaire, les taux d'émission de CO<sub>2</sub> risquent d'atteindre des niveaux nettement supérieurs à ceux que nous connaissons aujourd'hui.

**Les opposants au nucléaire font valoir que la construction et la maintenance des centrales nucléaires coûtent extrêmement cher. Quel est l'impact de ces coûts sur sa compétitivité ?**

Pour commencer, les centrales nucléaires actuelles sont compétitives, et se comportent bien sur des marchés d'électricité déréglementés, en raison de leurs faibles coûts marginaux de production. Une fois les coûts du capital initial amortis, ces centrales sont un atout pour les compagnies d'électricité et pour les gouvernements qui ont entrepris de combattre le changement climatique.

Par contre, il est vrai que les nouvelles centrales nucléaires exigent des investissements initiaux plus importants que la majorité des autres techniques. Elles constituent rarement l'option la moins chère dans les conditions actuelles du marché, en particulier là où l'on attend un rendement rapide. Cependant, dans certains pays, tels que la Finlande, la France, le Japon et la

République de Corée, les futures centrales nucléaires devraient être concurrentielles. Les études économiques finlandaises, par exemple, prévoient, pour une nouvelle unité, un coût en capital variant de €1,7 à €2,5 milliards en fonction de la taille de l'installation. L'électricité produite par cette unité coûterait 20 % moins cher qu'une centrale au gaz, qui arrive en deuxième position. Peut-être sont-ce ces chiffres, en plus du changement climatique et de la sécurité d'approvisionnement, qui ont incité le parlement finlandais à donner à l'industrie nucléaire le feu vert pour la construction d'un réacteur, qui, s'il est effectivement construit, sera le premier réacteur mis en service dans la partie européenne de l'OCDE depuis plusieurs années.

Bien sûr, l'industrie ne s'est pas reposée sur ses lauriers. Les filières nucléaires modernes, qu'elles soient proches de l'exploitation commerciale ou qu'elles demandent encore des dizaines d'années de développement, sont conçues de façon à abaisser ces coûts de construction en amont mais aussi les coûts de rénovation et de démantèlement. Qui plus est, par rapport aux centrales actuelles, elles devraient atteindre des performances techniques et des niveaux de sécurité au moins aussi bons, voire supérieurs. Les baisses de coût en capital attendues se situent entre 10 % et plus de 40 %, pour les filières avancées.

Mais la compétitivité de l'énergie nucléaire par rapport aux autres énergies dépendra aussi de la hausse des prix des énergies fossiles et de l'internalisation des coûts externes liés à la pollution atmosphérique, au changement climatique et à la sécurité d'approvisionnement. Dans le cas du nucléaire, les coûts externes, en l'occurrence les coûts des déchets et du démantèlement, sont d'ores et déjà internalisés. En d'autres termes, lorsque nous disons que l'énergie nucléaire est compétitive, nous incluons ces



coûts. Sur leur facture, les consommateurs payent déjà pour la gestion des déchets et le déclassement.

**Ainsi, les coûts du déclassement d'installations en fin de vie sont déjà comptabilisés ? À quoi correspondent-ils, qui paie la facture et que représentent ces coûts par rapport à ceux du démantèlement d'une centrale au gaz, par exemple ?**

Les lois et réglementations adoptées par les pays de l'OCDE garantissent la prise en compte, dans le coût total de l'électricité nucléaire, des coûts du démantèlement des installations ainsi que de la gestion et du stockage des déchets radioactifs. Ces coûts se retrouvent sur la facture des consommateurs d'électricité, conformément au principe pollueur-payeur. Autrement dit, nous ne laissons pas la facture aux générations futures : nous payons d'ores et déjà pour le démantèlement.

Nous savons déjà que le déclassement, qui inclut non seulement le démantèlement des installations à proprement parler et le stockage des déchets, mais aussi la remise en état des sites pour d'autres usages, représente 15 à 20 % du coût de construction initial d'une centrale nucléaire. L'exploitant de la centrale est tenu de provisionner ces charges. Le calcul s'effectue en général en répartissant le coût total du déclassement sur la durée de vie estimée de l'installation ou sur une période plus courte. Les systèmes mis en place pour garantir la disponibilité des fonds le moment voulu varient suivant les pays, mais dans toute la zone OCDE, ils se trouvent sous le contrôle des autorités publiques.

Étant donné que la plupart des pays de l'OCDE n'incluent tout simplement pas les coûts du démantèlement des centrales thermiques classiques, comme les centrales au gaz, dans les coûts de la production électrique, il n'est pas facile de les comparer à ceux du nucléaire. Les exploitants comptent en effet sur le recyclage et la réutilisation des matériaux pour récupérer ces coûts. Dans le cas des centrales nucléaires, les coûts du démantèlement recouvrent d'importants travaux de nettoyage et de décontamination de matériaux irradiés ou contaminés, préalable indispensable à leur réutilisation. Par conséquent, ces coûts peuvent paraître plus élevés, mais on est ainsi assuré d'une meilleure prise en compte de la totalité des charges à venir.



Un beau ciel bleu au-dessus d'une centrale nucléaire en Finlande. Malgré la forte opposition des écologistes, le parlement finlandais a autorisé le 24 mai 2002 la construction d'un nouveau réacteur nucléaire, afin de pouvoir répondre à la demande d'énergie grandissante.

**Les opposants au nucléaire prétendent que le développement de cette énergie engendrera des coûts et charges supplémentaires pour les générations futures. Comment peut-on prendre en compte les coûts à long terme de la gestion des déchets nucléaires ? Ces coûts vont-ils baisser avec le temps ou, au contraire, augmenter ?**

Le fait que les charges financières futures figurent explicitement dans la réglementation des pays de l'OCDE garantit la prise en compte de ces coûts et l'adoption en temps utile de dispositions pour s'acquitter de ces charges. Les coûts à long terme de la gestion et du stockage des déchets radioactifs sont traités de la même manière que ceux du démantèlement et apparaissent dans le coût de production total. Par conséquent, il est faux de dire que ces coûts sont purement et simplement transmis aux générations futures.

Pour le nucléaire, comme pour toute autre technologie, la recherche scientifique et le progrès technologique devraient permettre d'importantes économies sur les coûts du traitement, de la manutention et du stockage des déchets radioactifs. De plus, l'arrivée de nouveaux réacteurs ou de cycles du combustible devrait permettre de réduire la consommation de combustible et les volumes de déchets produits. Quoi qu'il en soit, comme toute technologie avancée comporte

des incertitudes, on part d'hypothèses réalistes, je dirais même prudentes, pour établir le montant des provisions et l'on prévoit en général une marge pour aléa assez importante de 10 à 15 %.

**Les atouts de l'énergie nucléaire, comme les faibles émissions, compensent-ils les coûts, disons, du stockage des déchets radioactifs ?**

Une fois de plus, il est difficile de les évaluer précisément. Les atouts environnementaux de l'énergie nucléaire comme les faibles niveaux d'émissions atmosphériques n'apparaissent pas encore dans les prix du marché. Pourtant, de l'avis général, le réchauffement de la planète pourrait coûter très cher. En revanche, les coûts du stockage des déchets radioactifs sont déjà comptabilisés et, de plus, payés par les consommateurs.

Les coûts de la gestion et du stockage des déchets radioactifs ne représentent qu'un petit pourcentage du coût total de la production d'électricité nucléaire, le plus souvent, moins de 2 %. Pour vous donner une idée du coût des émissions atmosphériques de CO<sub>2</sub>, considérons l'impact qu'aurait l'application de la valeur du carbone sur les coûts de la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques. Pour relever de 1 % le coût total de la production d'une centrale au gaz, il suffirait de fixer la valeur du carbone à US\$5/tC. Pour une centrale au charbon, une valeur du carbone de US\$2,5/tC aurait le même effet. En résumé, si l'on ajoute la valeur du carbone au coût de la production d'électricité dans ces centrales, l'énergie nucléaire paraît encore plus compétitive.

**Le public se soucie aussi du risque, si faible soit-il, d'accident nucléaire. Comment évaluer, sinon la perception du risque, du moins les coûts éventuels d'un accident ?**

Les constructeurs, mais aussi les exploitants et les autorités de sûreté évaluent les coûts et la probabilité d'accidents nucléaires. Des organisations internationales, telles que l'AEN et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, ont réalisé des études conformes à l'opinion internationale sur ce sujet. Les coûts estimés se retrouvent dans les primes d'assurance des exploitants et, tout comme les sommes provisionnées pour les charges financières futures, sont facturés aux consommateurs d'électricité. Les



législations nationales et les conventions internationales sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire prévoient l'indemnisation des victimes d'un accident par les exploitants et par l'État.

Bien sûr, il est toujours possible d'affiner les estimations de coûts. Il faudrait, par exemple, y inclure les effets sur l'état sanitaire et psychologique des populations exposées, les répercussions sur l'activité économique et l'emploi, la perte de capital et les conséquences sociales et environnementales à long terme. La plupart de ces coûts dépendent du site et sont donc très variables. Ils ne représentent en tout cas qu'un faible pourcentage du coût de production total.

Les médias, entre autres, ont longuement épilogué sur les répercussions éventuelles du 11 septembre sur l'énergie nucléaire, et notamment son coût. De l'avis des spécialistes, les installations nucléaires, et notamment les centrales, ne sont pas des cibles très tentantes pour des terroristes. Elles sont bien gardées et, de par leur conception, robustes. Il est, à mon avis, impossible qu'elles soient gravement endommagées.

**Sachant que plusieurs pays membres de l'AEN ne possèdent pas de centrale nucléaire, quel est, d'après vous, le rôle de l'AEN ?**

LAEN, comme nous tous, souhaite une énergie nucléaire à la fois écologique, rentable et, par-dessus tout, sûre. C'est pourquoi nous nous employons à en consolider les fondements scientifiques, technologiques et juridiques. Nous favorisons la coopération internationale pour que cette énergie soit utilisée à des fins pacifiques et en toute sécurité. Les activités stratégiques et techniques de l'Agence sont confiées aux meilleurs spécialistes des 28 pays membres. Nous veillons à ce qu'ils fournissent un travail aussi objectif et impartial que possible, conformément à la tradition de l'OCDE. En outre, l'Agence fonctionne sur le mode du consensus, sans porter de jugement sur la politique suivie par ses pays membres. Toutes ces raisons expliquent peut-être pourquoi notre travail est si apprécié par tous les membres, quelle que soit leur politique concernant l'énergie nucléaire. ■

#### Références

- AEN/OCDE (2002), *L'énergie nucléaire et le Protocole de Kyoto*, OCDE, Paris.

## Quel avenir pour les énergies renouvelables ?



© Paul Sakuma/AP

La Californie est réputée pour son ciel d'azur et ses parcs de haute technologie. Associez les deux et vous ne serez pas surpris de voir cet état en passe de jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'énergie solaire. Imaginez ensuite que les constructeurs remplacent tout simplement les matériaux traditionnels sur les toits des nouveaux bâtiments par des panneaux solaires en dessous du coût de l'hypothèque immobilière habituelle. Vous obtiendrez alors un scénario digne des plus grands studios... californiens.

Mais faut-il y voir uniquement un acte isolé ou pourrait-il s'agir de l'amorce d'un nouveau marché qui s'étendra au monde

entier, tout comme l'ont fait les marchés de l'automobile et des technologies de télécommunication en leurs temps ?

Il est de bon ton, dans certains groupes de pression représentant les énergies traditionnelles, de reléguer les énergies renouvelables au second plan; pourtant, au cours des dernières années, elles ont connu une diffusion rapide. Ainsi, la croissance du marché de l'énergie éolienne et du solaire photovoltaïque (PV) a atteint 30 % par an en moyenne sur les cinq dernières années, y compris dans certains pays en développement. C'est la croissance la plus rapide de tout le secteur, ce qui dénote un certain dynamisme, même si le point de départ était



bas. Dans les pays en développement, la biomasse traditionnelle, utilisée pour la cuisine, représente la majeure partie des énergies renouvelables consommées, mais il est fait de plus en plus recours à de petits systèmes hydrauliques, éoliens, géothermiques et bioénergétiques perfectionnés. Et certains toits y sont équipés de modules solaires photovoltaïques, même si le marché n'est pas encore assez porteur, car les obstacles sont légion : absence d'informations sur le sujet, incompréhension des habitants, sans parler des tracasseries administratives et de l'hostilité des entreprises de service public. Malheureusement, c'est le lot de toutes les technologies innovantes qui permettent de résoudre les problèmes et d'offrir un service au consommateur d'une nouvelle manière.

D'après un rapport rédigé en 2001 à l'intention du G8, il suffirait que les pays membres de l'OCDE investissent environ US\$100 milliards sur 10 ans pour rendre les technologies des énergies renouvelables compétitives d'ici à 20 ans. C'est l'équivalent du revenu national annuel d'un pays comme l'Irlande, et probablement moins que le coût de nouveaux investissements dans la technologie nucléaire. De plus, ce chiffre correspond à une mise de fonds sur l'initiative des consommateurs, ce qui signifie des bénéfices au plan tant de la consommation (éclairage, chauffage...), du progrès technologique que, bien évidemment, de l'environnement.

Les technologies des énergies renouvelables ne cessent de progresser, tout comme nos connaissances en la matière. Aussi, cette courbe d'apprentissage dans le secteur pourrait signifier que le montant de US\$100 milliards est surévalué. Quiconque aurait prédit, en 1975, que le prix des ordinateurs, hormis les portables et les ordinateurs de poche, serait à la portée de millions de bourses en l'an 2000, voit parfaitement ce dont il s'agit.

Les technologies des énergies renouvelables, comme les éoliennes et les générateurs solaires, exigent un investissement capitalistique, mais rien de plus. Pour une turbine à gaz naturel, il faut compter les dépenses en capital fixe, mais aussi les frais d'extraction (et d'épuisement) de la ressource naturelle. Qu'il s'agisse des sources d'énergie classiques ou renouvelables, les coûts fixes diminuent avec le temps, généralement en raison des gains d'efficacité



© Paul Salam/AP

et, peut-être, des progrès techniques. Mais, comme les énergies renouvelables ne sont pas exposées, par définition, au risque d'épuisement, leurs coûts sont fixés. Elles constituent de ce fait un investissement relativement dénué de risque à long terme. En outre, elles deviennent une forme de garantie contre les aléas, par exemple les variations brusques des cours du pétrole. Par ailleurs, les « toits solaires » installés en Californie offrent à ceux qu'ils abritent une protection contre les pannes, plutôt rares mais néanmoins réelles, du réseau électrique californien, comme celles survenues récemment.

Il n'est pas absurde de penser que le malaise des responsables politiques face au dossier des énergies renouvelables tient à ce qu'il représente un défi majeur pour les marchés monopolistiques et fixateurs de prix, ainsi que pour les grands consommateurs et fournisseurs d'énergie. Il est impossible aujourd'hui d'escompter faire fonctionner le TGV français à l'aide de l'énergie fournie par des éoliennes implantées quelque part sur les côtes normandes. Mais peut-être que la technologie permettant aux TGV de s'alimenter eux-mêmes en électricité, sans caténaires, existera demain. En d'autres termes, avant que les gouvernants ne les adoptent, il faudra les convaincre que les avantages offerts par les technologies des énergies renouvelables sont réels, qu'elles dégagent des profits qui l'emportent sur les coûts. Plusieurs pays semblent activement

impliqués dans la recherche et le développement, encore que l'on pourrait peut-être faire beaucoup plus.

Les auteurs du rapport de 2001 à l'intention du G8, parmi lesquels figurent des experts de l'Agence internationale de l'énergie, organisation sœur de l'OCDE, ont mis en lumière certains des obstacles auxquels se heurtent les énergies renouvelables. Tout d'abord, bien que leur coût baisse à mesure que les quantités augmentent, dans la plupart des cas elles ne peuvent pas encore soutenir la concurrence directe des solutions de rechange classiques. Autre obstacle, les infrastructures humaines et institutionnelles sont insuffisantes, offrant, faute d'expérience, des capacités limitées à l'appui des projets ou des marchés. De plus, les coûts initiaux sont élevés, de sorte que les programmes de financement connaissent des déficits. Enfin, les auteurs considèrent la faiblesse des mesures d'incitation et les incohérences des politiques comme des obstacles, soulignant que les politiques énergétiques ne prennent pas toujours dûment en compte les avantages procurés par les énergies renouvelables.

L'existence de ces obstacles rend utopique toute expansion spectaculaire de ces nouvelles technologies sur le marché dans un avenir proche. Actuellement, le pétrole et le gaz occupent une place dominante parmi les différentes sources d'énergie ; demain, ce sera peut-être le tour de l'hydrogène obtenu à partir de combustibles fossiles, combiné en partie avec l'énergie solaire, éolienne ou autre nouvelle forme. À n'en pas douter, le nucléaire a aussi un rôle à jouer, dès lors que les réponses apportées aux problèmes des déchets et de la sécurité seront suffisantes pour gagner la confiance du public. Il se peut cependant que les énergies renouvelables soient la solution d'avenir. Comme l'a dit un chercheur présent au Forum 2002 de l'OCDE, la technologie des énergies renouvelables est peut-être plus onéreuse aujourd'hui et moins efficace que d'autres systèmes, mais elle ne constitue pas un investissement risqué sur le long terme. Voilà, sans doute, tout ce que recouvre la notion de développement durable. ■ R.J.C.

#### Références

- Rapport du groupe de travail du G8 sur les énergies renouvelables [www.renewabletaskforce.org/](http://www.renewabletaskforce.org/)
- AIE/OCDE (2001), *Developing a New Generation of Sustainable Energy Technologies*, AIE, Paris.



# L'asphyxie des transports

Peter Wiederkehr et Nadia Caïd, Direction de l'environnement de l'OCDE

**Les transports sont une des pierres angulaires de notre civilisation moderne, mais à quel prix ? La facture à payer est plus élevée qu'on ne croit.**

Dans le jargon du développement durable, c'est devenu le maître mot. Le « découplage » vise à ralentir, voire inverser la croissance des activités nuisibles à l'environnement que génère l'expansion économique. Sans découplage, le développement durable resterait sans doute lettre morte.

Certains secteurs économiques le pratiquent déjà : l'industrie de l'Union européenne, par exemple. En effet, la croissance de son activité ne s'est pas traduite par une augmentation équivalente de la pression sur l'environnement, notamment en termes de consommation d'énergie et d'émission de CO<sub>2</sub>. Mais on ne peut en dire autant du secteur des transports. Les technologies sont peut-être devenues plus propres et les moteurs moins polluants, mais tous les bénéfices qui en ont résulté ont été neutralisés par l'augmentation du nombre de véhicules.

Depuis l'apparition du transport motorisé, au siècle dernier, la Terre a été mise à rude épreuve. La pollution de l'air, l'utilisation des sols et ses conséquences, les accidents de la route et les catastrophes aériennes nous sont presque devenus familiers. Beaucoup d'entre nous considèrent que c'est la rançon du progrès. Les coûts économiques, sociaux et environnementaux que cela entraîne sont pourtant considérables.

On ne saurait donc s'en tenir au statu quo. Les dirigeants politiques en sont d'ailleurs conscients et certains efforts ont été déployés pour améliorer les transports publics, restreindre l'usage de la voiture, voire imposer des écotaxes. Mais ces mesures ne suffisent pas. Le perfectionnement des



© John Schults/REUTERS

moteurs est une chose, mais c'est loin d'être la panacée. Des mesures à l'échelle mondiale s'imposent. Les Lignes directrices de l'OCDE sur les transports écologiquement viables, adoptées en 2001, sont une avancée dans ce domaine (voir encadré, page 46), même si leur mise en œuvre n'est pas allée de soi.

Une partie du problème consiste à distinguer les déplacements, la mobilité et les communications du transport proprement dit. Car la principale nouveauté du XXe siècle n'est pas la mobilité mais l'apparition du transport motorisé sur route et dans les airs. Si le train à vapeur a représenté un grand progrès, ce n'était rien en regard de l'avènement de l'automobile, du camion et de l'avion. Au cours du XXe siècle, les déplacements motorisés de personnes et de marchandises ont plus que centuplé, alors que la population totale a été multipliée par quatre. Même au niveau local, le transport routier s'est accru, tandis que les déplacements à pied et à bicyclette reculaient (voir graphique, page 45). Seuls les habitants des pays pauvres continuent à se déplacer à pied ou à vélo, les distances ainsi parcourues avoisinant 3 000 km par personne, en

moyenne. À titre de comparaison, un Américain parcourt presque 30 000 km par an, surtout en voiture. En fait, si le fret et le commerce ont aussi fait augmenter le transport motorisé, la plupart des véhicules sont à usage privé. Aux États-Unis, où l'on trouve près du tiers des véhicules motorisés du monde, 90 % sont utilisés pour des déplacements personnels. En fait, les véhicules individuels sont plus nombreux aux États-Unis que les véhicules utilitaires dans le reste du monde. Le parc total mondial de véhicules routiers s'accroît deux fois plus vite que la population et il est appelé à connaître la plus rapide progression dans des pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde, dont l'ensemble des parcs respectifs représente environ un cinquième de celui des États-Unis et un tiers de celui de l'Europe occidentale. En fait, les problèmes de transport les plus aigus toucheront surtout les pays en développement dans les années à venir.

Si le taux de motorisation était le même au niveau mondial que dans les pays de l'OCDE, il y aurait environ 3 milliards de voitures sur les routes du monde, au lieu des 540 millions actuels. Le premier chiffre n'est



certaines envisageable que dans un avenir lointain, mais le nombre de véhicules est toujours déterminant pour la politique de l'environnement et l'utilisation des ressources. Les distances moyennes parcourues par voiture dans les pays de l'OCDE ont affiché une stabilité remarquable d'une année sur l'autre. Toutefois, les avantages de cette stabilité ont été plus que neutralisés, malgré les progrès des économies de carburant et de la lutte contre les émissions, par la croissance des parcs automobiles et de l'utilisation des véhicules.

Vu le succès de la voiture, le type de carburant utilisé a une grande influence. La consommation de gazole augmente ainsi à un rythme plus rapide que celle de l'essence, avec une hausse annuelle de 4,6 % entre 1985 et 1995, contre à peine 1,8 % pour l'essence. Or si les moteurs diesel consomment moins que les moteurs à essence et rejettent moins de  $\text{CO}_2$  par kilomètre, ils produisent davantage de particules respirables et d'oxydes d'azote. Et la consommation de gazole devrait augmenter dans le monde entier, en raison notamment de l'essor du fret routier.

Le fait est que les transports ne sont pas vraiment devenus plus propres. Et d'un autre côté, rien n'indique que la mobilité cessera sa progression. Qui d'ailleurs pourrait souhaiter le contraire ? Néanmoins, que ce soit en privilégiant la technologie, l'innovation, la fiscalité ou la réglementation, le découplage dans les transports motorisés apparaît comme une nécessité.

Mais ce sont les effets des transports sur la qualité de l'air qui préoccupent avant tout le grand public. L'émission de gaz à effet de serre a en effet de quoi inquiéter. Les émissions de  $\text{CO}_2$  liées à la combustion de combustibles fossiles ont augmenté d'un facteur de sept au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui se traduit par un accroissement d'un tiers environ des concentrations atmosphériques de  $\text{CO}_2$ . Les transports sont directement responsables de quelque 20 % de ces émissions de  $\text{CO}_2$  dans le monde, et près de 30 % dans les pays de l'OCDE. Ces pourcentages seraient beaucoup plus importants encore si l'on incluait les émissions liées à la fabrication de véhicules, à la construction de routes et à l'élimination des déchets ou encore le méthane libéré lors de l'extraction du pétrole et les oxydes d'azote ( $\text{NOx}$ ) présents dans les gaz d'échappement des véhicules.



Transport écolo

### Effet d'altitude

Et le trafic aérien ne fait qu'accentuer le problème. Car les traînées blanches qui se forment dans le sillage des avions ont un « effet d'altitude ». À 10 kilomètres au-dessus du sol, altitude à laquelle volent les avions commerciaux, les oxydes d'azote présents dans les gaz d'échappement semblent favoriser particulièrement la formation de ce puissant gaz à effet de serre qu'est l'ozone. Les avions assurent aujourd'hui près de 10 % du transport motorisé exprimé en voyageurs-kilomètres au niveau mondial, et moins de 1 % du transport de marchandises. Mais cet effet d'altitude pourrait être responsable à lui seul d'un quart environ de la contribution des transports au changement climatique. Le

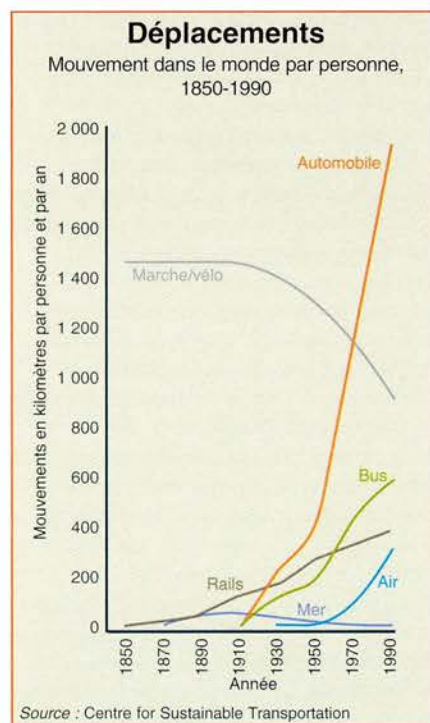
trafic aérien est en effet celui qui connaît l'essor le plus rapide pour le transport de personnes et de marchandises, de sorte que ses conséquences sur le réchauffement global pourrait dépasser celui des camions ou des voitures à l'horizon 2030.

Les transports produisent aussi des polluants organiques persistants, dommageables pour la qualité de l'air et la santé. Le monoxyde de carbone ( $\text{CO}$ ), les composés organiques volatils ( $\text{COV}$ ) et les oxydes d'azote ( $\text{NOx}$ ) sont les plus préoccupants d'entre eux. Le  $\text{CO}$  aggrave les maladies cardiovasculaires et provoque des atteintes neurologiques, les  $\text{COV}$  sont cancérigènes et les  $\text{NOx}$  entraînent des troubles respiratoires, oculaires et cardiovasculaires. Dans les pays de l'OCDE, les émissions de ces trois polluants sont en baisse, grâce à l'utilisation de pots catalytiques, mais elles devraient augmenter au niveau mondial.

Lorsque la lumière du soleil agit sur les  $\text{NOx}$  et les  $\text{COV}$ , un smog photochimique se forme. Au niveau du sol, l'ozone est le principal constituant de ce cocktail néfaste dont le secteur des transports est le premier émetteur. Il nuit à presque tous les tissus biologiques, porte atteinte à la végétation et pénètre profondément dans les voies respiratoires des animaux. Le smog contient également des particules ultrafines, dont certaines sont cancérigènes, qui sont principalement rejetées par les moteurs diesel. En Amérique du Nord, on estime qu'entre 10 et 20 % des hospitalisations pour troubles respiratoires dans les mois d'été sont imputables au smog.

Si tous les citoyens sont vulnérables à ces polluants, les plus touchés sont peut-être les automobilistes eux-mêmes. Plusieurs études font en effet apparaître que les niveaux de pollution à l'intérieur des véhicules sont beaucoup plus élevés que dans l'air ambiant, voire plus importants que les niveaux auxquels sont exposés les cyclistes et les piétons. Mais les premières victimes sont sans doute les enfants, notamment ceux qui sont conduits à l'école chaque jour en voiture.

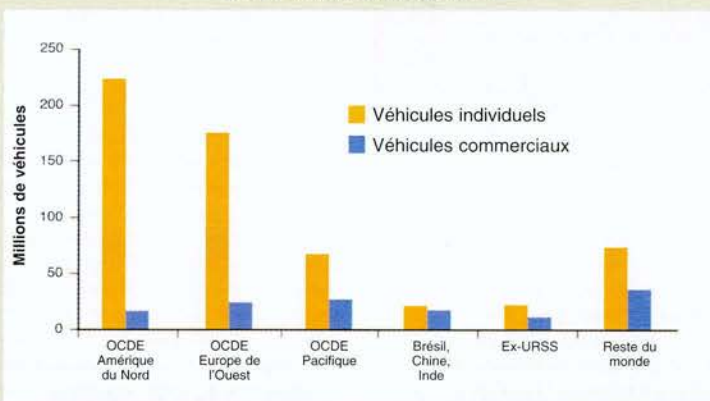
Mais la pollution de l'air n'est pas le seul facteur de risque sanitaire lié aux transports. Les blessures causées par les accidents de la route sont devenues un véritable enjeu de santé publique. Selon une étude réalisée par l'université de Harvard, elles sont la dixième cause de décès dans le monde – environ un million par an, dont quelque 85 % dans les





### Conduite soutenue

Parc automobile mondial, 1998



Source : FT Automotive

pays en développement. Certes, la sécurité routière s'est améliorée au fil des ans, mais 125 000 personnes meurent encore chaque année sur les routes des pays de l'OCDE. Soit une victime toutes les quatre minutes.

Par ailleurs, le bruit des avions de ligne et des poids lourds est de plus en plus considéré comme un risque sanitaire. En général, les niveaux de décibels enregistrés dans les zones urbaines sont compris entre 55 et 70. L'OMS recommande un niveau sonore inférieur à 40 dB pour préserver une bonne qualité de sommeil. Une exposition continue à des niveaux sonores supérieurs à 65 dB accentue les risques de maladie cardiovasculaire et de mortalité. Au-delà de 85 dB, elle entraîne une perte auditive. Les enfants et les personnes qui habitent près des grandes routes semblent particulièrement vulnérables.

### Terres blessées

Une publicité diffusée récemment à la télévision française montre un homme serrant la main à des ouvriers en train de poser une nouvelle couche de macadam ; une façon pour lui de les remercier de créer la route sur laquelle il s'apprête à essayer sa nouvelle voiture. La scène est surprenante, tant il est vrai que, si les gens sont incités à chouchouter leur voiture, voire à la personnaliser, il n'en va pas de même des routes. Il est de bon ton aujourd'hui de s'opposer à l'élargissement des chaussées et à la création de nouvelles routes. Pourtant, les agglomérations mêmes où nous vivons ne

seraient pas ce qu'elles sont en l'absence de réseau routier. Les transports sont à l'origine de réalisations techniques importantes comme les viaducs ou les tunnels. Pour certains, les routes ont de réelles qualités esthétiques. Cependant, elles sont loin d'être un élément anodin du paysage.

Elles portent atteinte aux écosystèmes, entravent l'écoulement naturel des eaux et empêchent la migration des espèces. Routes, rampes d'accès, parcs de stationnement, mais aussi voies ferroviaires et pistes d'aéroport : toutes ces infrastructures consomment du capital environnemental.

Les infrastructures de transport, le réseau routier principalement, occupent environ 40 % des terres dans les zones urbaines des pays de l'OCDE (davantage encore en Amérique du Nord) et moins de 10 % dans les zones rurales. L'emprise du réseau routier représente 93 % de la superficie totale des sols utilisés pour les transports au sein de l'UE. Par voyageur-kilomètre, les chemins de fer nécessitent moins d'un tiers de la superficie occupée par les voitures particulières, et l'aviation encore moins.

Curieusement, la longueur totale du réseau routier par habitant a peu varié depuis 1975 ; en réalité, elle a même diminué dans plusieurs pays. La surface occupée au sol s'est toutefois accrue dans des proportions spectaculaires depuis l'extension des autoroutes, des routes à péage et d'autres voies de circulation à accès restreint. Ces routes plus larges obligent à déplacer 130 fois plus de matériaux que les autres.

Autre problème : l'étalement urbain. Il est

devenu un fléau dans les pays développés. Aux États-Unis, entre 1982 et 1992, la superficie des terrains à vocation urbaine est passée de 210 000 à 260 000 mètres carrés, soit une progression supérieure de 70 % à celle du taux de croissance des populations avoisinantes dans les régions urbanisées. Cet étalement urbain va de pair avec une domination de la voiture privée, entraînant une forte consommation d'énergie. Cela se traduit par une multiplication des routes à plusieurs voies, des allées et autres bretelles de contournement qui mobilisent de l'espace.

### Transports énergivores

Environ 20 % de la consommation mondiale d'énergie sont destinés aux transports, ce pourcentage atteignant 30 % dans les pays de l'OCDE. Presque tous les modes de transport utilisent des produits pétroliers, qui représentent 60 % de la consommation totale d'énergie. Les transports, principal secteur consommateur de pétrole, absorbent quelque 60 % des volumes extraits, le reste servant au chauffage des locaux et à la fabrication de produits tels que bitume, matières plastiques, détergents, engrais et médicaments.

Le pétrole est la principale ressource non renouvelable consommée pour le transport. Il n'est pas exclusivement utilisé sous forme de carburant, puisqu'une partie est destinée à fournir l'énergie nécessaire à la production, à l'entretien et à l'élimination des véhicules et des infrastructures. Il entre aussi dans la fabrication des matières plastiques, de plus en plus utilisées pour construire les véhicules, y compris – paradoxalement – pour les alléger et améliorer leurs performances, alors même que, dans certains pays, le goût pour les cylindrées toujours plus grandes et plus puissantes persiste.

Résultat : une utilisation accrue de matériaux de construction. En fait, la production de véhicules et d'infrastructures de transport absorbe quelque 40 % de la consommation des principaux matériaux, notamment le ciment, l'acier et l'aluminium. Or, les minerais non plus ne sont pas renouvelables. Certains métaux courants comme le fer et le cuivre sont récupérés, mais le recyclage devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que l'on emploie des alliages et des mélanges plus complexes. De meilleurs matériaux de remplacement seront sans doute mis au point, mais il leur faudra du temps pour s'imposer.



Il en va de même pour les carburants de substitution. Après de nombreux faux espoirs et quelques expériences intéressantes, et en attendant de trouver une solution compétitive, la meilleure solution reste le véhicule hybride. Prenons le Diester, par exemple : ce mélange d'huile de colza et de gazole est utilisé avec succès dans les autobus publics de plusieurs villes françaises.

Les transports font payer un très lourd tribut à l'environnement et à la santé. Selon une étude faite pour l'Union internationale des chemins de fer (UIC), le coût s'élève à 8 % du PIB dans la région Europe de l'OCDE. Ce chiffre comprend les accidents, le bruit, le climat et la pollution, et non les coûts des embouteillages et les coûts indirects liés à l'approvisionnement de carburant ou à la production de véhicules. Cela ajouterait deux points de pourcentage supplémentaires. Le transport routier et le trafic aérien en sont les principaux responsables, la part du transport ferroviaire étant inférieure à 1 % du coût social imposé. L'économie en pâtit, encore que l'on sous-estime probablement l'importance de ce fardeau ; ainsi, on néglige généralement de comptabiliser les coûts de l'élimination des véhicules et de la mise hors service des infrastructures.

Peut-on continuer sur cette voie ? Certainement pas. D'autant que la plupart des tendances devraient s'accroître sur l'ensemble de la planète. Le trafic aérien par exemple devrait connaître l'essor le plus rapide : son volume pourrait sextupler par rapport à 1990. Des évolutions de cette nature compromettent sérieusement la viabilité écologique des systèmes de transport. Bien sûr, tôt ou tard, les gens n'accepteront plus cette situation. Mais les décideurs et les dirigeants ne doivent pas attendre ce moment s'ils veulent éviter que la facture ne soit trop lourde. Dans cette optique, la santé et l'environnement doivent être pris davantage en considération. Les Lignes directrices de l'OCDE sur les transports écologiquement viables peuvent servir d'outil dans ce cadre. Quoi qu'il en soit, le laisser-faire n'est plus de mise. ■

#### Références

- OCDE (2000), « Environmentally Sustainable Transport : Futures, Strategies and Best Practices », voir [www.oecd.org/env](http://www.oecd.org/env), « documentation, bonnes pratiques ».
- OCDE (2002), *Pour des transports écologiquement viables : Les mesures à prendre*, OCDE, Paris, à paraître.

## Transports écologiquement viables

Que faire pour mieux maîtriser les problèmes de transport ? Les tentatives en ce sens n'ont pas manqué. Qu'il s'agisse de réduire la pollution, de favoriser les transports publics, ou simplement de reconquérir l'espace urbain pour les piétons, les initiatives foisonnent. Et pourtant la voiture règne sans partage. Les taux de motorisation grimpent et les autorités locales sont soumises à d'incessantes pressions pour libérer toujours plus d'espace pour l'automobile. Par ailleurs, si les trains à grande vitesse d'Europe ou d'Asie rivalisent avec l'avion sur les petites distances, les longs courriers continuent de se multiplier.

Aussi est-il indispensable d'aborder les problèmes de transport dans une perspective plus large. C'est précisément l'ambition des Lignes directrices de l'OCDE sur les transports écologiquement viables. Lancé au milieu des années 1990, ce projet a été adopté par les gouvernements de l'OCDE en 2001. De fait, les 30 pays du monde où les transports sont le plus développés ont admis qu'il était temps d'œuvrer pour des transports plus durables.

L'objectif de ces Lignes directrices est de permettre un développement des transports dans les limites compatibles avec le respect de la nature : autrement dit, il s'agit de préserver la santé en réduisant la pollution et le bruit, de tenir compte des limites des ressources naturelles et de ne pas aggraver le changement climatique ou l'appauvrissement de la couche stratosphérique d'ozone. Il a été établi, dans le cadre de ce projet, que les émissions de CO<sub>2</sub> imputables aux transports devraient baisser de 50 % au niveau mondial (et de 80 % dans la zone de l'OCDE) entre 1990 et 2030. Mais pour atteindre ce but, il faudrait utiliser principalement de l'énergie sans carbone. Les émissions des principaux polluants atmosphériques, tels les dioxydes d'azote et de soufre devraient baisser dans les mêmes proportions, pour lutter contre l'acidification et le smog photochimique. La limitation des émissions de particules permettrait par ailleurs d'assainir l'atmosphère et de réduire la pollution acoustique. En outre, il faudrait s'employer à optimiser l'utilisation des terres, ce qui contribuerait à préserver la biodiversité et à prévenir l'étalement urbain.

Le développement de transports écologiquement viables suppose que l'on

conjugue politique de gestion de la mobilité, mesures incitatives et progrès technologiques. Car même avec une diminution du taux de motorisation, la mobilité devrait augmenter de 20 % par rapport à son niveau de 1990. Il faudrait utiliser davantage de véhicules à pile ou à combustible au lieu des véhicules à essence, et que les véhicules plus petits ou consommant moins d'énergie se substituent aux autres dans les zones urbaines. La marche ou le vélo devraient être encouragés pour les trajets courts. Concernant le transport de marchandises, il faudrait que les chargements soient gérés plus efficacement et acheminés, en grande partie, par rail ou par des véhicules utilisant de l'hydrogène comme carburant. Il serait également souhaitable que des innovations soient lancées dans les transports publics, associant le développement des transports en commun et des véhicules individuels, notamment des taxis et de la location. Les voyages d'affaires en avion sur de longues distances pourraient être réduits grâce à un recours plus fréquent à la vidéoconférence et à d'autres technologies de l'information.

Ces propositions peuvent sembler généreuses, mais elles ont aussi un intérêt économique (voir article ci-contre). Selon les auteurs du projet, les actions envisagées ne s'accompagneront pas seulement d'avantages nets pour l'environnement et la qualité de la vie, elles feront aussi diminuer de quelque 45 % les coûts financiers imposés à la collectivité par les transports d'ici à 2030.

Toutes ces mutations exigent des politiques cohérentes et ciblées et une réelle volonté de réussir. Limites d'émissions, incitations fiscales, permis négociables (voir article, page 38), planification, investissements en infrastructures dans des secteurs nouveaux comme les services à large bande ou l'éducation : l'offensive doit se déployer sur tous les fronts.

De toute évidence, les transports motorisés utilisant des combustibles fossiles ne sont pas écologiquement viables. Un jour ou l'autre, nos décideurs et dirigeants devront passer aux actes. Dans ce contexte, les Lignes directrices de l'OCDE pourront être un outil précieux.

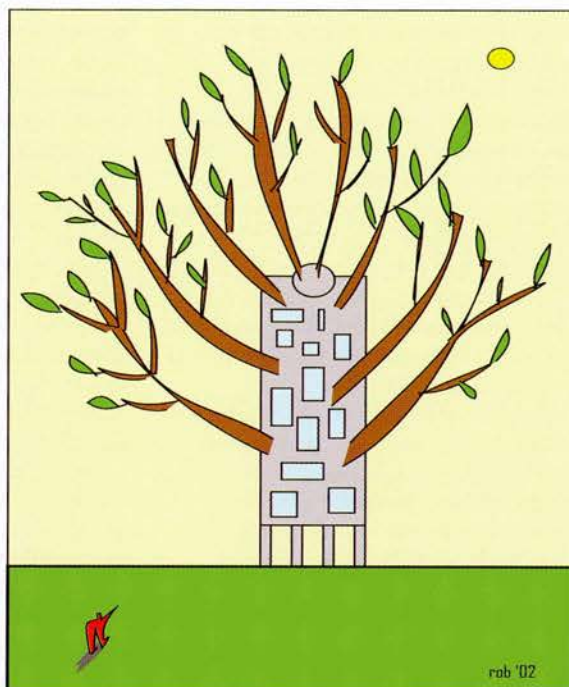
- Voir les Lignes directrices : [www.oecd.org/env/transport](http://www.oecd.org/env/transport), « documentation, Lignes directrices ».



# Des bâtiments écolos

Takahiko Hasegawa, Service du développement territorial de l'OCDE

**Le secteur du bâtiment consomme autant d'énergie que celui des transports. Il est donc grand temps de l'inclure pour de bon dans tous les calculs sur le développement durable.**



Selon Le Corbusier, urbaniste et architecte européen éminent (bien que controversé), les bâtiments étaient des « machines à habiter », vouées à la destruction une fois leur temps révolu. Il eut un jour ce mot fameux : pourquoi devrions-nous laisser nos bâtiments en héritage, alors que nous ne faisons pas don de nos corps ?

Le fait est que les constructions se transmettent de génération en génération. Le concept de « bâtiment écologiquement viable » prend en compte les conséquences économiques, sociales et environnementales des bâtiments et des activités qui leur sont associées. Plus de la moitié de la population mondiale vit en effet dans des zones urbaines. Qu'ils soient dans des métropoles, des villes ou des villages, les logements, usines et bureaux doivent être chauffés, éclairés, nettoyés, gérés, entretenus, rénovés, reconstruits ou conservés. Les bâtiments consomment. Pour alimenter les équipements de bureau, les appareils de

télévision ou encore l'éclairage électrique, ils brûlent toutes sortes de combustibles, depuis le bois jusqu'aux réserves énergétiques fossiles. Cette utilisation contribue à l'émission de gaz à effet de serre, alors que les systèmes de réfrigération et de climatisation aggravent le problème de l'ozone.

L'exploitation des bâtiments représente 25 à 40 % de la consommation énergétique finale dans la zone de l'OCDE ; des chiffres comparables à ceux du secteur des transports. Encore ce calcul ne tient-il pas compte de l'énergie consommée pour fabriquer les matériaux de construction, etc. Dans certains pays de l'OCDE, la construction des bâtiments et des infrastructures absorberait la moitié de l'ensemble des matériaux consommés. Sans parler des déchets qui doivent être gérés et réduits au minimum. L'insécurité des bâtiments est aussi un sujet de préoccupation, comme nous le rappellent cruellement les catastrophes telles que les

tremblements de terre au Japon, en Turquie et ailleurs. Il faut donc définir des normes et des responsabilités pour toutes les étapes de la vie des bâtiments.

La qualité de l'air et la santé sont deux autres paramètres à prendre en considération dans toute construction. La plupart d'entre nous passons jusqu'à 90 % de notre temps enfermés. Depuis la naissance, que l'on soit à l'école ou au travail, que l'on se repose ou que l'on se distraie, la conception des bâtiments conditionne notre cadre de vie, la qualité de l'air que nous respirons et, par là même, notre santé. C'est une autre bonne raison pour inciter les pouvoirs publics à intervenir dans la fixation de normes et d'objectifs à assigner au secteur de la construction, sans parler de la réduction de la charge environnementale.

L'une des difficultés réside dans le fait que la construction est un secteur tout-à-fait à part. Il suppose la mise en œuvre d'opérations très différentes : adduction d'eau, manipulation de matériel lourd, travaux d'excavation. En outre, les demandes varient selon qu'il s'agit d'un logement, d'un hôpital, d'une école ou d'un immeuble de bureaux. Les bâtiments sont censés remplir un large éventail de fonctions, comme protéger des intempéries, des écarts de température et du bruit, garantir contre les incendies et d'autres dangers, fournir une alimentation en eau de qualité, etc. Mais il arrive parfois que ces exigences soient contradictoires ; ainsi, les travaux d'isolation réalisés pour améliorer l'efficacité du chauffage dans les bureaux pendant la crise pétrolière des années 1970 se sont soldés par une dégradation de la qualité de l'air et une intensification des problèmes de santé imputables au formaldéhyde, un produit chimique présent dans le bois aggloméré et la mousse isolante qui provoque irritations et étourdissements.

Les bâtiments sont un capital fixe, ou bien immobilier, par opposition aux biens mobiliers tels que les liquidités et les actions. Ils constituent une forme d'investissement,



un moyen de financement et un produit d'échange, bien qu'ils soient fixes au sens physique du terme pendant toute leur durée de vie. C'est un rouage essentiel du capitalisme dans l'espace urbain. Malheureusement, si les bâtiments peuvent accroître la valeur d'un terrain, ils peuvent également se détériorer par négligence, ce qui réduit leur propre valeur et celle des bâtiments alentours. Ils doivent être entretenus, rénovés ou démolis. En bref, ils peuvent constituer un casse-tête pour les urbanistes.

À l'évidence, certains instruments de politique environnementale utilisés avec succès dans d'autres secteurs sont inapplicables à celui du bâtiment. Ainsi, des programmes de récupération analogues à ceux utilisés pour les récipients de boissons ne fonctionneraient probablement pas. Il serait irréaliste d'obliger les concepteurs ou les entrepreneurs à une éventuelle démolition des dizaines d'années plus tard. Peut-on vraiment savoir combien de temps durera un bâtiment ? La Tour Eiffel, qui avait été construite il y a une centaine d'années pour le temps d'une exposition universelle, est toujours fidèle au poste. Les Grandes Pyramides existent depuis une éternité, mais en ira-t-il de même pour les pyramides de verre conçues par Pei pour le Musée du Louvre ?

Les décideurs commencent à s'intéresser au problème. En 2000, la première conférence internationale sur la construction de bâtiments écologiquement viables (appelée SB2000) a eu lieu à Maastricht. Une deuxième conférence (SB2002) est prévue à Oslo (Norvège) en septembre 2002.

L'OCDE est en fait l'une des rares organisations qui essaie d'envisager la viabilité des constructions sous cet angle en se demandant, par exemple, comment améliorer le rendement énergétique de façon à réduire les coûts et les émissions de CO<sub>2</sub>, ou diminuer l'exploitation de certaines ressources comme le gravier, le sable, les forêts, etc. Cet intérêt soudain aura-t-il des retombées ? Le développement durable sera-t-il un frein ou un stimulant pour l'industrie ? Après tout, les gouvernements encouragent traditionnellement le secteur du bâtiment car il est une source d'emplois et de croissance.

Pourtant, à certains égards, ce sont les professionnels du bâtiment qui semblent avoir pris une longueur d'avance, notamment dans le domaine des énergies renouvelables

(voir article page 41). Mais si les grandes entreprises en bâtiment investissent volontiers dans les technologies environnementales, en prévision d'un marché en expansion, il n'en va pas de même pour les petits entrepreneurs, qui représentent l'essentiel de la profession. Ils n'adoptent les nouvelles technologies que très lentement et durcir la réglementation aurait pour effet, soit de les exclure du marché, soit de les forcer à travailler au noir. Cela conduirait à la construction de bâtiments de qualité inférieure, voire dangereux, en particulier dans les pays ou dans les villes où les revenus sont les plus bas. Comment dans ces conditions généraliser les technologies et les savoir-faire existants et les mettre effectivement en œuvre ?

Plusieurs gouvernements s'y sont attelés et il faut espérer que ces conférences auront un effet positif. Mais comme toujours se pose la question du coût. Un certain nombre d'immeubles d'habitation a été construit avec le souci d'économiser l'énergie au moyen de panneaux solaires et de technologies intelligentes pour piloter les appareils électroménagers. Mais du fait de leur coût initial, ils ont souvent été réservés à une poignée de privilégiés. Cela pourrait changer avec la baisse des coûts de ces technologies (voir article sur l'énergie renouvelable, page 41). En Californie, déjà, les prix des maisons utilisant l'énergie solaire chutent rapidement.

## Construire pour demain

Si les architectes définissent le champ du possible, les décideurs peuvent faire beaucoup pour favoriser l'adoption des technologies disponibles.

Prenons la labellisation écologique, par exemple. L'idée peut surprendre. Pourtant le Building Research Establishment au Royaume-Uni a mis en place des programmes d'attribution de labels pour les constructions neuves (essentiellement les bureaux). Il s'agit d'évaluer un large éventail de caractéristiques environnementales des bâtiments. Le programme concerne aujourd'hui 25 % du parc d'immeubles de bureaux au Royaume-Uni. Les premières données semblent indiquer que l'indice énergétique moyen des immeubles appliquant ce programme est plus haut que celui des autres bâtiments.

En 2001, le Japon a également lancé un programme volontaire de labellisation pour les logements. Les candidats à la propriété

peuvent désormais déterminer l'indice énergétique d'un logement donné. Compte tenu des risques de tremblement de terre qui existent dans ce pays, la robustesse et la durabilité sont également évaluées. Le nouveau programme a déjà été utilisé pour plus de 70 000 logements.

L'audit énergétique fait aussi son chemin. Le Projet néerlandais de conseil pour les performances énergétiques, qui vise à faire baisser la consommation d'énergie dans les bâtiments existants d'environ 3 millions de tonnes de carbone d'ici 2008-2012, en est un bon exemple. En application de ce programme, des techniciens vérifient les habitations et font des propositions concrètes pour améliorer le rendement énergétique.

Mais le pays le plus en pointe dans ce domaine est sans doute le Danemark, grâce à son projet d'audit énergétique obligatoire. Toute personne souhaitant vendre une maison dans ce pays doit en faire vérifier le rendement énergétique et fournir un rapport aux acheteurs.

Des mesures d'économie d'eau ont également été prises. Aux États-Unis, plusieurs villes, dont New York, ont imposé de nouvelles toilettes équipées de chasse d'eau de 6,0 litres dans les années 1990 pour remplacer les vieux modèles qui évacuaient 11,3 à 18,9 litres par chasse. Les autorités publiques ont impulsé le mouvement et quelque 25 millions de nouvelles unités avaient été installées dans les logements et les bureaux à la fin de la décennie. Cette opération s'est traduite par une forte baisse de la consommation d'eau.

Citons également une initiative plus générale, à savoir la redevance de mise en décharge, dont l'objectif est d'encourager un meilleur recyclage des matériaux de construction. Là encore, le Danemark et les Pays-Bas montrent la voie : leur taux de recyclage des déchets de construction et de démolition atteint déjà 90 %. Ces matériaux recyclés de faible valeur ne sont pas utilisés dans la construction de bâtiments, mais dans les couches de fondation des routes et l'aménagement des parcours de golf, etc.

Peut-être est-ce là la prochaine étape : abattre les bâtiments, les recycler, puis les faire renaître de leurs ruines. Qu'en dirait Le Corbusier ? ■

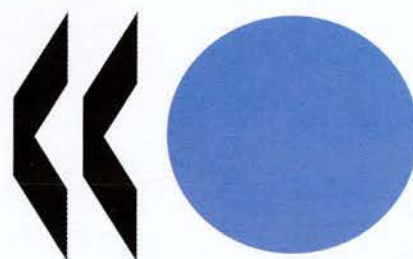
## Références

- Voir : [www.oecd.org/env](http://www.oecd.org/env), « documentation, Autres documents de l'OCDE »



AGRICULTURE ET ALIMENTATION TRANSPORTS  
 ENERGIE COMPTES NATIONAUX ET STATISTIQUES  
 RETROSPECTIVES ECONOMIES EN TRANSITION  
 DEVELOPPEMENT ECONOMIE TERRITORIALE  
 ENSEIGNEMENT ET COMPETENCES FISCALITE  
 ECONOMIES EMERGENTES ENVIRONNEMENT  
 ECONOMIES EN TRANSITION GOUVERNANCE  
 ECONOMIE TERRITORIALE STATISTIQUES EMPLOI  
 QUESTIONS SOCIALES ENERGIE GOUVER  
 NANCE ENERGIE NUCLEAIRE TRANSPORTS  
 FISCALITE ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT  
 DURABLE ETUDES PROSPECTIVES FINANCE ET  
 INVESTISSEMENT/ASSURANCE ET RETRAITES  
 STATISTIQUES FISCALITE SANTE GOUVERNANCE  
 INDUSTRIE SERVICES ET ECHANGES ENERGIE  
 QUESTIONS D'ECONOMIE GENERALE ET ETUDES  
 PROSPECTIVES ENSEIGNEMENT ET COMPETENCES  
 QUESTIONS SOCIALES/MIGRATIONS/SANTE  
 ENVIRONNEMENT SCIENCE ET TECHNOLOGIES DE  
 L'INFORMATION QUESTIONS SOCIALES/MIGRATIONS  
 STATISTIQUES: SOURCES ET METHODES INDUST  
 RIES SERVICES ET ECHANGES TRANSPORTS FISCALITE

# Source OECD



Notre bibliothèque électronique et service  
 de statistiques adapté aux réseaux des institutions

[www.SourceOECD.org](http://www.SourceOECD.org)

En association avec :

Ivation Datasystems Inc.



ingenta

[www.ingenta.com](http://www.ingenta.com)



Beyond  
20/20

[www.beyond2020.com](http://www.beyond2020.com)

[www.ivation.com](http://www.ivation.com)

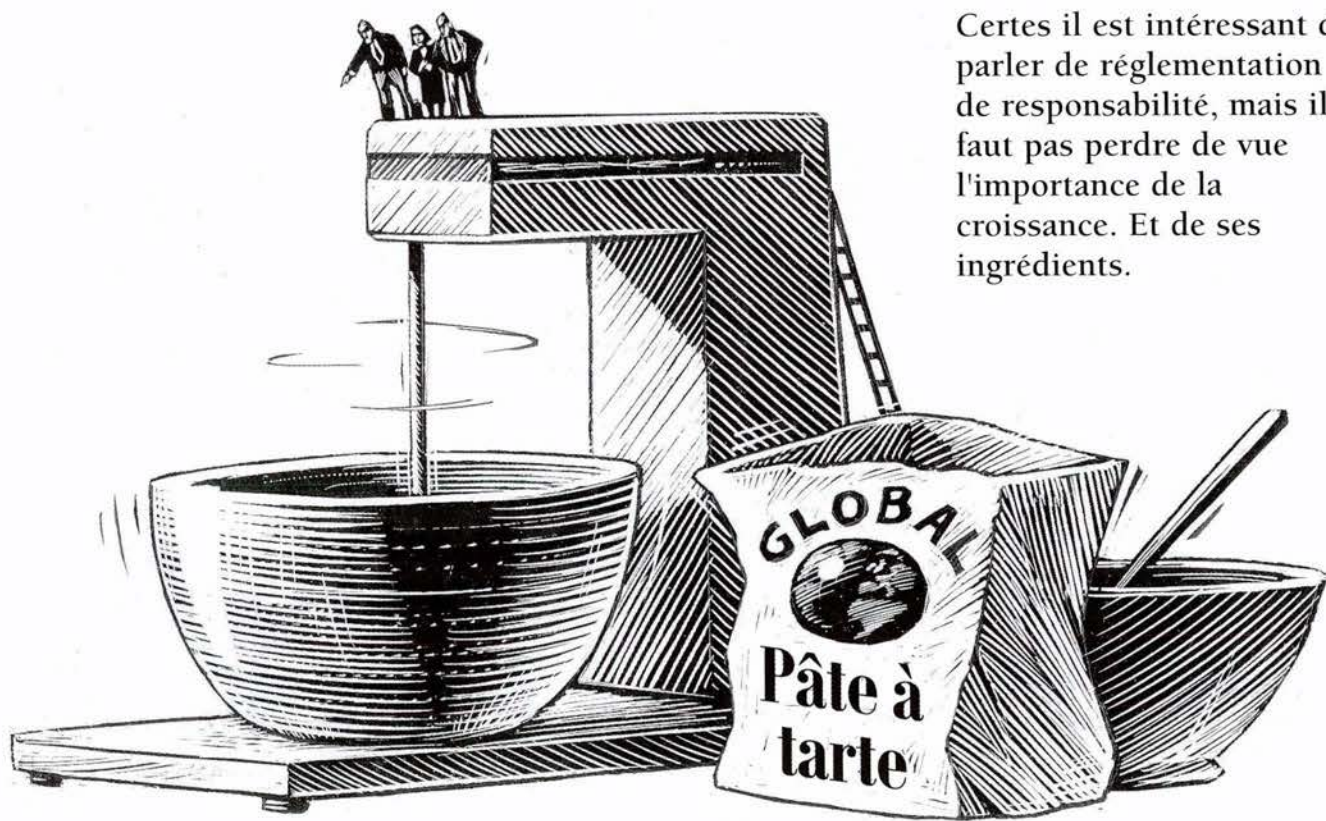
OCDE





# Cuisiner la croissance

Douglas Worth, Secrétaire général du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE



Certes il est intéressant de parler de réglementation et de responsabilité, mais il ne faut pas perdre de vue l'importance de la croissance. Et de ses ingrédients.

Les observateurs trouveront sans doute dans la chanson « Bye, bye, Miss American Pie » des analogies avec les malheurs que connaît aujourd'hui l'économie des États-Unis ; mais l'expansion qu'elle a connue, la plus longue de l'histoire récente, n'était-elle que de vaines promesses ? Elle laisse en tout cas des images d'abondance et de bonheur, réminiscences de desserts confectionnés avec tendresse par la mère de famille. Ces connotations familières aident peut-être à comprendre pourquoi les

politiciens tiennent tant à « partager le gâteau » et à en distribuer les parts. Partout dans le monde, les parlementaires engagent ainsi d'après discussions sur les priorités publiques qui devraient être privilégiées.

Mais le gâteau n'est sans doute pas une bonne métaphore, car il est presque toujours limité à la taille du plat. Pourtant, n'oubliez pas, vous, mes amis au sein des gouvernements, vous, Premiers ministres inquiets, que le gâteau peut être agrandi. Tout ce que le gouvernement entreprend devrait

viser à accroître sa taille. Cela s'appelle la croissance économique, et c'est indispensable. Faute de quoi, le nombre d'actions publiques prioritaires susceptibles d'être financées chutera, tandis que les besoins resteront les mêmes. Si quelqu'un vient vous dire « nous devons ralentir l'activité économique, et sacrifier une partie de la croissance pour réaliser telle ou telle priorité », répondez-lui qu'il n'en est pas question.

Ne croyez pas que je pense que vous n'avez pas compris la situation. Après tout, les



travaux de l'OCDE, du FMI et d'autres organisations font ressortir la nécessité d'établir des cadres d'action et mettent en garde contre le protectionnisme et l'ingérence dans l'activité industrielle. Mais sitôt achevées les réunions ambitieuses sur les moyens de favoriser la croissance, comme celles tenues à Lisbonne et à Kananaskis, d'aucuns se mettent à réclamer un renforcement de la contrainte réglementaire et de l'intervention publique au nom du progrès. C'est la taille du gâteau qui est en jeu, et nous devons rester très vigilants.

Pour accroître le gâteau, il faut pour l'essentiel s'appuyer sur les forces du marché, de façon à développer l'offre de produits et de services, permettant non seulement d'étendre les marchés existants, mais aussi d'en créer de nouveaux. Les ordinateurs personnels, les téléphones cellulaires, les enchères sur Internet sont autant d'excroissances des débouchés existants, mais les technologies et les innovations opérationnelles sous-jacentes ont permis aux entrepreneurs d'offrir des services et de créer des produits inédits.

Vous pensez peut-être que je vous ressers une vieille recette, qui ne peut mener qu'à de nouvelles bulles Internet et à des plans d'entreprise non viables. Mais je vous conseillerais de vous garder de sous-estimer ceux qui ont échoué une première fois. Le succès naît d'échecs répétés. Jamais nous n'avions observé autant d'inventions en même temps. Ces entrepreneurs brillants et diplômés, qui ont plongé avec la chute des technologies de l'information, referont surface. Nombre d'entre eux inventeront seuls, ou rejoindront de plus grandes entreprises, et ils exploiteront le potentiel des nouvelles technologies-outils.

N'oubliez pas que dans cette entreprise, vous travaillerez en étroite coordination avec les chefs du secteur privé. Après tout, c'est bien ce dont on parle lorsqu'on évoque la responsabilité partagée. En fait, la discipline de cette cuisine économique, consiste en un ensemble de principes ou de lignes directrices, comme les principes directeurs pour les entreprises multinationales de l'OCDE, qu'appliquent en commun le secteur privé et le secteur public, pour prendre en compte et répondre à l'ensemble des préoccupations. Appelons cela de la « cuisine durable ». Il nous faut trouver les moyens de répartir le gâteau le plus largement possible, avec le plus de bouchées possible pour autant de personnes que possible. Et nous

devons y parvenir sans saccager la cuisine. Point n'est besoin de miracles, un « grand chef » suffit.

Même les grands chefs doivent travailler ensemble, dans un climat de confiance, en surveillant de très près les ingrédients, de façon à ce que personne n'ajoute quoi que ce soit de nocif pour la santé ou pour le goût. Bien entendu, le marché finira toujours par punir tout manquement. Il le fait inmanquablement. L'environnement sanctionnera les excès également. Mais il ne faudra jamais laisser les choses aller aussi loin.

Les pouvoirs publics devraient revenir aux ingrédients de base. Entretenir l'expansion des marchés de capitaux. Laisser se mélanger les capitaux intérieurs et les capitaux internationaux. Dynamiser le système d'enseignement pour qu'il assure les qualifications requises et prépare mieux les étudiants aux emplois d'aujourd'hui. Raccourcir les formalités bureaucratiques qui retardent l'arrivée de l'innovation sur le marché et ne pas laisser les nouvelles idées se périmier. Faciliter la création et la fermeture d'entreprises.

Assurez-vous de la clarté de vos recettes. Il faut pour cela un gouvernement qui parle d'une seule voix et défende un seul programme. Si vos ministres veulent chacun un four d'une dimension différente, exigez que la température ou les ingrédients soient ajustés en fonction, sinon vous aurez le désordre sans la croissance. En fin de compte, c'est à des centaines d'acteurs du secteur privé que vous demandez de pétrir et ils sont tous également clients, fournisseurs, actionnaires, créanciers et consommateurs.

Ne faites pas obstacle à la concurrence, encouragez-la. Laissez vos mitrons chercher les ingrédients dont ils ont besoin partout dans le monde. Cela diminue les coûts et améliore la qualité, avec de forts effets multiplicateurs qui donneront de la consistance à la pâte.

Et vous, les « grands chefs », ne limitez pas les ingrédients à ceux que vous connaissez et qui vous rassurent et soyez à l'affût de nouvelles possibilités ou expériences. Le changement sert de levain et il vous faudra exercer au maximum vos talents de meneur d'hommes pour pousser de l'avant le timide et faire reculer ceux qui font de l'obstruction.

Si vous faites tout cela, nous pouvons tous espérer entendre des millions de minuteriers de four sonner à mesure que le gâteau mondial prendra de l'ampleur. ■

**Soyez le premier informé ...**

**OECD** *direct*

**grâce à notre service  
d'information e-mail gratuit**

- Gratuitement et sans obligation d'achat
- Recevez en priorité les annonces des nouvelles parutions de l'OCDE
- Choisissez parmi les services proposés et les newsletters
- Modifiez vos critères ou annulez votre abonnement
- Désormais, ce service est disponible en anglais **et** en français
- N'oubliez pas – vous gardez le contrôle !

**ENREGISTREMENT GRATUIT**

**[www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)**

F5f



# Fiscalité verte

Certes la consommation des ménages a des effets néfastes sur l'environnement, mais ce n'est pas une fatalité : il est encore possible d'y remédier en taxant par exemple certains biens et services, comme les sacs plastique ou l'essence, afin d'augmenter leur prix pour dissuader le consommateur. Cependant, malgré l'efficacité avérée de ces taxes dans les pays membres de l'OCDE, il ne faut pas oublier de prendre en compte certains autres facteurs : on peut craindre en effet une baisse de la compétitivité internationale pour les producteurs – qui se voient imposer des coûts plus élevés – et un effet régressif sur la répartition du revenu intérieur, la taxe affectant beaucoup plus sensiblement les ménages pauvres que les ménages aisés proportionnellement à leurs revenus respectifs.

Ces questions épineuses étaient à l'ordre du jour de la Conférence sur la réforme fiscale verte tenue le 27 juin 2002 à Berlin. Organisée par l'OCDE et le gouvernement allemand, elle a permis de réunir autour d'une même table des experts de la fiscalité et de l'environnement, des organisations non gouvernementales ainsi que le public.

« Dans une économie de marché, ce sont essentiellement les prix et les taxes qui gouvernent l'ensemble du système. Nous ne trouverons le chemin d'un processus auto-alimenté, dynamique et efficace qu'à une seule condition : si le système de taxes

et de subventions, mais aussi les prix reflètent les réalités et le bon sens écologiques », a déclaré le Ministre fédéral allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, dans son allocution inaugurale.

Et de fait, que signifieront les efforts mis en œuvre par le gouvernement allemand pour inciter les voyageurs à choisir le train, par exemple, si l'avion coûte moins cher sur les longs trajets ? Gagner le consommateur à la cause écologique n'est pas une mince affaire : comme l'a fait remarquer Susan Scott, de l'Institut de recherches économiques et sociales de Dublin, lorsque l'Irlande a introduit la taxe sur les sacs plastique, des brochures ont été distribuées dans les supermarchés pour indiquer aux clients que l'usage de sacs recyclables leur éviterait de payer la taxe.

Aux dires de M. Trittin, la réforme fiscale verte, loin de porter atteinte à la compétitivité, se traduit au contraire par des avantages concurrentiels sur le plan international, et par une répartition des coûts plus équitable entre les petits et les grands consommateurs de ressources naturelles. À elle seule, l'Allemagne produit selon lui un tiers de l'électricité éolienne mondiale et elle est en Europe le chef de file en matière d'énergie solaire. ■

- Pour plus de détails et pour consulter les documents de la Conférence : [www.oecd.org/environment](http://www.oecd.org/environment)

## Coopération avec le NPDA

Le 16 mai 2002 à Paris, la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres a reçu cinq invités d'honneur : les ministres de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Égypte, du Nigeria et du Sénégal. Ils se sont entretenus avec les ministres des pays de l'OCDE sur le financement du développement dans sa globalité, mais aussi plus particulièrement sur les moyens de développer la coopération entre l'OCDE et le NPDA. Tous ont convenu que le NPDA était une initiative prometteuse qu'il fallait faire avancer. Plusieurs possibilités ont été dégagées, à savoir notamment :

- Un renforcement de la participation de l'Afrique aux Forums mondiaux de l'OCDE et aux autres activités d'ouverture menées dans des secteurs comme l'investissement, le commerce, la bonne gouvernance, le renforcement des capacités statistiques et le développement durable ;
- Des échanges de vues et d'expérience sur les mécanismes d'examen par les pairs et sur les conditions nécessaires pour que les pays africains puissent les appliquer effectivement ;
- Des consultations sur les pratiques les plus bénéfiques en matière de développement, sur l'efficacité de l'aide et sur les avantages, pour le développement, du commerce, de l'investissement, de la bonne gouvernance et du travail relatif au développement durable. ■

## Europe en transport

Depuis le 11 septembre 2001, la lutte internationale contre le terrorisme dans les transports s'est focalisée sur les avions et les navires, mais selon les Ministres européens des transports, les gouvernements doivent également se méfier des risques terroristes qui planent sur le réseau routier et les chemins de fer. La déclaration adoptée par la Conférence européenne des Ministres des transports (CEMT) lors de sa réunion annuelle tenue à Bucarest en mai appelle également à plus de cohérence dans les normes de sécurité applicables aux différents modes de transport.

Un rapport sur la sécurité dans les transports présenté aux Ministres mettait d'ailleurs l'accent sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les divers modes de transport et les différents pays. La CEMT avait donc pour mission de trouver un moyen de lutter contre le terrorisme tout en améliorant l'efficacité et la sécurité du système. Par exemple, comme l'ont proposé les Ministres, l'incohérence pourrait être évitée si les marchandises étaient suivies tout au long de la chaîne de transport.

La sécurité routière était également à l'ordre du jour. Les Ministres ont pris note d'un rapport intitulé *Évolution récente des accidents de la route et questions politiques* qui recommande d'établir des objectifs,

notamment une réduction sur 10 ans de 50 % du nombre d'accidents de la route pour tous les pays membres de la CEMT.

Les Ministres ont également examiné un rapport proposant un ensemble de mesures encourageant un équilibre durable entre les différents modes de transport intérieur, adopté une résolution sur le développement des chemins de fer européens et étudié un rapport sur le développement des voies de navigation intérieure.

Lors de la réunion de Bucarest, Malte est devenue le 42e pays membre de la CEMT. ■

- Pour plus d'informations sur la réunion et la CEMT : [www.oecd.org/cemt/](http://www.oecd.org/cemt/)



## Les grands enjeux

Le Forum 2002 de l'OCDE — Les grands enjeux : sécurité, équité, éducation et croissance. Paris, 13-15 mai 2002



Le fossé entre les riches et les pauvres reste la principale source d'instabilité structurelle et d'insécurité qui pourrait compromettre l'équilibre de notre univers mondialisé. Tel est l'un des messages

essentiels du Forum 2002 de l'OCDE qu'Annemie Neyts-Uttebroeck, Ministre déléguée aux affaires étrangères de Belgique, a retransmis à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres tenue à Paris en mai. Outre les questions touchant à la sécurité, le Forum a également offert à divers représentants un cadre pour débattre de questions relatives à l'équité, l'éducation et la croissance. Durant plus de deux jours, des membres des gouvernements, de la société civile, des milieux universitaires, ainsi que du monde des entreprises et du travail ont ainsi débattu, contribuant à étayer les discussions de la réunion ministérielle de l'OCDE.

La première dame des États-Unis, Laura Bush, a fait ressortir dans son allocution l'importance fondamentale de l'éducation au regard des quatre grands thèmes du Forum, estimant qu'elle était la pierre angulaire du développement et de la croissance économique. Plus de 1 200 personnes ont

participé à ce Forum, qui est la troisième édition de cette conférence publique organisée par l'OCDE. Plus de 70 pays étaient représentés, et parmi les orateurs figuraient une vingtaine de ministres de pays membres de l'OCDE et de pays non membres, des responsables et des personnalités d'organisations internationales comme l'UNICEF et l'Organisation mondiale de commerce (OMC), plusieurs lauréats du prix Nobel, une vingtaine de dirigeants du monde des entreprises et des syndicats ainsi que des représentants de deux douzaines d'organisations de la société civile, depuis Amnesty International jusqu'au Fonds mondial pour la nature (WWF).

En ouvrant le Forum, le Secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, a souligné la possibilité unique qu'il offrait à la société civile d'influer sur les délibérations de ceux qui sont chargés de définir et de mettre en œuvre les politiques publiques. Ses paroles ont été reprises quelques jours plus tard, dans le communiqué de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres.

Durant la trentaine de séances qui se sont succédées pendant presque trois jours entiers, quelque 150 intervenants ont traité de thèmes très divers, que ce soit les échanges, l'énergie nucléaire, l'éducation, l'éthique des entreprises, ou le développement, ainsi que les questions relatives à la sécurité, comme le blanchiment d'argent et les transports. ■

- *L'Observateur de l'OCDE* a établi des synthèses de chaque session du Forum, qui sont disponibles sur le site web du Forum : [www.oecd.org/Forum2002](http://www.oecd.org/Forum2002).

## Le financement du terrorisme

Le grand public peut-il participer à la lutte contre le financement du terrorisme ? C'est bien ce qu'espère le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI). En effet, le GAFI procède actuellement à la révision de ses 40 Recommandations, véritables normes mondiales anti-blanchiment, en vue de les actualiser et de leur donner toute leur efficacité pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et il invite le grand public à faire part de ses commentaires sur les propositions de modifications. Ces propositions se concentrent sur trois domaines essentiels : l'identification des clients, la déclaration des transactions suspectes et le contrôle des institutions ; les renseignements sur les bénéficiaires effectifs des structures sociétaires ; enfin, l'utilisation par les milieux criminels d'activités et professions non financières (avocats, par exemple) pour le blanchiment de fonds.

Le GAFI se soucie depuis longtemps du manque de renseignements sur les bénéficiaires et gestionnaires effectifs des actifs générés par les activités criminelles. C'est pour pallier ces carences que le GAFI a proposé d'introduire des modifications. ■

- Le document de consultation est disponible sur : [www.fatf-gafi.org/40RecsReview\\_fr.htm#Consul/](http://www.fatf-gafi.org/40RecsReview_fr.htm#Consul/) et les commentaires doivent parvenir avant le 31 août 2002.

## Une administration plus ouverte

L'ouverture de l'administration est une bonne chose en théorie, mais elle n'est pas toujours une réalité. Cela tient notamment à la difficulté persistante d'associer la société civile à la mise au point de mécanismes vraiment efficaces. Tel est l'un des nombreux messages de la table ronde internationale réunie en mai pendant deux jours à Ljubljana (Slovénie) sur le thème de la création d'une administration plus ouverte en Europe du Sud-Est. Plus de 80 participants venus de 16 pays membres de l'OCDE et de 12 pays d'Europe centrale et du Sud-Est ont examiné les moyens de définir l'ensemble des lois, des institutions,

des méthodes et des formes de partenariat qui permettront d'ouvrir l'administration. La table ronde était centrée sur la participation qu'appelle cette entreprise et l'un de ses temps forts était une « foire aux outils » où étaient présentées et expliquées les méthodes applicables.

Cette manifestation était organisée conjointement par l'OCDE, le gouvernement de la Slovénie, l'Institut de la Banque mondiale et l'Open Society Institute. Les actes de la table ronde seront publiés dans le courant de l'année et plusieurs ONG participantes en diffuseront les principales conclusions en langue locale sur leur site Internet. ■

- Pour de plus amples informations sur cette table ronde : [joanne.caddy@oecd.org](mailto:joanne.caddy@oecd.org)

## L'AEN s'élargit

La République slovaque a adhéré en juin à l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE (AEN), ce qui porte désormais à 28 le nombre de ses membres. L'énergie nucléaire fournit quelque 53 % de l'électricité du pays et la République slovaque, qui a intégré l'OCDE en 2000, a mis en place un cadre législatif et réglementaire moderne dans le domaine du nucléaire, ainsi qu'une autorité indépendante chargée de la sécurité et de la réglementation nucléaires.

La République slovaque est le troisième pays d'Europe centrale à adhérer à l'AEN, après la République tchèque et la Hongrie. ■

- Pour de plus amples informations sur l'AEN voir : <http://www.nea.fr/>



# Réunion 2002 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

## Partenariat pour la croissance et le développement

Principaux points du communiqué publié par les ministres des pays de l'OCDE le 17 mai 2002 à l'issue de leur conseil annuel qui s'est tenu à Paris pendant deux jours.

- Pour le texte complet, consulter : [www.oecd.org/news/](http://www.oecd.org/news/)

### Perspectives économiques et reprise :

Malgré des perspectives prometteuses, des risques et des incertitudes demeurent. Les ministres se sont engagés à tirer parti de la reprise pour améliorer la situation budgétaire et poursuivre les réformes structurelles de manière à créer des conditions plus propices au renforcement de l'efficacité économique, à la création d'emplois et à l'élévation du niveau de vie.

**Emploi :** Les ministres ont demandé à l'OCDE d'intensifier le suivi de la mise en œuvre par les pays membres des recommandations formulées dans l'Étude de l'OCDE sur la croissance, et d'évaluer la Stratégie pour l'emploi. L'OCDE devrait continuer d'analyser l'impact économique et social des migrations. Les ministres ont suggéré la tenue d'une réunion des Ministres du travail en 2003.

**Lutte contre le terrorisme :** Les ministres se sont engagés à mettre en œuvre les mesures nécessaires de sécurité en veillant à ne pas compromettre l'ouverture des marchés au jeu de la concurrence et à préserver les droits de l'homme et les valeurs démocratiques. L'OCDE continuera de suivre les effets économiques du terrorisme et les mesures économiques prises pour y faire face. Les ministres ont demandé des analyses et recommandations de l'OCDE concernant le risque terroriste du point de vue de l'assurance, et les rôles respectifs du secteur des assurances, des marchés de capitaux et des pouvoirs publics. Ils ont encouragé l'OCDE à favoriser la mise en œuvre des Lignes directrices révisées régissant la sécurité des systèmes d'information.

**Gouvernance :** L'évaluation des principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE sera avancée de 2005 à 2004. Les ministres ont encouragé l'OCDE et le Groupe d'action financière (GAFI) à renforcer leur coopération. Ils ont appelé instamment tous les pays à mettre en œuvre rapidement les

Recommandations spéciales du GAFI sur le financement du terrorisme et ils exhorteront les Parties à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption à la mettre en œuvre rapidement. Ils ont réaffirmé le principe d'ouverture de la Convention aux non-signataires. Ils ont convenus de promouvoir la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

**Pratiques fiscales dommageables :** Les ministres se sont félicités des engagements pris par 31 États en faveur de la transparence et d'un échange effectif de renseignements à des fins fiscales, et ont incité les paradis fiscaux non coopératifs à faire de même. Ils ont encouragé les institutions internationales à unir leurs efforts pour aider les États à respecter leurs engagements. Ils attendent de nouvelles améliorations dans l'échange de renseignements entre autorités fiscales.

**Programme de Doha pour le développement :** Les ministres se sont engagés à réaliser des avancées significatives sur tous les éléments du programme de Doha pour le développement afin d'instaurer les conditions indispensables au succès de la Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu en septembre 2003 au Mexique. Ils s'emploieront ensemble à assurer la libéralisation progressive de l'accès aux marchés, à consolider les règles et disciplines de l'OMC ainsi qu'à faciliter le processus de négociation sur l'investissement, la concurrence, la facilitation des échanges et la transparence dans les marchés publics. Les ministres ont exprimé la volonté d'apporter une contribution à la nouvelle Commission mondiale de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation. Ils ont invité l'OCDE à apporter son concours à l'OMC pour l'élaboration dans les meilleurs délais de sa base de données par pays.

**Acier :** Il faut continuer à mettre en œuvre hardiment des politiques d'ajustement structurel dans ce secteur. Les travaux menés sur l'acier sous l'égide de l'OCDE ont porté sur les questions liées à l'élimination des excédents de capacités inefficaces au niveau

mondial et au renforcement des disciplines à l'encontre des mesures et des pratiques sectorielles qui faussent le marché. Les ministres attendent de nouvelles avancées d'ici la fin de 2002.

**Construction navale :** Les ministres soutiennent les efforts récemment déployés à l'OCDE en faveur de larges négociations internationales sur un nouvel accord sur la construction navale, afin d'instaurer des conditions de concurrence normales dans le secteur mondial de la construction navale.

**De Monterrey à Johannesburg et au-delà : le rôle de l'OCDE :** La réduction de la pauvreté et le développement durable constituent une priorité urgente. Les ministres exploiteront le consensus qui s'est dégagé à Monterrey sur le financement du développement à l'appui d'une approche intégrée des objectifs convenus sur le plan international dans la Déclaration du millénaire. Ils ont salué la création du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) et ont appelé de leurs vœux la poursuite du dialogue en vue de définir les modalités optimales de coopération pour le faire avancer. Ils ont encouragé la contribution vitale du secteur privé au développement et se sont engagés à répondre au besoin d'assistance technique et de renforcement des capacités pour améliorer le climat de l'investissement dans les économies en développement et en transition. Les ministres ont adopté une déclaration séparée intitulée « Pour un programme d'action commun de l'OCDE au service du développement », définissant le rôle de l'OCDE.

**Sommet sur le développement durable :** Les ministres se sont engagés à renforcer la coopération avec les pays non membres afin de promouvoir la bonne gouvernance et des politiques efficaces. Ils ont reconnu l'importance de la participation du secteur privé et de la société civile. Ils ont demandé à l'OCDE de suivre les progrès accomplis dans les trois dimensions du développement durable : croissance économique, développement humain et social, et environnement. ■



# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site internet de l'OCDE : [www.oecd.org](http://www.oecd.org) sous « calendrier ».

## AOÛT - UNE SÉLECTION D'ÉVÉNEMENTS

- 26-27 Dialogue secteur public/secteur privé pour le renforcement des capacités commerciales, atelier régional organisé par le Centre de développement, le Comité d'aide au développement (CAD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Mombasa, Kenya.
- 26/8-4/9 Sommet de Johannesburg 2002 sur le développement durable. Johannesburg, Afrique du Sud.

## SEPTEMBRE

- 11-12 Bonnes pratiques des donneurs, atelier organisé par le CAD.
- 16 Mise en œuvre des Lignes directrices du CAD pour la réduction de la pauvreté, réunion conjointe d'experts de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) et la Commission syndicale consultative (TUAC), organisée par le Programme Travailleurs/Employeurs de l'OCDE.
- 16-17 Le cadre politique pour l'économie fondée sur le savoir : TIC, innovation et ressources humaines, forum mondial organisé par le groupe de travail sur l'économie de l'information de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (STI). Brasilia, Brésil.
- 16-18 Incitations et transparence : instruments de changement dans l'enseignement supérieur, conférence organisée par la Direction de l'éducation, emploi, travail et affaires sociales (ELS), et l'IMHE.
- 18 Accès aux soins de santé dans une société vieillissante, réunion conjointe d'experts de ELS et du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), organisée par le Programme Travailleurs/Employeurs de l'OCDE.
- 19-20 Les conventions fiscales et des prix de transfert, forum mondial organisé par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises (DAF).
- 25 L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Strasbourg, France.
- 25-27 Mesurer le capital social, conférence organisée par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) et par le Bureau des statistiques du gouvernement du Royaume-Uni. Londres, Royaume-Uni.
- 27 Réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Washington D.C., USA.
- 30-1/10 Échanges mondiaux, atelier organisé par le CATEP (Concerted Action on Tradeable Permits). Kiel Institute for World Economics, Kiel, Allemagne.

## OCTOBRE

- 3 L'administration publique dans l'Union européenne : innovation, changement et partenariat, conférence organisée par le Ministère des finances du Danemark. Copenhague, Danemark.
- 6-8 La biotechnologie pour les maladies infectieuses : aborder des besoins globaux, atelier organisé par STI, la Direction de l'environnement et le gouvernement du Portugal. Lisbonne, Portugal.
- 9-11 GAFI : 1ère réunion plénière de GAFI-XIV.
- 14-16 "Clean Russia 2002" - la gestion des déchets : problèmes et solutions pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Moscou, Russie.
- 16 Journée mondiale de l'alimentation. Rome, Italie.
- 16-18 La connaissance dans un monde du risque, forum mondial. Séoul, Corée.
- 22 Examen de l'aide des États-Unis par le CAD. Communiqué de presse.
- 25-27 Répondre aux besoins mondiaux de compétences en technologies de l'information : le rôle du professionnalisme dans les TI, conférence organisée par la Fédération internationale pour le traitement de l'information et la British Computer Society, sous le patronage de l'OCDE. Woking, Surrey, Royaume-Uni.
- 27-30 Small Business, Big Markets, One World, 29<sup>e</sup> Congrès international sur les petites entreprises, sur invitation de la Royal Dutch Association of Small and Medium-Sized Enterprises, MKB-Nederland. Amsterdam, Pays-Bas.

## NOVEMBRE

- 3-5 Développement en Asie, quatrième forum organisé par la Banque asiatique de développement. Séoul, Corée.
- 4 Les systèmes d'assurance de qualité et de contrôle des compétences en génétique moléculaire, réunion d'experts organisée par STI.
- 7-8 Les subventions préjudiciables à l'environnement, atelier organisé par ENV et la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries (AGR).
- 12 Améliorer les perspectives des travailleurs âgés sur le marché du travail, réunion conjointe d'experts d'ELS, de BIAC, et de la Commission syndicale consultative (TUAC), organisée par le Programme Travailleurs/Employeurs de l'OCDE.



# Éducation : la porte de l'espoir

Laura Bush, première dame des États-Unis, était l'invitée de marque du Forum 2002 de l'OCDE le 14 mai. L'édition 2002 du Forum portait sur quatre grands enjeux : sécurité, équité, éducation et croissance. Dans son discours, Mme Bush a souligné que si ces enjeux étaient tous d'importance majeure, l'éducation était le fondement des trois autres. Les deux extraits suivants sont tirés de ce discours qui est reproduit in extenso sur : [www.oecd.org/forum2002](http://www.oecd.org/forum2002).



© OECD

« Nous devons d'abord et avant tout enseigner à tous les enfants du monde le respect de la vie – de leur propre vie comme de celle des autres. Tout parent, enseignant ou dirigeant a le devoir de condamner l'horrible tragédie qui pousse des enfants à sacrifier leur vie pour en tuer d'autres.

L'éducation peut aider les enfants à envisager un monde sans haine ni désespoir. L'éducation fait grandir le respect de soi et des autres, elle suscite une compréhension et une tolérance plus grandes. Elle invite à plus d'équité car elle dote nos enfants des outils dont ils auront besoin pour réussir dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Et l'éducation

nourrit aussi la croissance puisqu'elle stimule la créativité individuelle et forme la main-d'œuvre qualifiée indispensable à la croissance et au développement. » (...)

« Il n'existe pas de meilleur exemple de collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les habitants que l'action désormais engagée en Afghanistan : ce pays est en pleine reconstruction – et saisit une occasion qui ne s'était encore jamais présentée – grâce aux efforts conjoints des Nations unies, des États-Unis, du nouveau gouvernement afghan et de la coalition formée avec nos partenaires du monde entier.

La paix n'engendrera pas la prospérité si les femmes et les enfants ne sont pas instruits. Lorsque les citoyens sont instruits, et particulièrement lorsque les femmes le sont, la qualité de vie s'améliore également de façon significative. Les progrès en matière d'instruction des femmes ont par exemple contribué plus que toute autre chose au déclin de la malnutrition infantile, et le taux de mortalité des enfants nés de mères dotées d'une instruction de niveau secondaire est inférieur de 36 % à celui des enfants nés de mères n'ayant pas dépassé l'école primaire.

Les enfants d'Afghanistan ont repris le chemin de l'école en mars, mais pour bien des petites filles, c'était la première fois de leur vie. Le monde entier a pu voir les enseignants retrouver leur place restée inoccupée depuis si longtemps tandis que les élèves ouvraient leurs livres pour leurs premières leçons. » ■

## Abonnez-vous à l'OBSERVATEUR

☐ **Oui**, je désire m'abonner à l'Observateur pour 6 exemplaires avec le supplément « l'OCDE en chiffres » d'une valeur de US\$15.

- ☐ € 45  
☐ US\$ 50  
☐ JPY 5,900  
☐ GBP 30

(L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnées sauf indication contraire.)

- ☐ Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054  
☐ Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commander vos publications en ligne : [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop), ou demander les Nouvelles publications dans cette section qui vous intéressent à l'une des adresses ci-dessous.

### Où effectuer la livraison?

Nom ..... Pays .....  
 Organisation ..... Profession ..... Téléphone .....  
 Adresse ..... Fax .....  
 Code postal ..... Ville ..... E-mail .....

### Règlement

- ☐ Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)  
☐ Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/Master Card/American Express

TOTAL À PAYER: .....

N° de carte ..... Date d'expiration .....

### Où envoyer votre commande

Pour l'Autriche,  
 Allemagne et Suisse :  
 OECD BONN Centre  
 August-Bebel-Allee 6  
 D-53175 BONN, GERMANY  
 Tel: (49-228) 959 1215  
 Fax: (49-228) 959 1218  
 E-mail: [bonn.contact@oecd.org](mailto:bonn.contact@oecd.org)  
 Internet: [www.oecd.org/bonn](http://www.oecd.org/bonn)

Pour l'Asie :  
 OECD TOKYO Centre  
 3rd Floor, Nippon Press Ctr. Bldg  
 2-2-1 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku  
 TOKYO 100-0011, JAPAN  
 Tel: (81-3) 5532 0021  
 Fax: (81-3) 5532 0035  
 E-mail: [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
 Internet: [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

Pour l'Amérique Latine :  
 OECD MEXICO Centre  
 Av. Presidente Mazaryk 526  
 Colonia: Polanco C. P.11560  
 MEXICO D.F., MEXICO  
 Tel: (525) 528 01 209  
 Fax: (525) 528 00 480  
 E-mail: [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
 Internet: [rtm.net.mx/ocde/](http://rtm.net.mx/ocde/)

Pour les États-Unis d'Amérique  
 OECD WASHINGTON Center  
 2001 L Street N.W.,  
 Suite 650, WASHINGTON D.C.,  
 20036-4922  
 Toll free: (1-800) 456 6323  
 Tel: (1-202) 785 6323  
 Fax: (1-202) 785 0350  
 E-mail: [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
 Internet: [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)

Pour le reste du monde  
 OECD PARIS Centre  
 2, rue André-Pascal  
 75775 PARIS cedex 16 FRANCE  
 Tel: 33 (0) 1 45 24 81 81  
 Fax: 33 (0) 1 45 24 19 50  
 E-mail: [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
 Internet: [www.oecd.org](http://www.oecd.org)  
 Commandes en ligne (paiement  
 sécurisé par carte de crédit)  
[www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/)



## Freiner les excès

*Vers une consommation durable des ménages ? Tendances et politiques dans les pays de l'OCDE*

Depuis trois décennies, la contribution des ménages à la pollution de l'air et de l'eau, à la production de déchets et au changement climatique n'a fait que s'amplifier ; et selon ce rapport de l'OCDE, cette tendance est appelée à s'aggraver dans les 20 prochaines années, si rien n'est fait.

Quelques données suffisent pour illustrer l'ampleur du problème. Malgré les gains d'efficacité réalisés, la consommation d'énergie a augmenté de 36 % dans les pays de l'OCDE entre 1973 et 1998, et elle devrait s'accroître encore de 35 % d'ici 2020. Dans le même temps, la production de déchets municipaux progressera d'après les prévisions de 43 %, passant de 540 à 700 millions de tonnes par an. Enfin, si les innovations technologiques ont permis une baisse de l'intensité en énergie et en matières de nombreux biens de consommation, elles ont cependant été supplantées par la surabondance croissante de biens et services consommés avant d'être mis au rebut.

Comment les gouvernements peuvent-ils inverser ces tendances, et aider les ménages à s'orienter vers des modes de vie moins polluants et impliquant une utilisation moindre de matières ? Il s'agit là d'une condition sine qua non pour parvenir à un



développement durable. La fiscalité peut constituer une réponse, mais les ménages payent déjà beaucoup de taxes liées à l'environnement lors de l'achat ou l'utilisation de véhicules automobiles ou de carburants.

Les pouvoirs publics peuvent-ils agir sur les goûts et les préférences des consommateurs, ou pousser ceux-ci à évoluer vers des pratiques plus viables par des instruments économiques ou des campagnes de communication ?

Ce rapport préconise l'amélioration des normes réglementaires et l'intégration des politiques dans des domaines comme l'aménagement du territoire, l'investissement dans l'infrastructure et la politique macro-économique.

Ralentir la spirale interactive de la consommation et de la production ne sera pas l'affaire des seuls consommateurs – les pouvoirs publics et les entreprises devront y collaborer si l'on veut réellement mettre un frein aux excès néfastes de notre culture de consommation. ■

## De meilleurs bus pour changer la ville

À l'horizon 2020, plus de la moitié de la demande mondiale de pétrole sera imputable aux transports, qui produiront près du quart des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie. Selon les prévisions présentées dans *Bus Systems for the Future, Achieving Sustainable Transport Worldwide* (Réseaux d'autobus d'avenir : des transports durables dans le monde entier) de l'Agence internationale de l'énergie, organisation sœur de l'OCDE, les pays en développement devraient connaître un taux de croissance de la consommation de pétrole pour les transports trois fois supérieur à celui des pays de l'OCDE, même si ces derniers continueront de rejeter la plus grosse part des émissions mondiales. La croissance démographique, la hausse des taux de motorisation, confrontent les villes du monde entier à d'énormes problèmes de transport, provoquant embouteillages, étalement urbain, forte consommation de produits pétroliers et pollution atmosphérique constante. Les auteurs affirment que des réseaux d'autobus urbains mieux conçus, mettant à profit de nouvelles méthodes de conception de systèmes et les technologies contemporaines, permettraient d'économiser du pétrole et de favoriser une plus grande efficacité des transports urbains.

Les villes où les réseaux d'autobus sont bien organisés, comparées à celles où l'usage de la voiture particulière prédomine, sont beaucoup moins encombrées, affichent moins d'émissions de polluants



et de CO<sub>2</sub> et offrent une meilleure mobilité aux résidents. Faire prendre l'autobus aux gens est un défi. Les mesures prises pour dissuader les automobilistes, comme les taxes pénalisantes ou la hausse des redevances de stationnement, ont porté leurs fruits, mais les transports publics doivent présenter des atouts valables pour sortir les automobilistes de leur voiture. Des couloirs réservés aux autobus ont déjà été adoptés avec succès dans des villes comme Londres et Sydney. Bien entendu, cela implique des coûts, notamment de surveillance policière ; mais cela accorde aussi une plus grande mobilité. En y ajoutant des services d'information du voyageur sur l'heure d'arrivée de l'autobus suivant, des systèmes billettiques à carte à puce pour faciliter les correspondances entre lignes de bus et réseau de métro, les autobus peuvent devenir plus attrayants.

Il ne sera pas simple de faire progresser les choses. Mais ce rapport met en évidence qu'il ne serait purement et simplement pas viable de ne pas investir dans les transports publics. ■

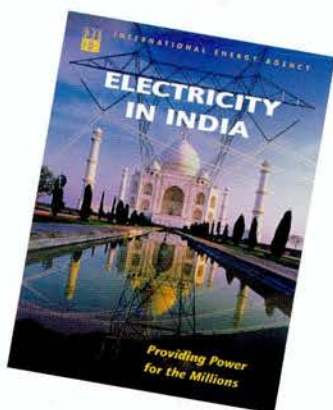


## Énergie à l'indienne

Le secteur de l'électricité indien, détenu et exploité pour l'essentiel par le secteur public, se trouve actuellement exposé à un risque croissant de faillite. Bien que l'Inde soit le troisième producteur mondial de charbon après la Chine et les États-Unis, elle importe environ 1,4 million de barils de pétrole par jour, soit 60 % de ses besoins. Selon l'Energy Information Administration des États-Unis, ce pays enregistre un déficit d'approvisionnement en électricité de 13 000 mégawatts.

Les difficultés qu'il connaît découlent pour la plupart du système de tarification actuellement en vigueur, et du fait que les usagers sont trop peu nombreux à régler leur facture. Seulement 55 % de la production totale d'électricité sont facturés aux clients, et 41 % normalement acquittés, en raison de vols, de non-facturation ou d'impayés. Cela équivaut à un subventionnement implicite massif.

La sous-tarification pose un problème également, car le prix de l'électricité pour le consommateur final représente actuellement moins de 75 % des coûts moyens en termes réels. C'est un obstacle sérieux à l'investissement dans ce secteur, à un moment où l'Inde en a cruellement besoin. Peu avant sa débâcle, Enron était le plus gros investisseur privé américain en Inde. Mais il a renoncé à sa participation de 65 % dans la Dabhol Power Company, dans l'état du Maharashtra, après avoir constaté l'impossibilité de se faire payer pour l'électricité produite.



Les importations de pétrole brut de l'Inde devraient atteindre 5 millions de barils par jour à l'horizon 2020, ce qui correspond à plus de 60 % de la production saoudienne actuelle. L'énergie et l'électricité seront indispensables à une population qui dépassait le milliard d'habitants en 2000, ainsi qu'à une économie qui affichait un taux de croissance moyen annuel de 7 % entre 1993 et 1997.

La singularité de *Electricity in India: Providing power for the millions* (L'électricité en Inde : du courant pour tout un peuple) par rapport aux autres publications de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), est qu'il préconise une intervention vigoureuse des pouvoirs publics afin de préparer le terrain pour un marché libre de l'électricité s'étendant sur tout le territoire indien. Seule l'administration centrale peut créer les conditions propices à sa mise en place, en incitant les états à réformer leurs réseaux d'électricité au bord de la faillite, en encourageant les échanges entre états et en œuvrant en faveur d'un environnement qui attire l'investissement national et étranger. ■

## Esprits plus vifs

*Comprendre le cerveau : vers une nouvelle science de l'apprentissage*

Consulter un neurochirurgien pour comprendre les troubles de lecture de certains peut paraître inutile. Pourtant, aujourd'hui, enseignants et responsables politiques commencent à y voir un intérêt. Il y a trois ans, le Centre pour la recherche et l'innovation dans

l'enseignement de l'OCDE (CERI) a lancé un projet sur les « Sciences de l'apprentissage et la recherche sur le cerveau », dont les découvertes sont mises au service de l'apprentissage. Actuellement, spécialistes du cerveau, décideurs politiques et éducateurs étudient de très près des questions telles que l'utilisation de l'imagerie mentale dans l'apprentissage ou le rôle de l'altération des neurones induite par le vieillissement.

Les résultats obtenus ont ainsi fait voler en éclats certaines idées reçues. Généralement, les non-spécialistes affirment que l'hémisphère gauche du cerveau est dédié au raisonnement logique et au codage des informations verbales tandis que l'hémisphère droit est le siège de la créativité et du codage des informations visuelles. En réalité, si certaines fonctions comme la reconnaissance des visages ou la parole dépendent essentiellement d'un seul hémisphère, les mécanismes de la pensée requièrent, le plus souvent, le fonctionnement concomitant des deux hémisphères.

De même, l'assertion selon laquelle le cerveau perdrait 100 000 neurones par jour a été battue en brèche, une étude concluant que le nombre total de neurones présents dans chaque aire du cortex cérébral ne variait pas en fonction de l'âge. En

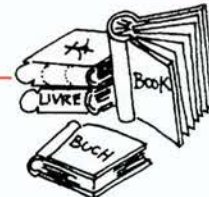


réalité, le vieillissement provoque une diminution du nombre des gros neurones et un accroissement des petits. Ce processus pourrait entraîner une diminution du nombre de synapses, ce qui ralentirait les mécanismes de la pensée, mais n'affecterait guère l'intelligence.

Au Japon, une étude menée chez des adultes (âgés de 25 à 83 ans) n'a établi aucune corrélation entre l'âge et la fluidité verbale, l'originalité de la pensée, la productivité et la créativité. En outre, de nouvelles données indiquent que la forme physique et l'apprentissage peuvent contribuer à améliorer l'organisation et la maîtrise des processus mentaux. L'apprentissage modifie la physionomie du cerveau, car il accroît le développement de nouvelles connexions neuronales. La plasticité du cerveau est une fantastique découverte pour les spécialistes de la cognition.

La politique éducative pourrait en tirer des leçons et ainsi, s'améliorer. Si une anomalie est décelée dans l'aire cérébrale dédiée à la lecture, elle pourrait être corrigée en classe. Et qui sait, un jour peut-être se rendra-t-on chez son neurologue comme on va chez son dentiste. ■





# Nouvelles publications

## juin à août 2002

Toutes les publications sont disponibles en version papier ou en version électronique  
Pour d'autres titres, consulter [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

### AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

**Lutte contre les ententes injustifiables : effets dommageables, sanctions efficaces et programmes de clémence** □

ISBN 9264297359

124p

€30.00 \$27.00 £18.00 ¥3 450 MXN185

Les ententes injustifiables représentent les formes les plus graves de violation de la législation de la concurrence. Quels sont les meilleurs outils pour lutter contre elles ?

**La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au XXI<sup>e</sup> siècle** □

ISBN 926429807X

190p, 22 tableaux, 6 graphiques

€45.00 \$40.00 £28.00 ¥5 150 MXN275

Ce rapport est consacré aux évolutions récentes de la structure des marchés des valeurs d'État et des opérations de gestion de la dette publique dans les pays de l'OCDE. Il met également en évidence les problèmes structurels fondamentaux posés aux pouvoirs publics sur les marchés émergents de la dette et analyse l'impact des systèmes électroniques avancés sur les marchés primaire et secondaire. Enfin, il examine l'introduction de nouveaux instruments (les obligations indexées et les instruments dérivés) ainsi que les mesures touchant aux relations avec les investisseurs.

### AGRICULTURE

**Perspectives agricoles de l'OCDE : 2002/2007** □

ISBN 9264287213

240p, 35 tableaux, 53 graphiques

€40.00 \$36.00 £25.00 ¥4 000 MXN340

**Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2002** □

ISBN 9264297642

230p, 64 tableaux, 16 graphiques

€64.00 \$59.00 £39.00 ¥7 300 MXN395

Cette publication présente des données sur le niveau et les

composantes du soutien et de la protection dont bénéficie le secteur agricole, en appréciant l'ampleur des réformes mises en œuvre. Une section du rapport porte sur les échanges agricoles et l'application de l'Accord d'Uruguay sur l'agriculture.

### DÉVELOPPEMENT ET AIDE

**Les lignes directrices du CAD : Intégrer les Conventions de Rio dans la coopération pour le développement** □

ISBN 9264298134

110p, 3 tableaux, 1 graphique

€20.00 \$19.00 £12.00 ¥2 000 MXN170

Ces Lignes directrices mettent en évidence les liens qui existent entre les problèmes environnementaux mondiaux d'une part, et le développement durable et la lutte contre la pauvreté d'autre part. Bien qu'elles soient axées sur les problèmes visés par les trois Conventions de Rio, bon nombre de ces lignes directrices valent tout autant pour d'autres problèmes environnementaux mondiaux ou régionaux.

**Les dossiers du CAD: Volume 3-2** □

ISBN 9264271767

210p, 12 tableaux, 4 graphiques

€38.00 \$40.00 £25.00 ¥4 520 MXN364

Les dossiers du CAD rassemblent les panoramas annuels sur les politiques et les efforts de coopération pour le développement ainsi que les examens nationaux détaillés qui étaient précédemment publiés dans la Série des examens en matière de Coopération pour le développement.

**Technologie et lutte contre la pauvreté en Asie et dans le Pacifique** □

ISBN 9264298215

245p, 36 tableaux, 30 graphiques

€45.00 \$39.00 £27.00 ¥5 200 MXN360

**L'IDE des pays en développement : Un vecteur d'échanges et de croissance** □

ISBN 9264298096

160p, 37 tableaux, 14 graphiques

€40.00 \$35.00 £24.00 ¥4 600 MXN315

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

**La gouvernance pour le développement durable : Étude de cinq pays de l'OCDE** □

ISBN 9264287477

220p, 12 tableaux, 8 graphiques

€45.00 \$40.00 £28.00 ¥4 550 MXN385

Cette publication présente cinq expériences menées par les pouvoirs publics en vue de promouvoir le développement durable au Canada, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les cinq études présentent une illustration des efforts spécifiques qui visent à l'adaptation des modalités de la gouvernance en matière institutionnelle et de prise de décision, afin de mieux répondre à l'enjeu du développement durable.

**Cœurer ensemble pour un développement durable** □

Code OECD 002002132P

Publication gratuite

**Vers un mode de consommation durable des ménages ? : Tendances et politiques dans les pays de l'OCDE** □

ISBN 9264297375

160p, 30 tableaux, 44 graphiques

€35.00 \$31.00 £22.00 ¥4 000 MXN215

Voir revue

**Examens territoriaux de l'OCDE : Sienne, Italie** □

ISBN 926429774X

170p, 40 tableaux, 8 graphiques

€45.00 \$40.00 £28.00 ¥5 150 MXN275

Sienne détient un réel avantage concurrentiel dans les domaines de l'agriculture et du tourisme. C'est la nécessité d'assurer à la fois la pleine mise en valeur et la préservation de cet atout qui a justifié le soutien aux différentes initiatives de développement durable.

### ÉCONOMIE

**Revue économique de l'OCDE : n° 34** □

Code OECD 132002342P1

170p, 28 tableaux, 29 graphiques

disponible par abonnement

Chapitres sur la distribution des revenus et la pauvreté dans la zone de l'OCDE ; sur l'investissement en capital humain dans l'enseignement ; sur les systèmes fiscaux des pays de l'UE ; sur la contribution des technologies de l'information et des communications à la croissance économique dans neuf pays de l'OCDE ; et une estimation du comportement cyclique des taux de marge.

**Perspectives économiques de l'OCDE : juin n° 71** □

ISBN 926429161X

320p, 145 tableaux, 166 graphiques

€54.00 \$60.00 £37.00 ¥6 780 MXN525

**ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE**

Chaque étude : €32.00 \$34.00 £21.00

¥4 000 MXN311

**Hongrie** □

ISBN 9264291520

192p, 35 tableaux, 67 graphiques

THÈME SPÉCIAL : Dépenses publiques

**Nouvelle-Zélande** □

ISBN 9264291504

143p, 23 tableaux, 38 graphiques

THÈME SPÉCIAL : Dépenses publiques

**Suède** □

ISBN 9264291563

120p, 28 tableaux, 40 graphiques

THÈME SPÉCIAL : Améliorer l'efficacité des dépenses publiques

**Pologne** □

ISBN 9264291547

90p, 25 tableaux, 29 graphiques

THÈMES SPÉCIAUX : La gestion des dépenses publiques, la réforme structurelle

### ÉDUCATION

**Comprendre le cerveau : Vers une nouvelle science de l'apprentissage** □

ISBN 9264297340

110p, 2 tableaux, 3 graphiques

€23.00 \$20.00 £14.00 ¥2 650 MXN180

Voir revue



## EMPLOI ET SOCIÉTÉ

**Perspectives de l'emploi de l'OCDE : Édition 2002** ☐  
 ISBN 9264297782  
 368p, 89 tableaux, 81 graphiques  
 €65.00 \$58.00 £40.00 ¥6 550 MXN555  
 Ces Perspectives examinent un certain nombre de questions : l'efficacité des programmes gouvernementaux du marché du travail pour les jeunes, les importantes disparités entre les sexes au niveau de l'emploi comme au niveau de la rémunération, les salaires et les indemnités du travail temporaire, le défi posé aux gouvernements pour résoudre le chômage de longue durée, et les effets croisés des politiques des marchés du travail et des politiques des marchés des produits.

**Éco-Santé OCDE 2002 : Analyse comparative de 30 pays** ☐  
 ISBN 9264098585  
 CD-ROM  
 €325.00 \$295.00 £200.00 ¥32 700 MXN2 790

**Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE** ☐  
 ISBN 9264297847  
 72p, 27 tableaux, 4 graphiques  
 €20.00 \$19.00 £12.00 ¥2 300 MXN120  
 Cette nouvelle édition présente les différentes prestations et les impôts relatifs aux personnes sans emploi, ainsi que des données comparatives internationales sur les systèmes d'imposition et de prestations.

## ÉNERGIE

**Uranium 2001 : Ressources, production et demande** ☐  
 ISBN 9264298231  
 380p, 293 tableaux, 19 graphiques  
 €85.00 \$74.00 £52.00 ¥9 850 MXN675

**Bilans énergétiques des pays de l'OCDE : 1999/2000** ☐  
 ISBN 9264097864  
 484p  
 €120.00 \$110.00 £73.00 ¥13 900 MXN955  
 On trouvera dans cet ouvrage des définitions des produits et des flux, et des notes explicatives sur les données de certains pays, ainsi que les facteurs de conversion des unités originales en tonnes d'équivalent pétrole. Des données plus détaillées, exprimées en unités originales, sont publiées dans les Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE 1999-2000.

**Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE : 1999/2000** ☐  
 ISBN 9264097856  
 460p  
 €120.00 \$110.00 £73.00 ¥13 900 MXN955

**Données sur le pétrole : Édition 2002** ☐  
 ISBN 9264097929  
 Un ouvrage de référence très complet sur l'évolution actuelle de l'offre et la demande de pétrole (production et consommation mondiales, puis par secteur d'activité pour chaque pays membre de l'OCDE, prix et échanges internationaux des principaux groupes de produits pétroliers, approvisionnement, échanges).

## ENVIRONNEMENT

**Stratégies de réduction des gaz à effet de serre émanant du transport routier : Méthodes d'analyse** ☐  
 ISBN 9264296786  
 76p, 13 tableaux, 10 graphiques  
 €20.00 \$18.00 £12.00 ¥2 000 MXN172  
 Quelles mesures et stratégies ont déjà été adoptées par les pays de l'OCDE pour stabiliser ou réduire les émissions de gaz à effet de serre dues au transport routier ? Sur la base des prévisions d'une croissance continue de la motorisation et des distances parcourues, quelles sont les tendances en termes d'émissions de CO<sub>2</sub> et quelles en seront les conséquences pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto ?

**Manuel d'évaluation de la biodiversité : Guide à l'intention des décideurs** ☐  
 ISBN 9264297316  
 180p, 12 tableaux, 8 graphiques  
 €40.00 \$36.00 £25.00 ¥4 000 MXN340

## GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

**Turquie: une aide capitale pour la reprise économique** ☐  
 ISBN 9264298088  
 170p, 8 tableaux, 2 graphiques  
 €40.00 \$35.00 £24.00 ¥4 600  
 Cet ouvrage présente une analyse et une évaluation générales, à l'échelle macro-économique, des résultats et des enjeux de la réforme de la réglementation dans des domaines comme la qualité du secteur public, la politique de la concurrence et l'ouverture des marchés. Il met tout particulièrement l'accent sur les progrès de la réglementation dans les secteurs de l'électricité, du gaz, du transport routier de marchandises et des télécommunications.

**Pologne: de la transition aux nouveaux défis de la réglementation** ☐  
 ISBN 9264298118  
 150p, 13 tableaux, 3 graphiques  
 €40.00 \$35.00 £24.00 ¥4 600 MXN 315

**Canada : examens territoriaux de l'OCDE** ☐  
 ISBN 9264298320  
 190p, 15 tableaux, 30 graphiques

**Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales : La responsabilité des entreprises : instruments mondiaux** ☐  
 ISBN 9264296824  
 164p, 2 tableaux  
 €38.00 \$34.00 £23.00 ¥3 800 MXN325  
 Ce rapport rend compte des mesures prises par les gouvernements pour renforcer la contribution des Principes directeurs à un meilleur fonctionnement de l'économie mondiale. Il présente aussi une analyse comparative et des observations sur les complémentarités et les différences entre les Principes directeurs et d'autres instruments mondiaux destinés à promouvoir une attitude responsable de la part des entreprises.

## INDUSTRIE, SCIENCE ET INNOVATION

**Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE: Les TIC et l'économie de l'information** ☐  
 ISBN 9264297545  
 368p, 125 tableaux, 146 graphiques  
 €75.00 \$66.00 £46.00 ¥8 600 MXN 460

**Statistiques des structures de l'industrie et des services : Données de base 1992-1999** ☐  
 ISBN 9264097201  
 516p, 374 tableaux  
 €70.00 \$63.00 £43.00 ¥7 050 MXN 600

## STATISTIQUES

**L'OCDE en chiffres** ☐  
 ISBN 9264297987  
 96p, 70 tableaux, 14 graphiques  
 €15.00 \$15.00 £9.00 ¥1 700 MXN 120  
 Gratuit pour les abonnés à l'Observateur de l'OCDE

**Annuaire des statistiques d'investissement direct international : 1980/2000** ☐  
 ISBN 9264098038  
 480p, 240 tableaux, 145 graphiques  
 €87.00 \$76.00 £53.00 ¥10 100 MXN 690

**Manuel sur la mesure de l'économie non observée** ☐  
 ISBN 9264297456  
 255p, 27 tableaux  
 €55.00 \$49.00 £34.00 ¥6 300 MXN340  
 L'objectif de ce Manuel consiste à définir et à faire connaître les pratiques exemplaires utilisées pour mesurer l'économie non observée selon des modalités compatibles avec les normes internationales et en particulier avec le Système de comptabilité nationale 1993.

**Annuaire des statistiques d'assurance : 1993/2000** ☐  
 ISBN 9264097953  
 325p, 55 tableaux, 10 graphiques  
 €95.00 \$85.00 £58.00 ¥9 550 MXN 815

## TRANSPORTS

**Investissements en infrastructure de transport et développement régional** ☐  
 ISBN 9264297596  
 200p, 15 tableaux, 5 graphiques  
 €40.00 \$35.00 £25.00 ¥4 600 MXN245  
 Comment améliorer l'allocation des fonds consacrés aux infrastructures de transport ? Les analyses coûts-avantages, très largement utilisées, sont-elles appropriées ? Les investissements en matière d'infrastructure de transport n'auraient-ils pas des effets plus larges sur le développement régional qui nécessiteraient d'être pris en compte lors du choix des priorités en matière d'infrastructure ?

**Évolution des transports : 1970-2000** ☐  
 ISBN 9282123758  
 55p, 16 tableaux, 15 graphiques  
 €20.00 \$19.00 £12.00 ¥2 300 MXN160

**Les péages sur les infrastructures routières interurbaines : Une évaluation économique** ☐  
 ISBN 928212374X  
 171p, 32 tableaux, 36 graphiques  
 €50.00 \$45.00 £31.00 ¥5 050 MXN430

## Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur [www.oecd.org/](http://www.oecd.org/) sous « Documentation »

- ☐ Pour l'ouverture des marchés de services
- ☐ Étude économique de la zone euro
- ☐ Le service public, un employeur de choix
- ☐ Études économiques de : la Pologne, la Suède, la Grèce, la République slovaque, la Hongrie, la Suisse, la Nouvelle-Zélande
- ☐ Les ententes injustifiables – les préjudices causés

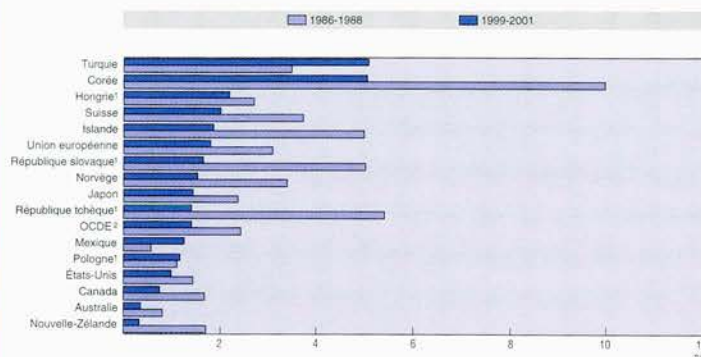


# Vers un soutien plus vert ?

Globalement, le soutien accordé à l'agriculture par les pays de l'OCDE a légèrement reculé en 2001, ce qui pourrait contribuer à diminuer les contraintes sur l'environnement, mais les progrès de la réforme des politiques agricoles ont généralement été lents, inégaux et insuffisants. Telles sont les conclusions du dernier rapport *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2002*. Plusieurs pays se sont attaqués aux problèmes d'environnement en 2001 en instaurant de nouvelles mesures, fixant des objectifs environnementaux et visant à réduire la pollution ou à encourager l'adoption de modes de production agricole plus durables. L'Australie et l'Union européenne ont annoncé des mesures en faveur de la conservation de la biodiversité, tandis que le Danemark, la France et les Pays-Bas ont mis en place des mesures de réduction des niveaux de pesticides. De leur côté, la Norvège, la République tchèque et la Suisse ont augmenté leurs dépenses en faveur de l'agriculture biologique. Pour la majeure partie d'entre elles, les dépenses à finalité environnementale correspondent à des paiements versés aux agriculteurs en contrepartie de l'adoption de méthodes de production permettant d'atténuer les atteintes à l'environnement, ou les rémunérant pour la fourniture de services environnementaux. Ces paiements ont vu leur part dans le soutien total passer de 1 % durant la période 1986-1988 à 3 % pendant la période 1999-2001.

Le soutien accordé aux producteurs agricoles dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE s'est néanmoins élevé en 2001 à 31 % des recettes

## Soutien à l'agriculture Estimation du soutien total, % du PIB



Notes : Les pays sont classés selon les niveaux de 1999-2001

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. Pour 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque ne sont pas comprises.

Source : OCDE, base de données des ESP et des ESC, 2002.

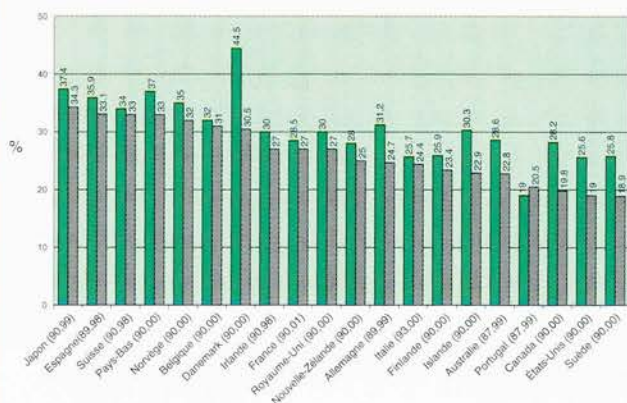
agricoles totales, contre 32 % en 2000 et 38 % durant la période 1986-88. Les trois-quarts des aides versées faussent la production et les échanges, et les prix perçus par les agriculteurs en 2001 continuent d'être supérieurs de 31 % en moyenne aux prix mondiaux, avec pour conséquence de couper les producteurs de nombreux pays des réalités du marché. En 2001, le soutien total à l'agriculture s'est établi à US\$311 milliards, soit 1,3 % du PIB contre 2,3 % au cours de la période 1986-88. Des différences significatives demeurent toutefois entre pays et entre produits. ■

- *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2002.*
- *Perspectives agricoles de l'OCDE 2002* (voir En bref, page 5).

# Habitudes à bannir

## Tabagisme

% d'adultes qui déclarent fumer quotidiennement, 1990 et 2000



Source : Éco-Santé OCDE, 2002

Au cours des 40 dernières années, le tabagisme a considérablement reculé dans les pays de l'OCDE. Toujours plus de taxes et des campagnes antitabac financées par les gouvernements ont découragé bon nombre de fumeurs. La Suède peut se féliciter d'avoir le plus faible pourcentage de fumeurs de tous les pays de l'OCDE : en effet, 18,9 % des Suédois déclarent être des fumeurs réguliers en 2000 contre 25,8 % en 1990. Les États-Unis viennent en deuxième position avec 19,0 % de fumeurs contre 25,6 % 10 ans plus tôt. Le Japon détient pour sa part la palme douteuse du taux le plus élevé de fumeurs puisque, en 1999, 34,3 % des Japonais déclaraient tirer une bouffée de cigarette par jour, un pourcentage à peine inférieur aux 37 % enregistrés en 1990, selon les chiffres publiés dans la dernière édition d'Éco-Santé OCDE. Cependant, si les Américains ont réduit leur consommation de tabac, ils ont, dans le même temps, mangé plus. D'après Éco-Santé, en effet, 26 % de la population américaine souffrent d'obésité, le taux le plus élevé des pays de l'OCDE. Les Pays-Bas qui, quant à eux, comptent un plus grand nombre de fumeurs, ont un taux d'obésité de 8,7 % seulement. ■

- *Éco-Santé OCDE 2002*, CD-ROM, présente des statistiques sur la santé et les sujets connexes, dans les pays de l'OCDE. Des mises à jour de la base sont fournies gratuitement via Internet.



MEMBRES	Produit intérieur brut			Indicateur avancé			Prix à la consommation		
	période	variation (%) la période précédente	par rapport à l'année précédente	période	variation (%) la période précédente	par rapport à l'année précédente	période	variation (%) la période précédente	par rapport à l'année précédente
Allemagne	T1 02	0,2	-0,2	mai 02	0,5	0,3	mai 02	0,0	1,1
Australie	T1 02	0,9	4,2	mai 02	0,4	8,1	T1 02	0,9	2,9
Autriche	T1 02	0,5	-0,2	avr. 02	1,0	2,4	mai 02	0,3	1,9
Belgique	T4 01	-0,4	-0,7	mai 02	2,8	6,7	mai 02	0,2	1,3
Canada	T1 02	1,5	2,1	mai 02	0,1	8,6	mai 02	0,2	1,0
Corée	T1 02	1,8	5,0		..	..	juin 02	-0,1	2,6
Danemark	T1 02	0,2	1,1	mai 02	1,6	8,1	mai 02	0,1	2,1
Espagne	T1 02	0,5	2,0	mai 02	1,0	1,5	mai 02	0,4	3,5
États-Unis	T1 02	1,5	1,7	mai 02	0,2	1,9	mai 02	0,0	1,2
Finlande	T1 02	-0,6	-1,9	jan. 02	-0,5	0,7	mai 02	0,2	1,3
France	T1 02	0,4	0,3	may 02	0,1	-0,2	mai 02	0,1	1,4
Grèce	2000	..	4,3	avr. 02	0,5	4,0	mai 02	-0,1	3,4
Hongrie	2000	..	5,2		..	..	mai 02	0,5	5,6
Irlande	2001	..	5,8	avr. 02	0,1	1,6	mai 02	0,5	4,7
Islande	2001	..	3,0		..	..	mai 02	-0,2	5,7
Italie	T1 02	0,2	0,1	mai 02	0,3	3,0	juin 02	0,1	2,2
Japon	T1 02	1,4	-1,6	mai 02	0,2	2,5	mai 02	0,3	-0,9
Luxembourg	2001	..	3,5	mai 02	2,5	6,3	mai 02	0,3	1,9
Mexique	T1 02	0,6	-0,4	mai 02	-0,7	6,9	mai 02	0,2	4,7
Norvège	T4 01	0,2	1,8	avr. 02	0,2	0,3	mai 02	0,3	0,4
Nouvelle-Zélande	T1 02	1,4	4,7		..	..	T1 02	0,6	2,6
Pays-Bas	T1 02	0,0	0,1	mai 02	0,4	2,8	mai 02	0,0	3,3
Pologne	2000	..	4,0		..	..	mai 02	-0,2	1,8
Portugal	T4 01	0,4	1,0	avr. 02	1,5	2,9	mai 02	0,6	3,3
République slovaque	T1 02	..	3,9		..	..	mai 02	0,2	3,2
République tchèque	T1 02	..	2,5		..	..	mai 02	-0,1	2,5
Royaume-Uni	T1 02	0,1	1,1	mai 02	0,9	3,6	mai 02	0,3	1,1
Suède	T1 02	0,3	0,8	avr. 02	0,0	3,5	mai 02	0,3	1,8
Suisse	T1 02	0,2	0,2	mai 02	0,2	-0,4	juin 02	-0,1	0,3
Turquie	T1 02	..	2,3		..	..	juin 02	0,6	42,6
Zone euro	T1 02	0,2	0,1	mai 02	0,5	1,7	mai 02	0,2	2,0

## NON-MEMBRES

## Ventes au détail

Afrique du Sud	T1 02	0,8	2,1	mar. 02	-0,2	6,2	mai 02	0,8	8,4
Brésil		..	..		..	..	mai 02	0,2	7,8
Bulgarie	T3 01	1,2	4,6	avr. 02	-1,8	3,5	mai 02	-2,1	6,9
Chine		..	..		..	..		..	..
Estonie	T4 01	1,3	5,8	avr. 02	2,6	17,1	mai 02	0,2	4,1
Fédération de Russie	2000	..	8,4	juil. 01	5,3	17,2	avr. 02	1,2	16,3
Indonésie	T3 01	-0,9	3,6		..	..	mai 02	0,8	12,9
Lettonie	T4 01	3,6	6,3	avr. 02	-2,6	15,7	mai 02	0,1	2,0
Lituanie	T1 02	0,2	4,0	mar. 02	2,9	10,8	mai 02	-0,3	0,5
Roumanie	2000	..	1,6		..	..	avr. 02	2,0	27,1
Slovénie	T1 02	1,6	3,7		..	..	mai 02	0,3	7,5
Ukraine		..	..	fév. 02	-3,5	16,8	mar. 02	-0,7	2,2

## Définitions &amp; notes

**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, et la Turquie. Données pour la Zone euro fournies par Eurostat.

**Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance.

**Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. IPCH pour la Zone euro.



## MEMBRES

Balance courante			Taux de chômage			Taux d'intérêt			MEMBRES
période	valeur courante	même période année précédente	période	valeur courante	même période année précédente	période	valeur courante	même période année précédente	
T1 02	0,97	-0,20	mai 02	8,1	7,7	*	..	..	Allemagne
T1 02	-2,86	-2,44	mai 02	6,3	6,8	mai 02	4,84	4,89	Australie
T4 01	-0,56	-0,95	mai 02	4,1	3,5	*	..	..	Autriche
T4 01	2,31	2,32	mai 02	6,8	6,6	*	..	..	Belgique
T1 02	3,74	8,54	mai 02	7,7	7,0	juin 02	2,76	4,41	Canada
avr. 02	0,63	1,04	mai 02	3,1	3,7	mai 02	4,80	5,90	Corée
T1 02	0,92	1,84	mai 02	4,2	4,3	mai 02	3,66	5,02	Danemark
mar. 02	-0,51	-0,86	mai 02	11,4	10,6	*	..	..	Espagne
T1 02	-112,49	-107,72	mai 02	5,8	4,4	juin 02	1,81	3,74	États-Unis
avr. 02	0,19	0,43	mai 02	9,3	9,0	*	..	..	Finlande
avr. 02	1,09	-0,27	mai 02	9,2	8,6	*	..	..	France
déc. 01	-0,87	-0,92	..	..	..	*	..	..	Grèce
avr. 02	-0,35	-0,18	T4 01	5,8	6,2	mai 02	8,49	11,10	Hongrie
T4 01	-0,31	-0,46	mai 02	4,4	3,7	*	..	..	Irlande
T1 02	0,00	-0,20	mai 02	2,2	1,4	mai 02	8,70	11,12	Islande
jan. 02	-0,93	-0,03	avr. 02	9,0	9,5	*	..	..	Italie
avr. 02	8,86	7,63	mai 02	5,4	4,9	juin 02	0,03	0,03	Japon
T4 01	0,78	0,18	mai 02	2,3	1,9	*	..	..	Luxembourg
T1 02	-4,17	-4,77	mai 02	2,7	2,4	mai 02	6,69	12,61	Mexique
T1 02	6,32	6,77	T1 02	3,9	3,5	mai 02	6,90	7,45	Norvège
T1 02	-0,20	-0,47	T1 02	5,3	5,4	juin 02	5,96	5,82	Nouvelle-Zélande
T1 02	5,09	2,80	avr. 02	2,6	2,2	*	..	..	Pays-Bas
mai 02	-0,60	-0,73	mai 02	17,3	16,0	mai 02	9,44	15,98	Pologne
T1 02	-2,35	-2,44	mai 02	4,3	4,0	*	..	..	Portugal
T1 02	-0,36	-0,35	T1 02	19,4	19,7	mar. 02	9,00	9,80	République slovaque
T1 02	-0,35	-0,84	T1 02	7,6	8,3	juin. 02	3,78	5,09	République tchèque
T4 01	-10,93	-7,94	mar. 02	5,1	4,9	mai 02	4,08	5,17	Royaume-Uni
avr. 02	0,76	0,10	mai 02	5,1	5,0	juin 02	4,28	4,17	Suède
T1 02	6,42	5,68	mai 02	2,6	1,7	mai 02	1,14	3,15	Suisse
T1 02	-0,05	-0,20	T1 02	11,8	8,6	juin 02	48,00	63,00	Turquie
avr. 02	-3,81	-3,57	mai 02	8,3	8,0	mai 02	3,47	4,64	Zone euro

## NON-MEMBRES

NON-MEMBRES									
T1 02	1,18	1,04	..	..	mai 02	11,38	10,36	Afrique du Sud	
mai 02	-1,83	-2,18	..	..	..	..	..	Brésil	
mar. 02	-0,06	-0,05	..	..	avr. 02	3,92	4,36	Bulgarie	
2000	20,52	15,67	..	..	..	..	..	Chine	
avr. 02	-0,08	-0,06	mai 02	5,8	6,3	mai 02	7,17	6,10	Estonie
T3 01	7,58	10,54	déc. 01	1,6	1,4	avr. 02	13,50	10,30	Fédération de Russie
T4 01	0,56	2,50	..	..	mai 02	16,57	14,92	Indonésie	
avr. 02	-0,05	-0,04	mai 02	7,9	7,8	mai 02	9,20	11,50	Lettonie
T1 02	-0,10	-0,14	mai 02	11,3	12,5	mai 02	10,78	8,88	Lituanie
mar. 02	-0,11	-0,07	avr. 02	10,6	9,4	mar. 02	33,40	49,90	Roumanie
avr. 02	0,00	-0,03	déc. 01	11,6	11,8	may 02	8,87	11,36	Slovénie
T3 01	0,39	0,90	nov. 01	4,7	5,2	avr. 02	27,10	33,00	Ukraine

**Balance courante** : Milliards de US\$ ; corrigée des variations saisonnières sauf pour la Grèce, l'Irlande et les pays non membres. Les données pour la Pologne sont calculées sur la base des règlements.

**Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile — taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour la Corée, l'Islande, le Mexique, la Pologne, la Suisse et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la République slovaque et la Turquie.

**Taux d'intérêt** : Taux à trois mois, sauf pour la Turquie (taux interbancaire au jour le jour). Le taux de la Zone euro s'applique aux 12 pays de la Zone euro.  
Source : Principaux indicateurs économiques, juillet 2002 ; base de données des comptes nationaux trimestriels.

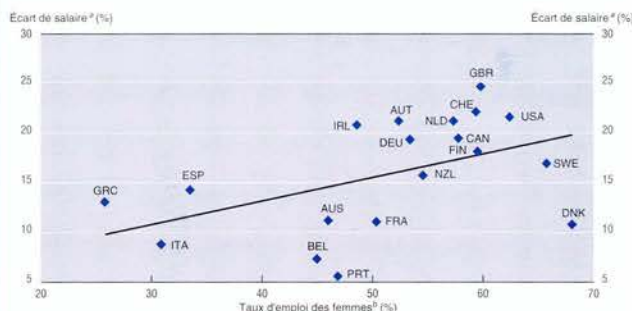


# Travail au féminin

Le nombre de femmes travaillant à l'extérieur a augmenté ces dernières années dans la plupart des pays de l'OCDE, et leur salaire a suivi le mouvement. Cela étant, et quelle que soit la manière dont on mesure l'écart salarial entre les hommes et les femmes, le salaire horaire féminin reste inférieur à celui des hommes dans tous les pays. En effet, comme il est noté dans la dernière édition des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, il représente 84 % du salaire masculin, soit un écart de 16 points. C'est au Portugal que le salaire féminin se rapproche le plus du salaire masculin. L'écart ne s'y établit qu'à cinq points. En revanche, au Royaume-Uni où l'écart est le plus large, le salaire des femmes n'atteint que 75 % de celui des hommes.

Quoi qu'il en soit, la proportion de femmes travaillant à l'extérieur a augmenté ces 20 dernières années dans tous les pays de l'OCDE et dans certains, comme au Danemark et en Suède, le nombre des hommes et des femmes ayant une activité professionnelle est pratiquement égal. On peut cependant observer sur le graphique que les pays où le taux d'activité des femmes est élevé sont aussi ceux où l'écart salarial est le plus large. Ce phénomène est explicable : tandis que l'on retrouve dans tous les pays des femmes en activité ayant fait des études supérieures, c'est plutôt dans les pays où le taux général d'emploi des femmes est élevé que travaillent en grand nombre celles qui ont fait des études moins poussées. De ce fait, dans des pays comme l'Espagne, la Grèce et l'Italie, où la proportion de femmes

## L'emploi des femmes L'écart de salaire et l'emploi des femmes Personnes âgées de 20 à 64 ans



Notes:

- a) Différence en pourcentage entre les salaires horaires bruts moyens des hommes et des femmes.
- b) Part des femmes dans l'emploi salarié, exprimé en pourcentage.

Source : *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, 2002

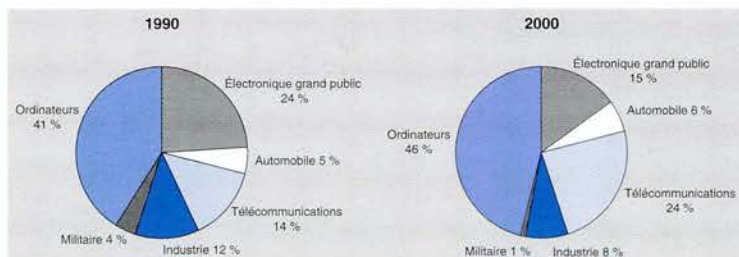
occupées ne dépasse pas 30 %, les femmes occupées exercent dans bien des cas des emplois qualifiés dont la rémunération s'écarte moins de celle des hommes. En revanche, l'écart est plus important dans les pays nordiques, au Royaume-Uni et aux États-Unis où une plus forte proportion des femmes en activité occupent des emplois peu qualifiés. ■

- *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, 2002.

# Semiconducteurs en peine

Les semiconducteurs sont les piliers de la révolution électronique que nous connaissons aujourd'hui ; mais leur production et leur utilisation dépendent largement d'une gamme limitée de produits électroniques, notamment les ordinateurs personnels et les téléphones portables. Tant qu'il sera encore possible de créer des puces plus rapides, plus petites et moins chères, on produira des biens et des services TI toujours plus performants. Mais c'est justement là que réside le problème : dernièrement, une chute de la demande a provoqué un engorgement dans l'industrie des semiconducteurs, secteur où pourtant la rapidité d'innovation est indispensable. En effet, les stocks sont rapidement périmés, devenant pratiquement inutilisables. Ce qui explique l'inquiétude qui a fait suite à la baisse de 31,2 % en valeur des ventes mondiales de semiconducteurs en 2001. D'une certaine manière, il s'agit d'un retour à la

## Semiconducteurs : les tendances Marché mondial des semiconducteurs, par application (marchés d'utilisation finale), 1990 et 2000



Source : OCDE d'après WSTS

réalité après 10 années consécutives de croissance à un taux annuel proche de 10 %. L'augmentation de la consommation de semiconducteurs entre 1990 et 2000 était essentiellement due à l'explosion d'Internet et du marché des téléphones portables. D'après la nouvelle édition des *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, les

ordinateurs constituent toujours la principale destination finale des semiconducteurs, bien qu'ils ne représentent plus que 41 % de la consommation contre 46 % auparavant. ■

- Voir la rubrique En bref.
- *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, 2002.



## Services en ligne de l'OCDE

**SourceOECD** 

[www.SourceOECD.org](http://www.SourceOECD.org)

Un seul abonnement institutionnel  
permet un accès illimité  
aux ouvrages, périodiques  
et statistiques de l'OCDE en ligne

**OECD *direct***

[www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)

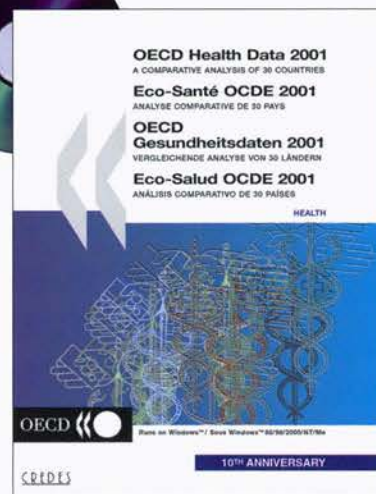
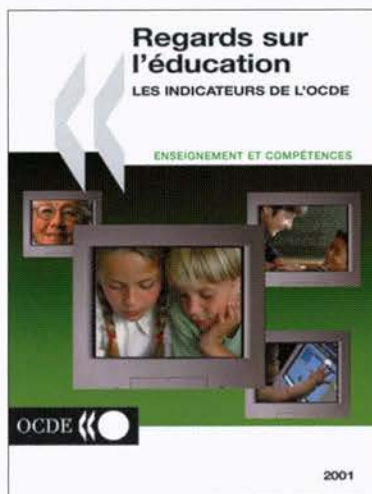
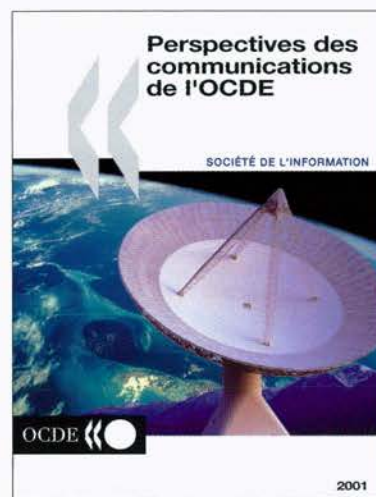
Soyez le premier informé  
grâce à notre service d'information  
e-mail gratuit personnalisé.

**OECD  
ONLINE BOOKSHOP**

[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Choisissez dans notre catalogue  
en ligne (versions papier,  
électronique et CD-ROM)  
- et maintenant,  
*pay-per-view*.

# Bestsellers



[www.oecd.org](http://www.oecd.org)



# Invest in Africa's farmers for long term economic growth



If farming is the basis for rural livelihoods, should it not be the starting point for building a prosperous rural economy and the only sound base for building food security for the poor?

Start from where people are and build on what they have.

*"My children have joined school. I have also started other business from the income I earn from my goats"*

Mrs Kiros Demewoz , project beneficiary, Tigray, Ethiopia



Innovative solutions for Africa's rural problems.

9-10 Southampton Place, Bloomsbury, London WC1A 2EA  
Telephone: +44(0) 20 7430 0440 Fax: +44(0) 20 7430 0460

email: [farmafrica@farmafrica.org.uk](mailto:farmafrica@farmafrica.org.uk) website: [www.farmafrica.org.uk](http://www.farmafrica.org.uk)

FARM-Africa is registered in the UK as a charity no. 326901 and as a 501(c)3 in the USA



WINNER OF THE 2000  
NEWS INTERNATIONAL  
NOT-FOR-PROFIT AWARD